

Le pape et le SIDA

La photo avait fait le tour du monde. En 1987, à Los Angeles, on avait vu le pape se tenir dans ses bras un enfant de quatre ans promis par le SIDA à une mort certaine. Cette fois, c'est du balcon même de la basilique Saint-Pierre à Rome, que, à l'occasion de la fête de Noël, Jean-Paul II a lancé aux catholiques et au monde entier un appel solennel à la compassion pour toutes les victimes du SIDA, au refus de toute ségrégation et à l'intensification des efforts de recherche pour venir à bout de l'épidémie.

Il a ainsi voulu souligner la tragique universalité de cette maladie et appuyer les efforts de la communauté médicale internationale. Mais par ce discours, le pape a aussi, sans aucun doute, cherché à dissiper un certain nombre d'équivoques récentes sur l'attitude de l'Eglise catholique devant cette maladie et à rappeler les chrétiens à leur devoir traditionnel de générosité.

Une telle mise au point est loin d'être superflue. La caractéristique de cette épidémie, les modes de transmission du virus du SIDA, atteignant toute la symbolique du sexe et de la vie, les risques de ségrégation que le malade encourt, les comportements qui y sont révélés (homosexualité, toxicomanie) ont provoqué un choc culturel qui a pris au dépourvu les autorités médicales, mais aussi morales.

Dans l'Eglise catholique, plus personne ne parle sérieusement aujourd'hui du SIDA comme d'un châtiment de Dieu. Mais les condamnations répétées par le Vatican de l'usage du préservatif - seul moyen connu aujourd'hui de prévention - laissent supposer que la hiérarchie catholique n'avait pas encore pris l'exacte mesure de cette épidémie inédite et subordonnait son traitement à l'interdiction morale absolue qu'elle continue de faire peser, depuis vingt ans, sur tous les moyens « artificiels » de contraception.

Le pape n'a pas encore traité de la prévention du SIDA. Comme il avait fait il y a quelques années pour la discussion nucléaire, il a convoqué pour l'autisme prochain au Vatican une conférence internationale de scientifiques et de médecins. Mais, en France, certains propos récents des cardinaux Lustiger et Decourtray permettent d'imaginer, au nom du caractère mortel de la contagion, et donc du « moindre mal », une appréciation plus tolérante du rôle du préservatif dans la prévention de cette maladie.

« Experts en humanité », comme disait Vatican II, l'Eglise catholique trouve plus facilement le ton juste pour traiter des grandes questions de morale sociale et collective. A propos de l'éthique individuelle ou familiale, elle n'évite pas les maladresses d'analyse et de langage, comme on a pu le voir à propos du SIDA et du rappel récent par l'« Osservatore Romano » de l'interdiction de toute forme de procréation artificielle, y compris au sein d'un couple marié et stérile.

La hiérarchie catholique n'a pas tort, à propos du SIDA, de souligner que l'effort de la société ne doit pas se limiter au plan sanitaire. Mais ses appels en faveur de « comportements responsables » seraient mieux écoutés si elle adoptait une position plus réaliste à propos de la contraception et de la sexualité.

(Lire nos informations page 6.)

M0147-12270-4.50 F



3790147004500 12270

Satisfait du projet de visite de M. Moubarak

M. Itzhak Shamir annonce un prochain plan de paix

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a accueilli, dimanche 25 décembre, avec satisfaction la proposition du président égyptien Hosni Moubarak de faire une visite en Israël. Dans le même temps, M. Shamir a annoncé qu'il allait rendre public, d'ici à quelques semaines, un plan de paix pour le règlement du conflit israélo-arabe. A Tel-Aviv, plusieurs milliers de personnes ont manifesté, samedi 24 décembre, en faveur d'un dialogue avec l'OLP.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Ce n'est pas encore l'euphorie à Jérusalem. On ne fait pas état, d'ailleurs, de préparatifs concrets en vue d'une visite du président Hosni Moubarak, mais, dans l'entourage du premier ministre, M. Itzhak Shamir, les déclarations du chef de l'Etat égyptien au journal *Al Anbakh* (voir l'article d'Alexandre Bucciati) ont été accueillies avec une indéfectible « satisfaction ».

Car, au-delà du débat sur sa portée immédiate, on voit dans cette démarche de M. Moubarak la preuve que l'Egypte accepte - ou veut tester - la situation qui

s'est installée à Jérusalem avec la mise en place du nouveau gouvernement d'union nationale : l'interlocuteur privilégié des Egyptiens n'est plus le travailliste Shimon Pérès.

C'est désormais avec le tandem du Likoud, M. Shamir et le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, que le président Moubarak entend dialoguer pour essayer de débloquer le processus de paix.

M. Shamir a en tout cas immédiatement fait savoir qu'il accueillerait avec joie une visite du président égyptien.

(Interim.)

(Lire la suite et nos informations page 3.)

30 % de progression en un an

Le gouvernement veut freiner l'essor du travail temporaire

Le gouvernement commence à s'inquiéter du développement ininterrompu du travail temporaire, en croissance de plus de 30 % en un an. Avec l'équivalent de 250 000 salariés à temps plein et la perspective de 5 millions de missions en 1988, l'intérim absorbe une bonne partie de l'emploi supplémentaire récemment créé. Une circulaire devrait canaliser cet engouement, et on réfléchit à d'autres mesures, parce qu'il faudrait rendre plus stable la création d'emplois, sans toutefois casser le mouvement.



(Lire nos informations page 20.)

Meurtres, enlèvements, racket, trafic de drogue

La Calabre tachée de sang

Meurtres, intimidations, clientélisme. En Calabre, la région la plus arriérée d'Italie, persiste une mafia plus violente encore que celle de Sicile : la N'drangheta. Sa spécialité : l'enlèvement contre rançon.

SAN-LUCA
de notre envoyé spécial

Derrière de lourdes paupières mi-closes, les yeux glacés du prêtre n'expriment rien. Ni haine ni bonté. Rien qu'un peu de méfiance. Massif dans sa longue soutane crasseuse, il a des mains de bûcheron. De celles qui manient la cognée plus volontiers que le chapelet. Il s'appelle Giosafatto Trimboli, il est curé à San-Luca, un gros village plutôt laid, piqué comme une verrue sur une cannelure de montagne. Les braves gens de la contrée, qui savent qu'en Calabre distinguer le bien du mal peut se révéler dangereux, l'appellent « Don ». Un titre honorifique réservé, en Italie, aux abbés et... aux « parrains ».

« San-Luca ? Pfiut... Quatre mille habitants et cinq mille mafieux », avait résumé en crachant par terre un flic de la région. Il y a deux ans, le chef des carabinieri de la commune a été assassiné. Son meurtrier court toujours... Prévenu de notre arrivée, Don Giosafatto, lui, avait pris sa décision depuis longtemps. « Merci de votre visite, mais je ne parle jamais aux journalistes. » Le curé de San-Luca a, il est vrai, de bonnes raisons de fuir la publicité. On a déjà trop parlé de lui.

Il y a quelques années il a rédigé un « certificat de bonne conduite » pour Sebastiano Mesiti, un ami, un fameux « boss » local, par la suite condamné pour activités mafieuses. Depuis, Don Giosafatto a perdu sa paroisse et hérité de la charge officielle du sanctuaire de Madonna di Polsi, lieu de pèlerinage favori des brigands, au cœur des montagnes. Bref, pour résumer, les mauvaises langues prétendent que ce grand diable de curé aux cheveux blancs est l'ami des bandits, le secours des malfrats, le confesseur de la

N'drangheta. Un mot qui claque comme une gâchette et qui, venant du grec ancien, signifie quelque chose comme « association des hommes d'honneur ». Ni pastiche, ni clone de la Mafia sicilienne, la N'drangheta n'est rien moins que la version calabraise de la « piovra » de Palerme avec laquelle elle entretient d'ailleurs des relations épisodiques. Plus jeune (un siècle environ), plus rurale peut-être, moins connue sans doute, mais tout aussi violente que sa célèbre cousine.

De toutes les régions de la Botte, c'est la pointe qui est la plus tachée de sang. Deux cent dix cadavres calabrais cette année, deux cent quatre l'an dernier. Record battu. Capitale italienne du crime de sang en 1988, Reggio-de-Calabre est immortelle. Détruite deux fois par des tremblements de terre (1783 et 1908), elle est toujours debout. Avec ses immeubles à jamais inachevés, ses paroissiens silencieux et du rouge sur ses trottoirs... Plus de cinquante morts pour les douze derniers mois dans une cité de cent quatre-vingt mille âmes.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

ÉCONOMIE

Le rebond de 1988

Le krach boursier d'octobre 1987 laissait augurer d'un cru 1988 placé sous le signe de la récession. Mais, aux prévisions pessimistes des experts, la conjoncture a prêté l'effet de surprise. Loin de disparaître ou même de s'atténuer, la croissance est repartie de plus belle, atteignant 4 % en 1988 dans les vingt-quatre pays membres de l'OCDE. Pendant que les entreprises poursuivent leur redressement, les investissements productifs et les échanges internationaux ont progressé, sans susciter pour autant un dérapage des prix. Plusieurs points noirs, irrédutibles, persistent : la précarité de l'emploi, qui tempère le léger recul du chômage ; la dette du tiers-monde, qui atteint 1 320 milliards de dollars. Le Monde publiera la semaine prochaine (numéro daté 3 janvier) le bilan boursier et financier de 1988.

(Lire pages 9 à 12.)

Le kaléidoscope du revenu minimum

A sept jours de son lancement officiel, le revenu minimum d'insertion (RMI) n'est plus seulement qu'un grand projet. Commencées le 15 décembre, les opérations de mise en œuvre montrent la France des paumés, des exclus et de tous ceux qui vivent dans la pauvreté. Dix mille dossiers ont été instruits en une semaine, et trois mille ont déjà été transmis pour un premier paiement. Localement, le premier bilan de la mobilisation est très contrasté. Par crainte d'être débordés par l'afflux de demandes ou par souci de bien organiser les choses, les commissions ad hoc font parfois preuve de prudence.

(Lire page 18 l'article de GUY HERZLICH.)

La chronique de Paul Fabra : « Paradoxes fiscaux »

(Page 19.)

Des projets de barrages contestés

M. Jean Royer, dompteur de Loire

La Loire est capricieuse. Pour ériger ses crues et soutenir ses étiages d'été, la construction de quatre grands barrages est envisagée dans les dix prochaines années. D'une semaine à l'autre, on attend la signature par le préfet de la Haute-Loire de la déclaration d'utilité publique du premier de ces ouvrages. Mais, déjà, de vives oppositions se manifestent.

En un seul coude, la Loire montre ici, à Charrin (Nièvre), un échantillon de son talent d'emmerdeuse séculaire. Elle a d'abord charrié un plantureux banc de sable, qu'elle a posé en plein virage. S'étant ainsi obstruée elle-même, elle est forcée, pour continuer de passer, de grignoter la berge d'en face. Elle grignote donc avec tant d'appétit

qu'une bonne partie du champ des Lancien y est passée l'an dernier.

Ils ont l'habitude, ces fermiers du bord de Loire, de vivre avec ses caprices. Chaque saison, c'est elle qui arbitre entre les récoltes. Cette année, par exemple, le maïs a été superbe, mais le colza n'a rien donné. Avec ses puissantes racines, le maïs supporte les crues, tandis que le colza pourrit sur pied. C'est ainsi, et il faut bien s'y faire.

Le bourg de Charrin dort tranquille, sans trop savoir qu'il est menacé. A cause du fameux banc de sable, la Loire s'attaque aujourd'hui à la levée, dressée au Moyen Âge pour tenter de la contenir, et que les municipalités contemporaines, faute de subventions, n'ont pu empierrer que sur une centaine de mètres. « Un jour, à la longue, elle gagnera »,

dit Théodore Gérard, quatre-vingts ans, ancien maire de Decize et président du syndicat intercommunal constitué pour lutter contre les excès du fleuve.

Ici, dans ce coin de Bourgogne qu'elle écorne, elle a encore des centaines de kilomètres à parcourir, la Loire, pour arriver aux châteaux qui ont fait sa renommée jusqu'à Houston ou à Tokyo, mais elle est déjà telle qu'en elle-même : imprévisible et majestueuse, vorace à en donner des cauchemars. Bref, c'est bien elle, l'éternelle rebelle du cœur de la France, racontée avec force soupçons à tous les écoliers de toutes les Républiques.

« Celui qui connaît la Loire, il n'est pas né », répond, fausement modeste, Théodore Gérard, quand on le félicite pour sa science.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 7.)

AU SOMMAIRE DE JANVIER

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Bonne année révolutionnaire un sujet thématique sur la Révolution française.
- Les tortues terrestres.
- Les cartes postales de l'an 9.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,30 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 1,50 \$; USA West Coast, 2 \$.

هكذا من الأصل

فكذا من الأصل

Débats

POLITIQUE

Le double jeu

par MAURICE DUVERGER

LES élections partielles ont révélé que les socialistes perdent des suffrages sur leurs deux ailes : à droite, au profit des centristes, à gauche, au profit des communistes. Cette érosion risque de continuer tant qu'ils ne cesseront pas de pratiquer le double jeu où ils se sont engagés au lendemain de la présidentielle. Michel Rocard n'est responsable de cette situation que dans la mesure où son parti assume la politique dite « d'ouverture » qui s'est glissée lentement de la V^e République à la IV^e.

Certes, la position de son parti et la faiblesse de sa majorité poussent le premier ministre à chercher appui des deux côtés. En elles-mêmes, ces tentatives d'élargissement nous amènent à deux conclusions. Elles cessent de l'être quand elles s'accompagnent d'une méfiance à l'égard des institutions et donnent l'impression d'un glissement vers le centre.

La première session de la nouvelle Assemblée nationale aura

ressemblé plus aux stratégies parlementaires d'autrefois qu'à celles prévalant depuis 1958. Le jeu de bascule, assorti de pourboires qui permet le vote de lois de réforme.

Des dispositions financières font penser aux pratiques du père Queuille ou aux théories d'Edgar Faure. Un observateur a pu recenser six types de majorité différents en première lecture du budget. Les modèles théoriques sont encore plus nombreux, parce qu'on peut imaginer l'abstention, le vote « pour », le vote « contre » pour chacun des quatre groupes non socialistes : communiste, centriste, giscardien et chrétien. Toutes les combinaisons sont permises, à condition que l'un d'eux au moins ne vote pas « contre », ce qui suffit à faire approuver un texte. Les politistes se réjouissent d'une telle subtilité et les commentateurs félicitent le premier ministre de son habileté. Au-delà de ces cercles d'initiés, les opinions sont différentes.

Pour beaucoup de citoyens, de tels vertiges traduisent la faiblesse du gouvernement et le retour aux mœurs d'autrefois. La plupart de nos compatriotes préféreraient qu'on utilise les moyens de la Constitution gaullienne pour montrer aux centristes et aux communistes qu'on est en position de force et qu'on pourrait se passer d'eux s'il le fallait. Ce qui ramènerait les uns et les autres à la raison. Pourquoi brandir si tard le 49-3, utilisé vingt-cinq fois dans les neuf années écoulées : six par Raymond Barre, onze par Pierre Mauroy et par Laurent Fabius, huit par Jacques Chirac ? Pratiques aussi bien par les socialistes que par l'UDF et le RPR, la procédure reste démocratique tant que le couperet de l'engagement de confiance ne tombe qu'après une discussion générale sérieuse.

Compromis de détail

La répugnance du premier ministre à montrer sa force l'engage dans des compromis de détail qui affaiblissent son gouvernement. Mais surtout, elle a rendu plus crédibles les bruits relatifs à un futur renversement d'alliances. Les flirts avec le centre inquiéteraient moins s'ils conservaient l'image de fantaisies passagères, justifiées d'ailleurs par les infidélités du conjoint communiste. Mais leur multiplication renforce de plus en plus le soupçon d'une évolution des socialistes vers un divorce d'avec Georges Marchais et un remariage avec Pierre Méhaignerie. Ils attendraient seulement les municipales pour sauver leurs acquis actuels avant d'en chercher de nouveaux par une réforme proportionnelle pour les législatives.

Depuis l'« ouverture » inaugurée en mai dernier, le Parti socialiste est enfermé dans une ambiguïté qui le ronge lentement. Elle lui a fait perdre sept points d'intentions de vote dans les quinze jours qui ont précédé le premier tour de l'élection des députés. Elle l'a gêné dans les cantons et les parties. Elle va le handicaper dans le renouvellement des municipalités. Elle constitue le facteur principal du léger redressement des communistes. Elle fait peser une suspicion sur toute la politique de Michel Rocard. S'il ne parvient pas à l'expliquer clairement, cela tient moins à un défaut de communication qu'à une incohérence d'orientation. Il ne peut pas parler clairement parce qu'il ne sait pas exactement où il va.

Le double jeu est imposé par le double sens de l'« ouverture ». Elle peut signifier simplement que le PS cherche à élargir la majorité la plus large possible sans rompre avec la bipolarisation, fondée sur le maintien au second tour d'une discipline républicaine dont les scrutins de 1988 ont montré l'enracinement, mais elle peut au contraire impliquer un retour au centrisme traditionnel du parlementarisme français sous les deux Républiques précédentes. On saura vraiment laquelle de ces deux voies a été choisie quand le président ou le premier ministre fera une déclaration précise sur le maintien du scrutin majoritaire pour les législatives futures ou sur son remplacement par un scrutin proportionnel. Tant que se prolongera, sur ce point, un silence accompagné de bruits de couloir, cette relance de l'ambiguïté qui brouille l'image du gouvernement persistera, et le Parti socialiste en subira les dures conséquences électorales.

Contrairement à ce qu'on croit d'ordinaire, la question précédente est tout à fait différente de celle concernant le développement du parti du centre, qui a pris naissance cet automne. Comme Raymond Barre l'a fort bien expliqué dans son « Heure de vérité », ce dernier s'accommo-

déra du scrutin majoritaire une fois parvenu à maturité. La bipolarisation française restera très longtemps éloignée du bipartisme, et l'on peut même douter qu'elle y parvienne un jour. Tout porte à croire qu'elle se maintiendra dans le modèle de quadrille où elle s'est développée depuis trente ans, en accentuant probablement l'évolution commencée.

Quadrille bipolaire

À gauche, le Parti socialiste tend naturellement vers une position hégémonique, tendance provisoirement freinée par les incertitudes de l'ouverture. À droite, le chiraquisme a inversé la position du RPR par rapport à celle du gaullisme : ce qui lui permet de récupérer les voix du Front national. Pierre Méhaignerie est en train de déporter réellement vers le centre une UDF que les erreurs de François Léotard avaient poussée vers l'ultralibéralisme. Dans un mécanisme bipolaire, le plus modéré de chaque pôle est mieux placé pour l'emporter au second tour sur l'autre pôle. Si le centre droit réussit à s'unifier et à se renforcer, il sera en bonne position pour les législatives et la présidentielle futures.

Le jeu d'un quadrille bipolaire de ce type n'exclurait pas des unions nationales dans des circonstances exceptionnelles, et l'approfondissement de l'Europe pourrait en être une. Mais cela n'expliquerait aucunement la dislocation des deux pôles qui se reformeraient à chaque élection : leur élément le plus central étant favorisé si l'entreprise commune était bien engagée, et défavorisé dans l'hypothèse contraire. On peut douter qu'un tel rassemblement de tous les partis démocratiques soit réalisable. Qu'il le soit ou non, les socialistes auraient intérêt à le proposer. Ils n'en auraient pas à se lancer dans les centristes à la Guy Mollet, qui les avait fait tomber avec 5 % de la candidature Defferre en 1969, tandis que la bipolarisation à la François Mitterrand fait d'eux le premier parti de France, qui dépasse durablement les 30 %. Il dépassera les 40 % s'il ne s'abîme pas dans le jeu proportionnaliste.

La France embourbée

par BERNARD DEBRÉ (*)

Le gouvernement est-il vraiment aux commandes de l'Etat ? Cette question mérite d'être posée après cette première session parlementaire.

Il est en réalité difficile d'y répondre d'emblée, car finalement gouverner associe deux types d'actions qui peuvent paraître bien différentes. L'une consiste à gérer les affaires courantes, ou plus exactement conjoncturelles, l'autre impose une vision politique de l'Etat, associant orientations économiques, sociales, militaires...

En réalité cette association est nécessaire, même indispensable, car gérer sera définir de grandes orientations politiques qui ne sont pas seulement abstraites, mais aussi concrètes.

C'est pourtant ce qui se passe actuellement avec le gouvernement de Michel Rocard. Il gère les affaires courantes, il les gère mal d'ailleurs, parce qu'il n'a ni vision ni schéma politique. C'est ce vide qui a d'abord attiré les suffrages des Français et des Français, lassés des combats politiques. N'oublions pas qu'avant 1981 la vie était moins politique, ou si elle l'était, la haine était absente du débat. Depuis 1981, depuis le congrès de Valence, la haine a été introduite dans le débat politique. L'association de deux phrases célèbres est symptomatique : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires » ; « Il ne suffit pas de dire que des idées vont tomber, il faut dire lesquelles ».

Semblant de consensus

Il est vrai qu'un discours spésiste, une illusion d'ouverture, un semblant de consensus, permettent pendant quelques mois une trêve politique, ou plus exactement un état de non-politique. Mais cet état d'apaisement politique n'éloigne pas pour autant les problèmes, qui au contraire s'accumulent.

Michel Rocard ne gouverne donc pas dans le véritable sens du terme. Aujourd'hui, nous payons le prix fort de cette incapacité : grèves et manifestations se succèdent, l'économie, durablement touchée, pénalise la France dans la compétition internationale.

Les Français, désorientés, ne perçoivent plus où va la France et se détournent du service de l'Etat ; que ce service se réalise à travers les secteurs public ou privé, les égéries ne font surface. La cohésion nationale craque, les institutions de la République s'affaiblissent. Nous le voyons bien maintenant à l'Assemblée nationale. Le gouvernement, pour se maintenir à flot, doit, en toute occasion, dissimuler sa politique pour plaire aux centristes sans déplaire aux commu-

nistes. Nous sommes revenus à un régime des partis, tempéré par la vigueur de notre Constitution. Le gouvernement abdique en permanence.

La cohésion nationale craque de toutes parts. Les secteurs public et privé s'opposent au lieu d'être complémentaires.

Les Français s'affrontent à cause de cette sensation de vide politique. Cet affrontement prend de multiples formes. C'est sans doute un ministre trop bavard qui injurie des journalistes et les menace de punition, c'est tantôt un autre ministre qui montre du doigt des catégories professionnelles et les jette à la vindicte populaire, comme cela a été fait vis-à-vis des pharmaciens et des médecins.

Impuissance

M. Michel Rocard ne gouverne pas, il se contente de durer, agrippé à son fauteuil de premier ministre. Il y a eu à quelques heures d'ouverture et de dramatique si la France, elle, ne s'enfonce dans la médiocrité et l'impuissance.

Mais Michel Rocard est-il totalement responsable ? Certes, il porte sur ses épaules une grande part de responsabilité, mais au-dessus de lui le président de la République, devenu par la puissance de la tonnerrière monarque absolu, est peut-être le plus responsable de tous. D'abord, parce qu'il a choisi le premier ministre vraisemblablement en connaissance de cause. Ensuite, parce qu'il méprise depuis quelques années toute forme de politique, et par là même le peuple français. L'auteur du Coup d'Etat permanent a accablé l'Etat pour sa jouissance personnelle, distribuant ce et là quelques avantages à des amis proches.

Désormais, l'Etat devenu pour rester à l'Elysée, il le restera pour se venger de ses échecs et de ses humiliations passées.

Face à cette médiocrité politique, l'opposition hésite et voudrait faire de la tactique politique, oubliant peut-être un peu vite qu'il faut d'abord élaborer une politique pour exister, et non pas l'inverse.

La France s'embourbe, ses voisins ne lui feront pas de cadeaux lorsque la compétition se fera encore plus vive entre les nations européennes.

Redressons-nous, reconstruisons notre fierté, notre force, par une volonté politique claire. Le peuple de France est prêt à accorder aux hommes politiques sa confiance, même s'il lui faut faire taire ses égéries, à condition qu'il puisse discerner l'ardeur, l'honnêteté et la persévérance.

(*) Député (RPR) d'Indre-et-Loire.

BONHEURS

La mort

par Albert MEMMI

CETTE ténébreuse affaire est pourtant simple : la mort est une certitude et elle terrifie ; voilà d'abord le double constat.

De mémoire d'homme, personne n'a définitivement survécu. Serait-on adepte d'une philosophie qui promet une autre vie, on sait que celle-ci prendra fin : ce passage déjà fait peur. Dans le Dialogue des Carmélites, la Mère supérieure, assurée d'une immortelle félicité, clame son angoisse devant sa mort prochaine.

Mais toutes les certitudes ne font pas peur : le mouvement des astres et le cycle des saisons sont plutôt apaisants. Pourquoi la mort nous inquiète-t-elle à ce point ? C'est qu'elle nous paraît liée à la souffrance et à l'inconnu.

Peut-on vivre paisiblement, malgré cette certitude et malgré cette peur, voilà tout le problème de la mort. Or, indéniablement, la réponse est oui, quels que soient les aléas de la sensibilité de chacun.

La souffrance fait peur ; mais la mort n'est pas synonyme de souffrance : il existe des souffrances non suivies de mort et des morts sans souffrance.

On m'avait tiré de mon lit de malade pour un examen : j'attendais sur une chaise inconfortable, et sentais grandir ma fatigue, lorsque subitement : le noir. Comme si l'on avait coupé le courant qui actionnait une marionnette. La

mort n'est rien d'autre que cet évanouissement prolongé, une absence définitive. Que faisons-nous, tous les soirs, sinon l'expérience provisoire de la mort ?

L'inconnu fait peur ; mais la mort n'est pas de l'inconnu, elle n'est rien. Il y a plus de mystère en un seul être vivant que chez tous les défunts. Au soir de sa vie, le philosophe Jankélévitch, qui avait longuement réfléchi sur la mort, dut conclure qu'il n'en pouvait rien dire : comment parler de rien, en effet ?

Nous ne craignons pas tant de mourir que de cesser de vivre ; mais cette peur aussi repose sur un malentendu. Dans une formule indépassable, Epicure avait résumé la situation : tant que nous vivons, la mort n'est pas là ; lorsque la mort est là, nous ne sommes déjà plus.

On le voit mieux avec la mort des être chers, laquelle est la plus terrible : nous craignons qu'ils ne subissent un sinistre destin, alors que c'est nous, les vivants, qui, amputés d'eux, souffrons de solitude et d'abandon. Cessons donc de craindre la mort et forçons notre vie.

Aucun raisonnement ne suffit à vaincre une si vieille angoisse ? Vous êtes de ceux qui disent : « Je ne crois pas aux fantômes, mais je n'aime pas en parler » ? Eh bien, n'en parlez pas trop, il n'est pas nécessaire de philosopher tous les jours.

Au courrier du Monde

SOLUTION

Télématique et démocratie

Le vote populaire, fondement de notre démocratie, ne suscite pas l'imaginaire. Face au faible taux de participation enregistré lors des dernières consultations électorales, seuls le regroupement des élections, l'amélioration de l'information des électeurs et quelques autres propositions visant à mobiliser davantage les Français ont été évoqués. Pourtant, le développement récent des moyens de communication pourrait modifier la procédure de vote que nous connaissons et remettre en cause le fonctionnement de notre démocratie.

Le caractère procédurier du vote à la main trouve sa justification dans les contraintes matérielles d'une autre époque. Recueillir et consolider l'avis librement exprimé de quelques millions de Français constituait autrefois un véritable défi. A l'heure où les techniques de communication permettent de véhiculer et traiter dans un délai très court un volume d'informations considérable, cette procédure paraît anachronique.

La mise à la disposition des Français d'un véritable outil « temps réel » de pilotage de la démocratie pourrait constituer une petite révolution.

Alimenté par des programmes d'informations sur la vie politique (et notamment sur la vie politique locale), l'objet des élections, les candidats en présence, leur programme, et support de l'expression populaire sous toutes ses formes (vote, sondage, boîte à idées), cet outil matérialiserait dans chaque foyer français la « démocratie à domicile ». Que deviendrait le rôle de nos élus dans une telle démocratie ? A quelle fréquence faudrait-il demander l'avis du peuple français sans nuire à la continuité des décisions politiques ? La question reste ouverte, mais on peut penser qu'il existe un juste milieu entre une démocratie soumise aux humeurs changeantes de son électeur et une démocratie qui consulte ses électeurs une fois tous les sept ans.

Esi-ce son caractère sacré qui nous interdit d'y toucher ? Le fait est que le droit de vote, principe fondamental de notre démocratie, est en de ces automates qui gagneraient à être considérés comme de simples moyens. On en percevrait mieux les limites et, de là, ce qui peut être amélioré.

A. BRUGidou
(Mars-la-Vallée, Seine-et-Marne).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Abonnements

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

354 F

672 F

954 F

1 200 F

399 F

762 F

1 089 F

1 380 F

504 F

1 337 F

1 494 F

2 530 F

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Abonnements

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

354 F

672 F

954 F

1 200 F

399 F

762 F

1 089 F

1 380 F

504 F

1 337 F

1 494 F

2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ETRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Composants d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Valable avoir l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉGYPTÉ

Le président Moubarak se déclare prêt à se rendre en Israël

LE CAIRE
de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Moubarak a déclaré, le samedi 24 décembre, être prêt à se rendre en Israël, mais à certaines conditions. Dans une interview au quotidien koweïtien *Al Anba*, le raïs a affirmé : « Je n'ai pas d'objection à visiter Israël si une telle visite a des résultats positifs et peut permettre de résoudre le problème du conflit israélo-arabe ».

L'intérêt de cette déclaration vient du fait que le président égyptien ne s'est jamais rendu en Israël depuis son arrivée au pouvoir, en octobre 1981. Il n'a en fait mis les pieds en Israël qu'une seule fois, en 1979, pour quelques heures. Vice-président, il s'était rendu à Beer-sheva pour remettre un message urgent au président Sadate alors en réunion avec le premier ministre israélien Menahem Begin.

Au moment de la dernière phase du retrait du Sinaï, en avril 1982, les responsables israéliens avaient beaucoup insisté auprès de leurs homolo-

gues égyptiens pour que le nouveau raïs se rende en visite dans l'Etat juif « comme signe de bonne volonté ». Pour le président Moubarak, qui cherchait à améliorer ses relations avec le monde arabe, c'était partir avec un boulet au pied. L'échappatoire lui fut fournie par les israéliens eux-mêmes, qui avaient insisté pour que le séjour du président égyptien en Israël comprenne une visite de Jérusalem-Est. Soulignant que son pays avait rejeté la proclamation de « Jérusalem réunifiée, capitale éternelle d'Israël » après l'annexion de la Jérusalem arabe en 1980, le raïs avait eu beau jeu de ne pas répondre à l'invitation.

Aujourd'hui, les conditions ne se sont guère améliorées. Le nouveau gouvernement israélien rejette notamment tout dialogue avec l'O.L.P. dont l'Egypte s'est faite le grand défenseur, et le « risque » d'une visite à Jérusalem-Est subsiste. Autant de raisons pour penser que la visite de M. Moubarak en Israël ne se fera pas de sitôt et surtout pas au moment où Le Caire est en voie de réintégrer la Ligue arabe.

Radio-Damas vient en effet d'affirmer que la Syrie, dernier obstacle de poids au sein de la Ligue, était disposée à améliorer ses relations avec l'Egypte.

Ces considérations n'empêchent pas les Égyptiens d'accueillir des personnalités israéliennes, surtout quand elles viennent pour dialoguer avec des responsables de l'O.L.P. M. Moshe Amirav, ancien membre du Hérout, ex-chef de son parti en 1987 pour ses contacts avec l'O.L.P. et membre actuel du Parti aïnoui (centre) ainsi que du Conseil de la paix et de la sécurité, animé par M. Abba Eban, a participé en sa qualité de journaliste à un colloque sur la Palestine organisé au Caire sous les auspices des Nations unies.

S'adressant à M. Zahdi Labib Terzi, représentant de l'O.L.P. aux Nations unies, dans une conférence de presse-débat tenue samedi, M. Amirav a demandé à l'organisation palestinienne d'accepter les élections qui compte organiser le nouveau gouvernement israélien dans les territoires occupés.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

M. Arafat réclame un « couloir » entre la Cisjordanie et Gaza

M. Yasser Arafat entend réclamer la création d'un couloir entre la Cisjordanie et la bande de Gaza dans le cadre de tout règlement global de paix au Proche-Orient. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, le président de l'O.L.P. a également indiqué qu'il voulait que Jérusalem-Est fût la capitale de l'Etat palestinien proclamé le mois dernier à Alger et a revendiqué le droit pour cet Etat d'avoir des hommes en armes tant qu'Israël aura une armée.

« Nous réclamerons la libération d'un couloir entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, a-t-il dit, il serait inacceptable pour nous de trouver un Etat consistant en deux parties séparées ». A la question de savoir si l'O.L.P. était prête à se contenter d'un Etat démilitarisé pour apaiser

les craintes des Israéliens, M. Arafat a répondu : « Si les Israéliens renoncent à leurs forces armées, alors je renoncerais aux miennes. » « Nous réclame notre Jérusalem arabe, pas plus ni moins. Je ne veux pas de capitale provisoire, je veux Jérusalem comme capitale », a-t-il encore indiqué.

M. Arafat a ajouté que l'O.L.P. envisageait par la possibilité de former une confédération avec la Jordanie — une solution qui a le faveur de certains pays occidentaux — tant qu'elle n'aurait pas obtenu la souveraineté sur la Cisjordanie et sur Gaza. Toujours dans cette interview, recueillie à Vienne, le président de l'O.L.P. a indiqué que tout serait négociable avec Israël dans le cadre d'une conférence internationale de paix. — (Reuters.)

Un Palestinien tué le jour de Noël dans les territoires occupés

Un jeune Palestinien a été tué et seize autres ont été blessés, le dimanche 25 décembre, par l'armée israélienne dans la bande de Gaza occupée. A Jérusalem, un Arabe blessé par balles, le 16 décembre, est décédé à l'hôpital. Ces deux morts portent à plus de trois cent quarante le nombre de Palestiniens tués depuis le début du soulèvement, en décembre dernier, dans les territoires occupés. Quatorze Israéliens au moins ont trouvé la mort dans la même période.

Des manifestations ont par ailleurs éclaté dimanche matin, jour de Noël, à la sortie de la messe à Ramallah (Cisjordanie). Des soldats ont ouvert le feu pour disperser les manifestants, blessant un

adolescent de quatorze ans à la jambe, a-t-on précisé de sources palestiniennes. Deux bouteilles incendiaires ont été lancées dans cette localité sur une jeep militaire, près de la mosquée, sans faire de victimes ni de dégâts, a-t-on en outre indiqué de sources militaires israéliennes. A Bethléem, des jeunes Palestiniens ont lancé des pierres à la sortie de la messe sur les militaires en faction face à l'église de la Nativité, selon des sources palestiniennes.

Enfin, dans la région de Jéricho, deux Palestiniens ont été tués par l'explosion d'une bombe artisanale qu'ils transportaient, a annoncé un porte-parole militaire israélien. — (AFP, Reuters.)

LIBYE : face à la pression américaine

Le colonel Kadhafi mobilise... diplomatiquement

Le colonel Kadhafi prend apparemment très au sérieux les menaces — plus ou moins voilées — d'intervention militaire américaine contre une usine libyenne de produits chimiques, dont Washington dit qu'elle est destinée à la fabrication d'armes chimiques.

Après avoir assuré que cette usine devait produire des « médicaments » (le *Monde* du 24 décembre), le dirigeant libyen a obtenu le soutien de plusieurs pays arabes.

La Syrie et l'Irak se sont ainsi déclarés prêts à soutenir la Libye en cas d'attaque américaine, de même d'ailleurs que l'Iran. Parallèlement, le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud a effectué, dimanche 25 décembre, une brève visite à Alger, où il s'est entretenu avec le

président Chadli. La veille, le chef de la diplomatie algérienne, M. Boualem Bessaïch, avait exprimé la « solidarité » de son pays avec Tripoli et fait part à l'ambassadeur des Etats-Unis de la « vive préoccupation » d'Alger à la suite des menaces américaines. De son côté, le conseil de la Ligue arabe devait se réunir lundi à Tunis à la demande de la Libye.

De Rome, le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a adressé un message au secrétaire d'Etat George Shultz pour l'informer — après des contacts avec le commandant Jalloud — que la Libye serait prête à toute vérification, concernant la fameuse usine, décidée au niveau international. — (AFP, AP, Reuters.)

LIBAN : après les promesses du groupe Abou Nidal

Le sort des otages français et belges demeure aussi incertain

NICOSIE
de notre correspondante
au Proche-Orient

Que veut donc le groupe Abou Nidal, qui s'est donné une large publicité tout le week-end de Noël, à Beyrouth, en entretenant le suspense sur la libération des deux petites filles Valente, Marie-Laure et Virginie, âgées respectivement de sept et six ans ? Enlevées en compagnie de leur mère, Jacqueline Valente, du compagnon de celle-ci, Fernand Houtekins, du frère de ce dernier, Emmanuel, et de sa femme et leurs deux enfants, ces derniers de nationalité belge, à bord du bateau le *Silco*, arraisonné par le groupe d'Abou Nidal en novembre 1987, les deux fillettes sont depuis lors détenues, avec leur mère et ses compagnons, sans que l'on n'ait jamais pu connaître avec précision les revendications des proches d'Abou Nidal.

Samedi 24 décembre, alors que la mère de M^{me} Valente, son beau-frère, M. Métal, son ex-mari et père des fillettes, M. Pascal Béville, étaient arrivés à Beyrouth pour passer Noël avec l'espoir de ramener Marie-Laure et Virginie, le groupe Abou Nidal annonçait dans un communiqué lu à l'AFP par son porte-parole, M. Walid Khaled, que « suite à l'appel du colonel Kadhafi à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'an, notre mouvement a décidé de libérer Marie-Laure et Virginie ». Cette décision, poursuivait le communiqué, a été prise « à la lumière des préparatifs faits par les frères de la Jamahiriya libyenne, des facilités promises et des conditions nécessaires de sécurité garanties pour les deux fillettes ».

Une libération
« par étapes »

Depuis la décision du gouvernement syrien de fermer les bureaux d'Abou Nidal à Damas, les partisans de ce dernier se sont répartis entre la Bekaa libanaise, sous contrôle syrien, les camps palestiniens du Liban et la Libye. Abou Nidal, condamné à mort par l'O.L.P. de M. Yasser Arafat et exclu de la centrale palestinienne, résiderait, pour sa part, principalement à Tripoli et à Alger.

M. Walid Khaled a confirmé lui-même, dimanche, la prochaine libération des deux fillettes à la famille de M^{me} Valente, qu'il a reçue dans le camp palestinien de Mar Elias, à Beyrouth-Ouest, où le groupe Abou Nidal a un bureau. L'attaché militaire français au Liban et son adjoint ont assisté à une partie de cet entretien. Le porte-parole du groupe Abou Nidal a toutefois annoncé alors que l'élargissement de Marie-Laure et de Virginie se ferait par étapes et en un lieu sûr pour des raisons de sécurité et pour assurer aux fillettes leur arrivée saines et sauvées en France.

M. Khaled a aussi distribué cinq cassettes vidéo des otages, enregistrées, selon eux, le 20 décembre, dans lesquelles ils

déclarent tous être bien traités. Les deux fillettes n'interviennent sur aucune de ces cassettes. M^{me} Jacqueline Valente, qui a accouché en détention d'une troisième petite fille qu'elle a eue de son compagnon, M. Fernand Houtekins, et qui est de nouveau enceinte, déclare, pour sa part, « très bien se porter ».

Que signifie exactement cette libération « par étapes et en un lieu sûr », qui paraît exclure le Liban ? M. Walid Khaled n'en a rien dit. Tout transfert des petites filles en dehors du Liban nécessiterait, en tout cas, un accord tacite de Damas, qui contrôle les deux tiers du pays, dont l'aéroport de Beyrouth. Si les deux fillettes n'étaient pas libérées au Liban, on évoque la possibilité qu'elles le soient à Tripoli ou plutôt à Alger. Une fois de plus dans une question d'otages, l'Algérie, semble-t-il, joue un rôle dans cette affaire qui demeure depuis plus d'un an bien étrange.

Les passagers du *Silco*, accusés par le groupe Abou Nidal, qui n'en a toutefois jamais donné de preuve tangible, d'espionnage au profit d'Israël, paraissent pour le moins peu aptes à remplir ce genre de mission. Marginaux en quête d'aventure, ils se seraient plutôt livrés à des petits trafics pour prolonger celle-ci et seraient aujourd'hui victimes des revendications d'Abou Nidal qui, selon des sources généralement bien informées, s'adresseraient plus au gouvernement belge qu'au gouvernement français.

Paris avait, en effet, et ceci bien avant la fin prévue de leur peine, libéré les deux membres du groupe Abou Nidal assassins, en 1978, du représentant de l'O.L.P. dans la capitale française, Ezzed-

dine Kafak. Le groupe Abou Nidal cherchait, de surcroît, à obtenir de la Belgique la libération des assassins de Naim Khader, représentant de l'O.L.P. à Bruxelles, tué en 1979. Le gouvernement belge se refusait, pour sa part, à tout commentaire sur cette affaire depuis plus d'un an.

Des revendications
obscurcs

Ce n'est, en tout cas, pas la première fois que le groupe Abou Nidal promet la libération des deux fillettes. Médiateur au début de cette opération, M. Lucien Bitterlin, président de l'Association d'amitié franco-arabe, s'était rendu, il y a un an, à Beyrouth dans la même perspective, pour s'entendre dire alors que M^{me} Jacqueline Valente ne voulait pas se séparer de ses fillettes. Cet argument a, semble-t-il, aujourd'hui disparu, mais les revendications du groupe Abou Nidal demeurent toujours aussi obscures. « M. Walid Khaled nous a dit que nous avons un rôle à jouer auprès du gouvernement français pour que Jacqueline soit libérée, sans préciser ce rôle, bien qu'il ait fait allusion à une intervention en faveur des enfants de Palestine », a simplement affirmé, dimanche, M. Métal.

C'est donc les mains vides — « La libération n'aura pas lieu ce soir [dimanche] », s'est contenté de dire, dans la soirée, M. Walid Khaled — que devaient rentrer, lundi soir à Paris, les proches de M^{me} Valente, qui se sont déclarés « déçus, tristes et choqués », tout en précisant qu'ils n'avaient pas perdu espoir.

FRANÇOISE CHIPAUX.

A TRAVERS LE MONDE

Mexique

Mutinerie à la prison
de Tepic : 22 morts

TEPIC. — Vingt-deux personnes, dont dix-huit détenus, ont trouvé la mort dans la mutinerie de la prison de Tepic, à 640 kilomètres au nord-est de Mexico. Après avoir assassiné le directeur de la prison, deux gardiens, et retenu en otages une vingtaine de personnes, vendredi 23 décembre, les mutins ont affronté avec des armes, la nuit suivante, les cent trente hommes d'une unité d'intervention spéciale de la police fédérale. Le commandant du « groupe zorro » a été tué dans l'opération, après avoir réussi à faire libérer les otages, qui n'ont été que légèrement blessés. La police a indiqué que le bâtiment administratif qu'avaient investi les prisonniers a été complètement détruit.

Les six meneurs de la mutinerie et douze détenus, qui les avaient suivis dans leur tentative d'évasion, ont été tués, mais la police a arrêté trois gardiens soupçonnés de complicité dans le soulèvement. La dernière mutinerie dans une prison mexicaine s'était produite, en juillet dernier, au pénitencier de Morelia (à 450 kilomètres au nord-ouest de Mexico). Les affrontements entre détenus et forces de police avaient fait quatorze morts et une vingtaine de blessés. — (AFP, AP.)

Salvador

Destitution
du procureur général

Le Parlement salvadorien, dominé depuis les élections législatives du mois de mars dernier par le parti d'extrême droite Alliance républicaine nationale (ARENA), a voté vendredi 23 décembre la destitution du procureur général de la République, M. Roberto Giron, pour « incompétence et immoralité », a annoncé samedi un porte-parole de l'Assemblée. Les parlementaires ont désigné M. Roberto Garcia comme successeur.

Cette décision est liée à l'enquête sur l'assassinat de l'archevêque de San Salvador, Oscar Arnulfo Romero, abattu par des inconnus le 24 mars 1980. L'avocat Mario Del-ponte avait en effet reproché à l'ancien procureur d'avoir « essayé par tous les moyens d'impliquer » le député Robert d'Aubusson, ancien major de l'armée salvadorienne et fondateur de l'ARENA, dans l'assassinat de Mgr Romero. Le Parti démocrate-chrétien du président José Napoleón Duarte a pour sa part critiqué l'attitude de l'ARENA à l'Assemblée en la qualifiant d'« extravagante ». — (AFP.)

L'aventure
coloniale de la France

Destins croisés



Collections dirigées par BERNARD LAUZANNE

هكذا من الأصل

Amériques

ÉTATS-UNIS : la composition de l'équipe de M. Bush

M^{me} Elisabeth Dole nommée secrétaire au travail

WASHINGTON
correspondance

Avec la nomination de M^{me} Elisabeth Dole comme secrétaire au travail, samedi 24 décembre, M. Bush a pratiquement achevé la constitution de son cabinet. Sa dernière nomination, probablement la fin de cette semaine, sera celle du secrétaire au département de l'énergie, un poste dont l'importance s'est sensiblement accrue ces dernières semaines en raison des déclarations dans les usines de fabrication d'armement nucléaire, où le coût des réparations est évalué à des dizaines de milliards de dollars.

Le choix de M^{me} Dole a été favorablement accueilli dans tous les milieux politiques, y compris par les démocrates et les leaders syndicalistes qui s'étaient opposés à M. Bush. « Une des meilleures nominations », a dit le sénateur Edward Kennedy, un des leaders de la gauche démocratique. M. Kirklund, président de la grande centrale intersyndicale, AFL-CIO, s'est félicité de la sélection d'une femme « ayant fait ses preuves et

d'une grande expérience ». M^{me} Dole, en effet, a été secrétaire aux transports de 1983 à 1987 après avoir servi comme officier de liaison à la Maison Blanche.

En revanche, la sélection de divers groupes orientés à droite a été plus réservée. M^{me} Dole se situe en effet politiquement au centre du Parti républicain, et sa nomination renforce le camp des modérés pragmatiques, familièrement appelés les « prag », nettement majoritaires au sein du Congrès.

M. Bush a souligné qu'elle avait été choisie pour ses mérites, mais il a reconnu en même temps que cette nomination lui permettait d'entretenir de bonnes relations avec le sénateur Dole, mari d'Elisabeth et leader de la minorité républicaine du Congrès. « Une relation harmonieuse avec le sénateur Dole est très importante pour moi », a dit M. Bush. Les deux hommes s'étaient affrontés parfois très vigoureusement pendant la campagne des « primaires ».

Les observateurs sont unanimes à reconnaître que M. Bush a traversé

avec talent l'épreuve de l'intériorité, à commencer par la sélection des membres de son futur cabinet. Mais, contrairement à ce qu'il avait annoncé, il a peu fait appel à un « sang neuf ».

Une équipe de « prag »

La plupart des membres du cabinet déjà désignés sont des amis personnels du président élu, en tout cas des membres de l'« establishment » républicain. Beaucoup ont servi dans l'administration Reagan, comme le secrétaire d'Etat Baker, le secrétaire au Trésor Brady, l'attorney général Thornburgh, ou encore M. Damann, directeur du budget et vétéran des gouvernements Nixon et Ford, qui joue un rôle décisif dans la grande réforme fiscale et les changements de la Sécurité sociale décidés par le président Reagan. M. Scowcroft, aujourd'hui président du Conseil national de sécurité, occupe la même fonction sous le président Ford.

Néanmoins, pour mieux affirmer sa personnalité bien dans l'ère « Bush I » et non « Reagan III », le président élu

a choisi un Noir, M. Sullivan, comme secrétaire à la santé, malgré les vigoureuses protestations des groupes mobilisés contre l'avortement (M. Sullivan avait de lui-même corrigé certains de ses propos laissant entendre qu'il était favorable à l'avortement). Il a choisi une femme à un poste important de responsabilité, M^{me} Dole, et maintenu un Hispanique, M. Cavazos, comme secrétaire à l'éducation.

A l'exception de M. Tower nommé secrétaire à la défense après une longue enquête sur ses liens avec les grandes compagnies d'armement et sur sa vie privée, la confirmation par le Congrès des autres personnalités choisies par M. Bush ne devrait pas soulever de difficultés.

A la différence du président Reagan, M. Bush s'est entouré de personnalités d'expérience et non pas d'amis politiques connus pour leur orthodoxie républicaine. A l'exception peut-être de M. Kemp, secrétaire au logement, le nouveau cabinet sera entièrement composé de « prag ».

HENRI PIERRE.

La protection des animaux

« Plutôt que de manger une dinde, adoptez-la... »

WASHINGTON
correspondance

En matière de dinde, les Américains conservent indubitablement plusieurs longueurs d'avance sur les Européens. Et, non contents de consommer à longueur d'année sous forme d'escalopes ou de rondelles de chair reconstituée ces fèves grillées, ils se laissent aller, eux aussi, aux plaisirs plus traditionnels de la dinde rôtie (marrons facultatifs), non pas à Noël, mais le dernier jeudi de novembre pour Thanksgiving, la fête du « merci-donnons » instituée par les « Pères pères » pour célébrer leur première moisson.

Autant dire que chaque année à pareille époque le massacre est important dans les basses-cours. Cette année pourtant les organisations de défense des animaux avaient voulu marquer le coup en suspendant dans un pamphlet : « Plutôt que de manger la dinde traditionnelle, adoptez-en une pour quinze dollars ». Conseil peu suivi d'effet mais qui illustre bien la campagne éducative que s'efforcent de mener au moment des fêtes les amis des animaux auprès d'Américains parfois désinvoltes avec leurs parts (animaux familiers). Ainsi sont-ils conviés, par exemple, à ne plus se présenter comme leurs « compagnons ».

A dire vrai, pourtant, le Mouvement de défense des animaux est divisé. Les organisations les plus anciennes, bien financées, depuis longtemps engagées dans la lutte contre la vivisection, organisent

pour le bien-être des animaux des démonstrations pacifiques. Deux mille personnes, parmi lesquelles des vedettes du spectacle, ont ainsi récemment défilé à New York pour dissuader les fermes d'acheter des fourrures.

Mais ces organisations sont aujourd'hui dépassées par de nombreux groupes extrémistes. Certains, comme les « gorilles urbains », prônent carrément des opérations de commande pour libérer des animaux enfermés dans des laboratoires de recherche. D'autres, s'appuyant sur une florissante thèse universitaire, veulent obtenir une charte des droits de l'animal. « Nous ne voulons pas de cages plus grandes, mais des cages entièrement vides », disent-ils.

Dauphins battus

Mais ces opérations de destruction — et le cas récent d'une militante arrêtée pour avoir placé une bombe dans un laboratoire — préoccupent les associations, soucieuses de respectabilité. Celles-ci craignent les effets négatifs de ce militantisme sur le grand public. Car la non-violence a déjà abouti à des résultats. Ainsi, après un an d'envoi de lettres et de démarches diverses, la grande organisation Trans Species (30 000 membres) a obtenu de l'université Cornell qu'elle abandonne un programme de recherche financé par l'Institut national sur les dangers de la drogue, concernant divers malades mentaux qui prévoyait des expérimentations sur les chats et

les chiens. « Il est injuste de soumettre des animaux à des expériences concernant des troubles humains qui ne les concernent pas », disent leurs amis. Mais la décision de Cornell a été dénoncée comme une « capitulation » par l'Institut qui rappelle que des travaux antérieurs ont permis de grands progrès dans le secteur des maladies mentales.

Quelques semaines plus tôt, un dresseur de dauphins a dénoncé la marine américaine parce qu'elle soumet des dauphins, otaries et cétacés à un « entraînement » visant à leur faire détecter des mines ou torpilles à de grandes profondeurs, et aussi à protéger des hommes-grenouilles d'un ennemi potentiel en obligeant celui-ci à faire surface. Le dresseur affirme que dans leurs camps d'entraînement les dauphins sont battus et systématiquement privés de nourriture. S'abritant derrière le secret militaire, la Navy est laconique : les animaux ne sont soumis à aucun châtiment corporel ; ils sont seulement « récompensés pour leurs bonnes performances ».

L'organisation Greenpeace, défenseur des espèces en danger, demande une enquête. Son porte-parole a déclaré que « les animaux les plus pacifiques de la planète ne devraient pas être engagés dans les opérations de guerre des humains ». Elle ajoute : « Comment des animaux des États-Unis pourraient-ils faire la distinction entre un dauphin des forces armées américaines et un dauphin ordinaire ? Le dauphin militaire sera-t-il tué, épargné ou fait prisonnier ? »

H. P.

Afrique

Le conflit du Sahara occidental

Une délégation du Front Polisario va rencontrer le roi Hassan II

La discrétion est de rigueur dans les milieux officiels marocains après l'annonce faite, à Alger, par le comité exécutif du Front Polisario qu'une délégation sahraoui « de haut rang » se rendrait très prochainement au Maroc « pour rencontrer Sa Majesté Hassan II ». (Le Monde daté 25-26 décembre.) Dans une déclaration, faite début décembre, à l'hebdomadaire français le Point, le souverain marocain avait, en effet, annoncé qu'il était prêt à rencontrer « tous ceux qui se trouvent de l'autre côté » du Sahara occidental pour « connaître leurs doléances » et « ce qu'ils veulent pour cette partie du territoire ».

Le mouvement sahraoui a pris note de cette « position constructive qu'il considère comme une réponse à (ses) appels répétés ». Aussi, « sachant que le roi Hassan II est un homme de dialogue et considérant sa disponibilité exprimée », le Front Polisario a donc décidé de le rencontrer. Un dirigeant de l'opposition marocaine a, toutefois, précisé à l'AFP que le souverain chérifien avait bien souligné, dans sa déclaration, qu'il était « prêt à discuter mais pas à négocier ».

Ce sera la première fois depuis le début du conflit du Sahara occidental, il y a treize ans, que le roi Hassan II rencontrera des dirigeants sahraouis dont il a longtemps nié la représentativité, les qualifiant de « mercenaires ». Ce

sera aussi la première fois que les responsables du Front Polisario se rendront au Maroc. Néanmoins, plusieurs rencontres secrètes entre les deux parties ont eu lieu, depuis une dizaine d'années, en Suisse, au Portugal, au Mali et en Arabie saoudite.

Depuis deux ans, sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), des pourparlers indirects avaient eu lieu, mais le Front Polisario avait axé toute sa campagne diplomatique sur la nécessité de « négociations directes », ce à quoi se refusait obstinément le Maroc. Ces pourparlers ont tout de même permis d'aboutir, en août, à un accord de principe pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, malgré la persistance de divergences sur le maintien de l'administration et de l'armée marocaines pendant les opérations de vote.

L'annonce faite par le Front Polisario intervient après la normalisation des rapports marocain algériens et dans un climat de réconciliation entre les différentes capitales maghrébines, notent les observateurs. Elle intervient aussi à la veille de la tournée de dix jours que M. Hector Gros Espiell, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, doit entreprendre vers la mi-janvier en vue de l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. — (AFP.)

ALGÉRIE

Le projet de budget met l'accent sur la relance de l'investissement et de l'emploi

Relance de l'investissement, priorité à l'emploi, la construction et l'agriculture, le projet de loi de finances présenté samedi 24 décembre à l'Assemblée algérienne cherche à concrétiser le programme de novembre dernier du gouvernement de M. Kasdi Merbah. A l'époque, le premier ministre avait souligné l'urgence d'une reprise des investissements, tombés à 37 % du produit intérieur brut.

Le projet de budget prévoit 106 milliards de dinars (!) de dépenses à ce titre contre 81,5 milliards en 1988. Mais plus que l'envolée accordée à des crédits destinés à améliorer la productivité comme l'investissement en biens de consommation, c'est l'accent mis sur la promotion du secteur privé qui retient l'attention.

Le ministre des finances, M. Sid Ahmed Ghazali, a ainsi préconisé un allègement de la fiscalité sur les bénéfices industriels et commerciaux afin de permettre aux entreprises publiques et privées d'assainir leur gestion. Le tourisme devrait également bénéficier d'avantages fiscaux. Par contre, les droits et taxes seront relevés sur des produits comme l'alcool, le tabac ou les billets de voyage vers l'étranger. Au nom de la « solidarité nationale » et de la lutte contre le chômage qui touche officiellement 23 % de la population active, en majorité des

jeunes, une « vignette de solidarité » sera introduite sur les véhicules. Les recettes obtenues viendront alimenter un Fonds d'aide à l'emploi des jeunes.

Au total, le gouvernement espère créer 90 000 emplois nouveaux en 1989 et construire 90 000 logements. L'amélioration des services de santé et la réduction de la croissance démographique entrent également dans les objectifs affichés par l'équipe au pouvoir. Ces réponses budgétaires aux revendications économiques et sociales qu'avaient exprimées lors des émeutes d'octobre intervenaient dans une conjoncture difficile pour l'Algérie.

Le projet de M. Ghazali ramène à 25 % des recettes la fiscalité pétrolière, qui dépassait 50 % avant la chute des cours du pétrole. fin 1985. Ramenées à 26,7 milliards de dinars, les ressources tirées de l'or noir par l'Etat l'obligent à trouver 88 milliards de dinars au titre des rentrées ordinaires. Le budget 1989 présenté à l'Assemblée envisage un total de 121,4 milliards de dinars de dépenses, une progression de 11,3 % sur 1988, soit à peine plus que l'inflation évaluée officiellement à 10 % cette année, et 114,7 milliards de dinars de recettes.

1 dinar algérien = 1 franc français.

TUNISIE

Deux hebdomadaires contraints d'interrompre leur parution

TUNIS
de notre correspondant

L'interruption de la parution de deux hebdomadaires indépendants — Réalités et le Phare — à laquelle ceux-ci ont été contraints, a provoqué ces derniers jours une certaine émotion dans les milieux de presse et une réaction de la Ligue des droits de l'homme qui évoque « des pratiques en flagrant contredit avec le principe de liberté d'expression et de presse ».

Il y a dix jours, Réalités avait été saisi après la publication d'un éditorial considéré comme diffamatoire à l'égard de la justice. Son auteur, un universitaire, M. Hichem Jalet, qui a

fait, par la suite, l'objet de virulentes critiques dans la presse officielle et le directeur de la publication font l'objet de poursuites. L'hebdomadaire n'a pu réparer cette semaine, l'imprimerie qui le confectionne l'ayant informé qu'elle avait des « difficultés techniques ».

La direction et la rédaction du Phare n'ont fourni aucune explication sur la disparition des kiosques de leur journal. Il semble que ce second hebdomadaire au ton incisif et volontiers frondeur se soit, lui aussi, heurté aux « difficultés techniques » d'une autre imprimerie à laquelle il a recours.

M. D.

Asie

BIRMANIE

Le régime militaire laisse s'instaurer un pluralisme en trompe-l'œil

Une dizaine de milliers de fonctionnaires, selon des sources dignes de foi, auraient été chassés de l'administration depuis la reprise du pouvoir par les militaires le 18 septembre.

BANGKOK
correspondance

Le régime militaire en place à Rangoon depuis le coup de force du 18 septembre vient de promulguer une loi sur les investissements étrangers, « la meilleure loi de ce genre dans le monde », a modestement déclaré le colonel David Abel, ministre du commerce.

En principe, les étrangers pourront désormais contrôler jusqu'à 100 % du capital de certaines entreprises. Impopulaire en Birmanie, et boudé par la communauté internationale, le pouvoir se veut rassurant. Le gouvernement cherche ainsi à encourager les exportations et les transferts de technologie tout en créant des emplois. Mais les ressources les plus importantes du pays, demeurent hors de portée des hommes d'affaires étrangers en location. Elles restent sous le contrôle de l'Etat, c'est-à-dire des militaires.

Le monde des affaires est sceptique. Il est douteux que, dans l'immédiat, les compagnies occidentales se bousculent pour investir dans un pays au climat politique aussi troublé. En attendant, le régime survit avec les quelques millions de dollars qu'il a touchés de quelques hommes d'affaires thaïlandais et

singapouriens en avance de livraisons de rock et de pierres précieuses. Le général Saw Maung avait, en prenant le pouvoir, promis des élections « dans les deux mois ». On les attend toujours. Plus d'une centaine de formations politiques ont néanmoins été récemment enregistrées au 64 de la rue Namauk, à Rangoon, siège de la très officielle « commission pour la tenue d'élections démocratiques multipartites ».

La plupart de ces organisations — cent soixante-sept déjà — sont ce qu'on a baptisé dans la capitale des « Téléphones et Pinet Parties ». Une fois légalisées, chaque parti politique a, en effet, droit à une ration d'essence hebdomadaire au prix d'Etat — très inférieur à celui du marché noir — et à une ligne de téléphone.

La formation d'opposition la plus crédible, la Ligue nationale pour la démocratie, où se retrouvent M^{me} Aung San Suu Kyi et le général Tin U, a souffert du départ de son président, l'ancien général Aung Gyi, qui a décidé de former son propre Parti d'union nationale, démocratique. De toute façon, on ne se fait guère d'illusions sur les résultats électorals de cet improbable scrutin. Le Parti d'union nationale au pouvoir, qui n'est qu'une nouvelle moulture du Parti du programme socialiste birman, s'est déjà essuyé pour parer à toute éventualité, la collaboration d'une trentaine de nouveaux partis, dont il a du reste souvent provoqué la création. Voilà le pluralisme assuré.

JACQUES BEKAERT.

AFGHANISTAN

M. Vorontsov se dit « très satisfait » de sa rencontre avec l'ancien roi Zahir Shah

M. Youri Vorontsov, ambassadeur soviétique à Kaboul et vice-ministre des affaires étrangères, s'est déclaré « très satisfait » des entretiens qu'il a eus, samedi 24 décembre à Rome, avec l'ancien souverain afghan Zahir Shah (Le Monde daté 25-26 décembre). « La solution du conflit afghan ne peut être que politique », a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse. Si le roi d'Afghanistan veut rentrer dans son pays, nous y sommes tout à fait favorables, mais nous ne sommes pas les Afghans. Ce qui est plus important, c'est que (le président) Najibullah et le gouvernement afghan aient dit que, si le roi voulait rentrer en Afghanistan, ils y étaient favorables ».

Pour M. Vorontsov, le monarque, qui vit à Rome depuis 1973 et est âgé de soixante-quatorze ans, n'est pas uniquement un ancien roi, mais représente une « faction politique » et « une réalité politique de l'Afghanistan ». Il a ajouté : « Nous consultations [...] des groupes politiques qui participeraient à un gouvernement d'union, et ma rencontre d'aujourd'hui avec l'ancien roi Zahir Shah s'inscrit dans ce cadre général. Nous n'essayons pas d'imposer un modèle de gouvernement : seulement de rassembler autour d'une table et d'indiquer la façon dont ils doivent prendre les décisions sur l'avenir du pays ».

Si un véritable cessez-le-feu est instauré sur le terrain à partir du 1^{er} janvier prochain et que les différentes factions afghanes acceptent de se reconstruire pour discuter de l'avenir du pays, l'URSS pourra remplir ses engagements et retirer l'ensemble de ses troupes avant le 15 février, a indiqué M. Vorontsov. Le diplomate soviétique s'est également entretenu avec M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères.

La rencontre Vorontsov-Zahir Shah a été critiquée par l'un des chefs de la résistance, le fondamentaliste islamique Gulbuddin Hikmatyar. L'ex-roi avait à plusieurs reprises, ces derniers mois, précisé ses conditions pour participer à un processus de réconciliation : indépendance nationale, intégrité territoriale et droit à l'autodétermination. Sur ce point, l'entourage du souverain estime qu'on ne peut faire confiance à l'actuel gouvernement de Kaboul.

D'autre part, le chef de l'Alliance des sept partis de la résistance islamique, M. Burhanuddin Rabbani, a renoué avec le régime de Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati. Ce dernier — qui avait reçu auparavant les dirigeants de la résistance pro-iranienne — a insisté sur l'importance de l'« unité » et de la « coordination » des moudjahidines. — (AFP, Reuters, AP.)

هكذا من الأصل

Noël dans le monde

Le message du pape

Un appel à la compassion pour les malades du SIDA

An cours de sa traditionnelle bénédiction *urbis et orbi* de Noël, depuis le balcon de la basilique Saint-Pierre à Rome, le pape s'est adressé, dimanche 25 décembre, aux malades du SIDA, aux médecins et à tous ceux qui luttent contre l'extension de cette maladie.

« Ne perdez pas l'espérance, a dit Jean-Paul II. Les malades doivent affronter non seulement la menace de cette souffrance, mais aussi la défiance d'un environnement social hostile et instinctivement fuyant. Le pape a invité tous les catholiques à « prendre en charge ce drame de nos frères et de nos sœurs malades du SIDA, en les assurant de la part affectueuse que je prends à leurs maux ».

« J'exhorte les savants et les chercheurs à multiplier leurs efforts pour mettre au point un traitement efficace contre ce mal mystérieux, a encore affirmé Jean-Paul II. Puissent la science et l'amour

réunis trouver rapidement le remède espéré ».

Ce discours du pape a été retransmis dans cinquante pays de tous les continents, y compris pour la première fois en URSS. Jean-Paul II a manifesté à nouveau sa sympathie à tous les Arméniens, ainsi qu'« à tous ceux qui souffrent de la faim et en meurent, aux réfugiés, aux victimes de la haine, des guerres et des cataclysmes naturels ».

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a célébré la messe de Noël, samedi 24 décembre, à l'unité de soins palliatifs de l'hôpital international de la Cité universitaire de Paris, qui accueille des malades en phase terminale. Créé en 1987, ce centre a déjà reçu 260 malades. « Le fait que l'on puisse toujours calmer la douleur est une alternative à l'euthanasie », a dit le professeur Maurice Abiven. « On n'est pas tenu à l'acharnement thérapeutique.

C'est le médecin qui sait au cas par cas ce qu'il faut faire », a ajouté Mgr Lustiger.

Quant au cardinal Decourtray, à la primatiale Saint-Jean de Lyon, il a donné une dimension internationale à son homélie de Noël : « Paix aux hommes que Dieu aime, a dit l'archevêque de Lyon. L'Eglise ose le redire aux Arméniens, victimes de la haine meurtrière des Achiotes et du terrible séisme que vous savez. Aux Soudanais, victimes aussi de la folie des hommes et du déchaînement des éléments. Aux Libanais, dont le pays est menacé, au milieu de l'indifférence générale, d'une nouvelle mort, celle de la partition qui tuerait à tout jamais la convivialité entre chrétiens et musulmans. A la famille de Jacqueline Violette et de ses trois enfants, parmi lesquels un bébé, le seul bébé otage du monde. A tant et tant de groupes humains et de personnes de l'épreuve. Oui envers et contre toutes les apparences : Paix aux hommes que Dieu aime ! ».

Histoires d'amour et de deuil

« Moi, je n'ai besoin de rien pour Noël. Je ne prie jamais pour moi. C'est pour les Arméniens qu'il faut prier, pour ceux qui n'ont rien, ceux qui ont torturé en Turquie ou au Chili, pas pour moi », Noël Savoyard de trente-six ans, maître d'hôtel de profession, n'en a pas pour autant. Depuis des mois, il lutte contre « ce salaud de virus qui n'ose même pas se montrer à l'air libre ! » Entendez le SIDA.

Des figures fourrées, des friandises enrubannées s'évalent sur son lit, apportées par des mains amies, pas loin d'une statuette de la Vierge dont il ne se sépare jamais. « Car j'ai été touché par la grâce, explique-t-il, avant de l'être par la maladie. C'était à San-Damiano, en Italie, au cours d'un pèlerinage marié, en 1976. Depuis qu'il a épousé sa sœur, il y a eu une histoire d'amour. La Vierge l'a guéri une fois, assure Noël.

C'est elle qui met sur sa route d'autres malades, volontiers athées et mangeurs de curés, prenant Dieu à témoin de leur malheur et de leur révolte. Comme Pierre-Louis, parti à vingt-six ans, comme Denis, trente et un ans, mort aveugle, que Noël, trois heures durant chaque soir, faisait manger. Comme cet autre ami, disparu aussi, devenu éphémère le jour où il a entendu une infirmière l'apostropher involontairement devant une collègue : « C'est encore une pestille rouge ! ».

A quelques chambres de là, Gilles d'Acremont, l'armurier, donne la communion à Jean-Daniel, quarante-deux ans. « Allô, on va demander à Dieu un peu de sa force et de sa foi », dit-il dans un pâle sourire. Les lèvres du malade remuent à peine pour réciter un Notre Père, un Je vous salue Marie. Sa bouche ne produit plus que des sons martelés, inaudibles. Ses longs doigts blancs et parcheminés dessinent un lent sursaut de croix. Ses grands yeux globuleux d'agonisant cherchent le regard de sa mère, drone et digne au fond de la pièce.

« Les miens sont toujours là, même si elles arrivent du dernier moment », dit Mireille, jeune grand-mère elle-même, dont la gaieté semble insolite dans ces couleurs, fraîchement repeints, de solitude et de mort. Piqué au revers de sa veste, un badge signale qu'elle fait partie de l'équipe d'ambulance à l'étage du SIDA : « On se présente toujours aux malades. On ne triche pas. »

Tout écouter

Depuis cinq ans, Gilles, le père, et Mireille, secrétaire de direction, arpentent les couloirs de Claude-Bernard, d'où les malades viennent d'être transférés à l'hôpital Bichat. Au début, les portes claquaient. Aujourd'hui, ils font quasiment partie de l'équipe soignante. Médecine des âmes. Jeanne-Marie, une Zairoise dont le corps flotte dans une chemise de nuit rose, veut recevoir le baptême « avant de mourir ». Sur

le conseil du médecin, Gilles lui répond délicatement que le sacrement peut attendre et mérite préparation. Les armuriers, prêtres et laïcs, ne viennent pas à l'hôpital bible en poche et crucifix à la main, mais seulement pour être là, écouter, regarder, sourire, caresser la main de celui qui s'en va. Il leur appartient parfois de révéler aux personnes hospitalisées l'issue fatale de leur mal. C'est à partir de ce moment-là que les malades font des projets de vie, programment tel voyage, imaginent tel réaménagement dans leur appartement », dit Mireille, dont le regard pétillant, comme si toutes les nuits, même à Bichat, étaient Noël.

Leurs histoires d'amour et de deuil. Les malades ont entre vingt et quarante ans. Ils sont homosexuels ou toxicomanes, souvent les deux, encore très lucides. Se sentant seuls, exclus, ils disent tout aux armuriers. Ils confient leurs escapades nocturnes pour se prostituer ou se droguer, leurs frustrations sexuelles, leurs angoisses, leur révolte, leur espoir aussi. « La question religieuse remonte par tous les pores », dit Gilles. L'un téléphone presque chaque jour à Mireille, parfois simplement pour pleurer, ou lui demander de prier, ensemble, à distance.

Un mensonge permanent

« Nous sommes là pour leur dire que l'Eglise ne les juge pas, ne les condamne pas, qu'elle les aime comme ils sont. Leur dire que le SIDA n'est pas un châtiment de Dieu, que ce n'est pas honteux », dit le père d'Acremont. Et les miracles se produisent. Un jour, Eric lui demandait une photocopie de la parabole du Fils prodigue, qu'il adresse aussitôt à son père. Celui-ci, qui n'avait pas vu son fils depuis quinze ans, arrive à l'hôpital deux jours avant sa mort. Ou encore Tarik, jeune musulman, demandant à Gilles de mettre une bible dans son cercueil.

Autre lieu, autre décor. Tibériade est le nom de ce lac de Palestine où le Christ a prêché, nourri la foule, guéri et apaisé la tempête. C'est le nom donné à un centre d'accueil de jour, ouvert au printemps dernier au centre de Paris avec la bénédiction du corps médical et de l'archevêché, destiné aux séropositifs, aux malades du SIDA, à leurs proches. Tout de vernis, murs blancs, mobilier design : Tibériade, c'est l'anti-hôpital.

Ici, on ne connaît que des présents. On parle, mais on ne pose jamais de questions. On ne distingue pas les malades et ceux qui ne le sont pas, les bénévoles qui accueillent et ceux qui viennent pour être accueillis, les « assistants » et les « assistés », encore moins les croyants et les non-croyants. La table, comme la porte d'entrée, est toujours ouverte. On se rassemble autour d'un coin-réfectoire ou d'un coin-télé. On passe les journées à jouer au puzzle ou à broder. Il y a aussi des parloirs pour s'isoler, un oratoire

avec un cahier offert à toutes les intentions de prières.

Claude, Francisco, Janine, Pierre-Marie, François, Chantal... Les noms finissent au cours de la messe de minuit célébrée devant les santons de proches, présents ou déjà disparus. L'assistance est composée d'homosexuels, de toxicomanes, de « transfusés » au milieu des bénévoles. Jeannot s'est habillé en smoking et nœud papillon. Son voisin est en jean délavé et sentiers cloutés. Elle, elle est séropositive. Elle serre dans ses bras un bébé de vingt-sept jours qui s'endort, au moment de la communion, au son de la flûte. Lui, il sort de prison. Il y a plus de dix ans qu'il a saisi à une messe de Noël : « Si moi-même me savait ici », lancera-t-il en mordant sa broche trempée dans le chocolat chaud et la confiture.

« Mystère de Noël. Le Christ est proche de vous, dit, dans son sermon, l'armurier de Tibériade devant cette crèche vivante, un peu irréaliste. Dès sa naissance, il s'est montré lui aussi faible et vulnérable. Pour Laurent, élève de Polytechnique, les séides sont « les malades les plus pauvres ». Outre leur souffrance physique, ce sont des exclus, « d'autant plus seuls que le SIDA est fortement médiatisé ». Rejet de la famille, des amis, du voisinage, du travail ou au bout de quelques mois de maladie, ils n'ont plus la force de se rendre et sont obligés d'avouer : « Je vis dans le mensonge permanent. Je n'ose rien dire à mes collègues, à ma voisine, à ma famille », dit, pour sa part, la mère d'un adolescent hospitalisé.

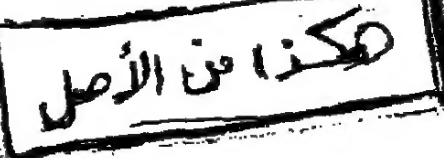
Ceux qui passent à Tibériade viennent se soulager de ce poids. Poids de l'exclusion, mais aussi de l'ignorance et de l'angoisse. De la culpabilité : « On ne devient pas drogué ou homosexuel par hasard, dit Sylvaine, infirmière et responsable du centre. C'est souvent le résultat de carences affectives qui remontent à longtemps et que l'entourage, à l'annonce de la maladie, se met subitement à mesurer. D'où les réactions de rejet, conscientes ou inconscientes ».

Dire qu'on est séropositif à parfois des milliers de kilomètres, Jean-Claude annonce toujours la couleur, et une sélection naturelle s'opère dans son entourage : « Sur dix, il y en a neuf qui s'éloignent. Un seul reste », dit-il. Comme cette collègue à qui il avouait sa séroposivité : « Appelez-moi Gisèle », lui répondit-elle du tac au tac. Au centre Tibériade, cette nuit du 25 décembre, l'Evangile de la Nativité a été lu par une jeune Ruandaise. Son nom : Espérance...

HENRI TINCO.

(1) Dans certains hôpitaux, une pastille de couleur permet de distinguer le matériel utilisé par un malade du SIDA.
(2) Par discrétion, l'adresse du centre Tibériade ne peut être diffusée. Son téléphone : 40-49-07-64. Son animation a été prise en charge principalement par la communauté charismatique de l'Emmanuel.

hâte rencontrer Jean-Paul II personnellement. Le dernier conseil permanent de l'épiscopat français, les 12, 13, 14 décembre dernier, s'était déclaré « agacé » par les récentes prises de position de Mgr Jacques Gaillet, tout en ajoutant que les évêques gardaient pour lui des sentiments de « fraternité ».



A Bethléem

Sur la place de la crèche, déserte...

Certes, les haut-parleurs résonnaient de chants de Noël, mais les soldats israéliens semblaient bien plus nombreux que les pèlerins.

La pluie battante, la grève générale décrétée par les Palestiniens et l'important déploiement des forces de sécurité ont en effet fortement réduit le nombre des visiteurs à Bethléem. Un récital de chant choral a eu lieu peu avant la messe de minuit en l'église Sainte-Catherine, à laquelle ont assisté plusieurs centaines de touristes et pèlerins étrangers, et non plus des milliers comme d'autres années. Les visiteurs étaient réduits à déambuler, après avoir été strictement contrôlés et fouillés, sur une place de la crèche déserte. Les commerçants

avaient fermé boutique en signe de solidarité avec les trois cent trente-six Palestiniens tués en un an de soulèvement (intifada) dans les territoires occupés.

La fête de Noël est devenue une véritable enjeu politique entre l'OLP et les autorités israéliennes. La « direction unifiée du soulèvement populaire dans les territoires occupés », dans son dernier communiqué, avait demandé aux dignitaires chrétiens de refuser tout contact avec les autorités israéliennes et de réduire au strict minimum les festivités. De leur côté, les Israéliens voulaient prouver que l'intifada n'aurait aucune répercussion sur les cérémonies religieuses.

Les autorités israéliennes ont montré qu'elles sont capables, en

dépit de l'intifada, de faire pression sur les institutions religieuses. En effet, après de longues hésitations, le patriarche latin de Jérusalem, Mgr Michel Sabbah, a accepté d'être accompagné à la basilique, comme le veut la tradition, par le gouverneur militaire israélien.

Mais le maire de Bethléem, M. Elias Freij, avait annulé la réception annuelle de la municipalité, et supprimé toute décoration en ville. Les Israéliens avaient dû, eux-mêmes, poser les seules guirlandes de la cité, quelques guirlandes et un arbre surmonté d'une étoile lumineuse à côté du poste de police. — (AFP, AP, Reuters).

A Ho-Chi-Minh-Ville

Défolement général dans une nuit sans couvre-feu

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

Une nuit de frénésie. Des centaines de milliers de gens traînent dans les rues du centre jusqu'à l'aube, autour de centaines de débits de boissons (et de soupe) installés à même les trottoirs. Un bal populaire autorisé par quartier. Des nuées de bellous, de grandes étoiles en plastique, des confettis brillants. Les enfants sont couverts de couvre-chefs fabriqués avec les emballages de cigarettes. Dans les restaurants et les halls d'hôtel, des lumières clignotantes scintillent aux branches d'arbres qui ressemblent vaguement à des sapins. Il y a même des pères Noël traînant sous leurs barbes de coton et dans leurs tuniques rouges et blanches.

Pour une nuit sans couvre-feu, l'ancienne Saigon fête Noël dans une atmosphère de défolement général. Seules les jeeps et motocyettes flambant neuves de la police parviennent à se faufiler, à coups de sirène, dans une foule compacte qui se perd, par endroits, dans le pénombre d'une ville mal éclairée. Comme pour le Têt - le Nouvel An vietna-

mien, qui se fête seulement début février, — beaucoup de personnes montrent leurs habits neufs essayant de capter un regard admiratif ou un compliment. « A Noël, on économise. Pour le Têt, on économise. Car il y a les cadeaux traditionnels aux parents », explique un Vietnamien. Noël ? « C'est la fête de la naissance du Christ », répond une jeune vendeuse de café, en prononçant les vœux d'usage. « C'est la fête de Noël », explique la plupart des enfants, ce qui, manifestement, leur suffit.

Comme dans les autres églises de Ho-Chi-Minh-Ville, sous la nef de la cathédrale centrale, le recensement est total, donnant une idée de la ferveur des quelques cinq millions de chrétiens du Vietnam. Mais, tout autour, d'autres gens se promènent et bavardent, parfois la cigarette au bec, admirant la crèche ou les stations du chemin de croix. Imperturbable, l'archevêque de Saigon, Mgr Paul Nguyen Van Binh, continue de concelebrer la messe. Il y en aura trois dans la soirée et, chaque fois, les grilles de la grande bâtisse de briques se refermeront sur une foule bigarrée de chrétiens et de curieux.

On entend même quelques pétards éclater ici et là, en anticipation sur le Têt.

Les Vietnamiens d'outre-mer ont pu envoyer six sortes de colis — d'une valeur de 100 à 200 dollars pièce — livrés sur place la veille de la nuit de Noël : bûches, cartouches de cigarettes, alcool, glutamate, voire une machine à coudre. Dans les night-clubs, il a fallu réserver sa place à l'avance. Les pâtisseries ont été prises d'assaut. « J'ai commandé une bûche pour mes petits-enfants », explique une vieille dame. Elle se dit bouddhiste, mais là n'est pas le problème. Il faut être de la jeunesse, un point c'est tout. Pour les « bues doï » — les « poussières de la vie », enfants abandonnés ou en fuite, qui mendient le plus souvent — la nuit du 24 décembre est un jour faste. Pour une fois, ils ne courent aucun risque de se faire embarquer par la police. Eux aussi peuvent aller admirer les toilettes des dames, bien provinciales mais resplendissantes à leurs yeux. Dimanche, pour une fois, Saigon a sonné plus tard que d'habitude. Rares sont ceux qui admettent s'être couchés avant 4 heures du matin.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

En Chine

Eglises bondées et contrôles policiers

TIANJIN
de notre envoyé spécial

Le jeune couple croyait bien avoir déjoué la vigilance des membres du service d'ordre postés à l'entrée de la cathédrale et pouvoir assister à la messe de minuit. C'était compter sans la vigilance d'autres « apparitions » de l'Association patriotique catholique de Chine, l'organisme qui supervise le clergé pour le compte du parti communiste. L'un de ceux-ci les repéra immédiatement : « Quel âge avez-vous ? Depuis quand êtes-vous catholiques ? » Les deux jeunes se précipitèrent à convaincre l'homme que leur foi était trop récente pour être prise en considération, et il leur montra le chemin de la sortie.

Des milliers de jeunes gens ont été ainsi repoussés des églises de la République populaire de Chine. Le service d'ordre de Noël, la presse officielle avait prévenu que « non-catholiques » seraient interdits de messe de minuit, afin de laisser suffisamment de place aux catholiques chinois et étrangers. De fait, à Pékin, les églises ont été envahies par la foule rassemblée dans la nuit de la Nativité était composée de jeunes curieux venus pour le spectacle.

Le souci d'accueillir les catholiques authentiques de préférence aux curieux n'est peut-être pas la seule raison qui a motivé les contrôles aux portes des églises. Partout en Chine,

les lieux de culte chrétiens, convertis progressivement des derniers temps, drainent une population croissante. Dans la cathédrale de Tianjin, ville où le passé colonial a laissé une forte implantation chrétienne, mille cinq cents fidèles envahissent la nef dès la veille précédant la messe. Outre les chrétiens de la ville, figuraient des paysans aux vêtements humbles et aux gestes maladroits. Sur tous les visages, on lisait une concentration intense, une foi trop évidente pour n'être pas profondément vécue.

Plus de 100 millions de pratiquants

A Pékin, selon les autorités, pas moins de quarante mille catholiques ont assisté à la messe de minuit dans neuf églises de la municipalité, un monastère et deux couvents convertis ces dernières années. Dans la province du Guangdong (chef-lieu Canton), qui compte deux cent trente mille personnes, a rapporté la presse officielle. A Shanghai, les églises ont été envahies par des milliers de catholiques dans plus de trente églises, et soixante mille protestants dans vingt-trois temples. Et, dans toutes ces assemblées, les personnes âgées sont particulièrement nombreuses, on trouve aussi beaucoup de représentants des générations suivantes qui, avec le temps, apprennent à s'y retrouver dans

les livres de prières en chinois fraîchement réimprimés, et à articuler les cantiques en latin. La densité de la foule contraint en général les officiants à donner la communion à la fin de la messe, de manière à permettre aux fidèles de quitter les lieux immédiatement, de crainte que des bousculades ne fassent des victimes.

Le bureau des affaires religieuses a indiqué récemment que plus de cent millions de personnes pratiquaient régulièrement au culte. Fait significatif, les chrétiens viennent immédiatement derrière les bouddhistes et les musulmans, et devancent les taoïstes. Le nombre des protestants aurait été multiplié par dix depuis 1949 pour atteindre quatre millions, selon des chiffres fournis au avril à l'évangéliste américain Billy Graham, invité à Pékin par les autorités.

Ce phénomène est de toute évidence lié au vide idéologique que connaît la Chine après la remise en cause des dogmes marxistes. Dans le cas des catholiques, si le régime préfère visiblement que les vicaraires se contentent sur le clergé officiellement reconnu plutôt que de rejoindre « l'Eglise du silence », il est suffisamment conscient des ambiguïtés qui peuvent se glisser dans les esprits pour rappeler périodiquement les règles du jeu, à l'attention de la population comme de l'Eglise de Rome.

FRANCIS DERON.

En Pologne

Mgr Glemp a lu son message à la télévision

Pour la première fois dans l'histoire de la Pologne communiste, le chef de l'Eglise catholique a adressé son message de Noël à la télévision. Mgr Josef Glemp, cardinal primat de Pologne, est apparu sur le petit écran, samedi soir, juste après le journal télévisé à l'heure de la plus grande écoute. Sans les citer nommément, il a rendu hommage aussi bien au gouvernement du nouveau premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, qu'au « cabinet fantôme » créé récemment par l'opposition regroupée autour de M. Lech Walesa. Faisant allusion à ce « cabinet », le cardinal s'est ainsi félicité de « l'émergence, aux côtés de l'Eglise catholique, de structures indépendantes du pouvoir, soucieuses du bien du pays » et dont la voix est, selon lui, « entendue et écoutée ».

Fait inhabituel, la télévision nationale a d'autre part diffusé de larges séquences de l'audience accordée samedi au Vatican par le souverain pontife à ses compatriotes de la diaspora polonaise.

En URSS

Célébrations officielles dans les pays baltes

Dans les pays baltes, les fêtes de Noël ont été célébrées officiellement pour la première fois depuis l'annexion de ces trois républiques par l'URSS, au cours de la deuxième guerre mondiale. Partant du « premier Noël libre » dans les « pays », les Baltes, d'origine catholique ou protestante, ont pu suivre à la télévision, dans la nuit du 24 décembre, des retransmissions spéciales sur Noël et, la encore pour la première fois, les écoles ont été mises en congé.

En Lituanie, la télévision d'Etat a diffusé la messe de minuit célébrée en la cathédrale Sainte-Trinité de Vilnius, a indiqué l'agence Tass. Les cloches ont sonné dans six cent trente et une églises de la République, a précisé l'agence officielle. La population, à 80 % catholique, s'est livrée, en masse à une manifestation symbolique consistant à éteindre les lumières dans les appartements et à allumer des bougies aux fenêtres durant le principal bulletin d'informa-

tion télévisé de la soirée. « Vremia ».

En Estonie, catholiques, protestants et non-croyants ont participé aux fêtes « avec la même joie », a indiqué une habitante. En Lettonie, où les Baltes ne forment plus que la moitié de la population, une partie seulement des écoles a été mise en congé. « Mais l'ambiance de fête était générale », la télévision a retransmis des émissions comparées aux coutumes de Noël et de Noël, concert de musique religieuse ont été organisés » a indiqué un dirigeant du Front populaire local, le mouvement nationaliste créé cette année en Lettonie (comme dans les deux autres républiques baltes) avec l'aval des autorités.

Jusqu'à présent, seul le Nouvel An était officiellement célébré dans des républiques comme dans le reste de l'URSS, où la fête de Noël est observée, en privé, le 7 janvier, selon le calendrier orthodoxe. — (AFP).

Mgr Gaillet prie à bémol une union d'homosexuels. — Au cours de l'émission « Le grand oral », de Pacific F.M., dimanche 26 décembre, Mgr Jacques Gaillet, a déclaré, en répondant à une question à propos des unions d'homosexuels : « Je ne refuserai jamais une bénédiction ou une prière aux homosexuels qui en

font la demande », prenant ainsi ses distances à nouveau avec l'attitude traditionnelle de l'Eglise catholique sur cette question. « L'épiscopat n'est pas un bloc monolithique », a ajouté l'évêque d'Evreux, annonçant qu'il se rendrait vraisemblablement en février prochain à Rome, où il sou-

haita rencontrer Jean-Paul II personnellement. Le dernier conseil permanent de l'épiscopat français, les 12, 13, 14 décembre dernier, s'était déclaré « agacé » par les récentes prises de position de Mgr Jacques Gaillet, tout en ajoutant que les évêques gardaient pour lui des sentiments de « fraternité ».

M. Jean Royer, dompteur de Loire

(Suite de la première page.)

Pourtant, si le père Gérard a occupé le fauteuil de maire de 1953 à 1983, ses dons de sorcier du grand fleuve fantasque n'y sont pas pour rien.

Son heure de gloire, c'était la crue. La crue qui gronde, sinistre, précipite la volaille au sommet des meules de foin et laisse derrière elle des aloses dans les jardins, pour la joie des enfants, et des soucis d'assurances pour les parents. La crue farouche, amazonnienne, de grand fleuve indompté, qu'il n'avait pas son pareil pour flatter avant tout le monde, additionnant dans sa tête les niveaux affluents, la Bourbière, l'Arroux ou l'Aron, qui apporte à Decize les neiges du Morvan, avant de fournir à ses administrés un bulletin personnalisé : « Dans trois heures, il y aura 30 centimètres dans ton champ. » Et la Loire était ponctuelle. La victime avait retiré ses bêtes ou juché ses membres sur les parpaings qui, dans bien des maisons du Val-de-Loire, attendent les caprices de l'eau, ou encore enlevé les légumes de la cave.

Aujourd'hui encore, le père Gérard occupe sa retraite en surveillant du coin de l'œil son fleuve préféré, « doublant » à l'occasion les systèmes sophistiqués d'alerte officiels, « mais ne le dites pas trop, hein, vous allez m'attribuer les foudres de l'administration ».

Qui mieux que lui connaît pourtant les ruses du fleuve familial ? Qui sait mieux que lui que la Loire n'est jamais plus dangereuse qu'en période d'eaux basses, entre crues et basses eaux, lorsqu'elle vient trahisonner en caressant le sommet des digues pour mieux les assécher ?

Le père Gérard aime pourtant sa Loire d'un amour aveugle, jusqu'à regretter la période où elle fut navigable. Mais sans se rappeler combien cette navigation fut rude : les marins n'étaient jamais des hommes mariés, et on ne se risquait pas le soir sur ce fleuve aux mille traîtrises. Dès son apparition, le chemin de fer supplanta la voie d'eau en quelques années.

« La Loire, moins on la touche, mieux ça va », murmure encore Théodore Gérard, que l'on devine plus que circonspect à l'égard du projet de la nouvelle municipalité de remettre en eau l'ancien lit pour en faire un agréable plan d'eau. Comment prendra-t-elle « elle » la chose ? Certes, on multiplie les études, on applique des modèles mathématiques, mais « peut-on appliquer les mathématiques à quelque chose d'aussi capricieux que la Loire ? »

Royale mise en garde

Depuis quelque temps, bien des clameurs résonnent au-dessus du plus grand fleuve de France. Puis, sans association multinationale de protection de l'environnement, le WWF (Fonds mondial pour la nature) vient de créer un comité SOS Loire vivante. Les envoyés spéciaux de la presse étrangère (essentiellement britannique et allemande) se succèdent sur les rives. Enfin, le duc d'Edimbourg, époux de la reine Elizabeth et président du WWF, vient de lancer

JUSTICE

A Nantes

Deux condamnations dans une affaire de veaux aux hormones

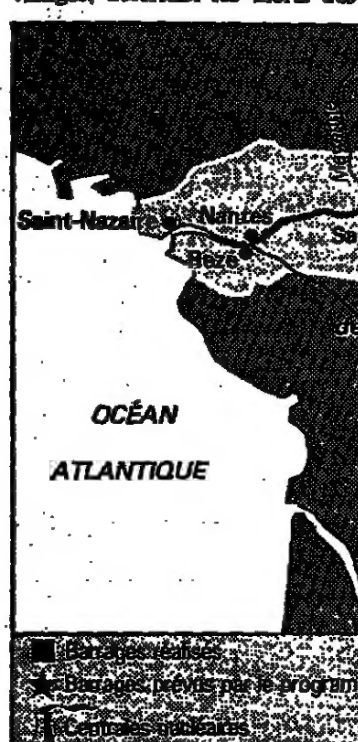
Un vétérinaire et un ancien responsable de laboratoire, impliqués dans un trafic d'hormones, viennent d'être condamnés, à Nantes, respectivement à un an et à huit mois de prison avec sursis, ainsi qu'à une amende de 100 000 F et 80 000 F.

Louis Derqueneux, soixante-deux ans, vétérinaire-conseil de la coopérative agricole de la CANA à Ancenis (Loire-Atlantique), et Gilbert Frein, soixante et un ans, ancien directeur du laboratoire Vétex à Angers (Maine-et-Loire), devaient, en outre, s'acquitter solidement de quelque 200 000 F de dommages et intérêts, notamment à l'Union fédérale des consommateurs (UFCV) et aux Confédérations syndicales des familles (CSF) et du cadre de vie (CSCV).

En 1980, après la découverte d'œstrogènes, hormones destinées aux porcs, chez un éleveur de la CANA, dont un troupeau de trois cents veaux avait été décimé, une enquête avait permis la saisie de plusieurs centaines de flacons au laboratoire et chez le vétérinaire.

une royale mise en garde au Bœuf d'Allier, au confluent de la Loire et de l'Allier.

De quoi le « dernier grand fleuve sauvage français » est-il menacé ? Jusqu'à ces toutes dernières années, l'histoire des hommes face à la Loire était celle d'une impuissance résignée. Dès le Moyen Âge, on l'endiguait sur plus de 750 kilomètres (elle en mesure 1 012) pour tenter de l'empêcher de se promener à sa guise dans tout son val, avant de se rendre compte que les grandes crues passent les digues. Au siècle dernier, elle se déchaîne trois fois, (1846, 1856 et 1865), rasant des villages, déterrants les morts des



Le fleuve Loire et ses affluents. Programme de l'EPALA.

cinquantièmes, qui l'on retrouve à la dérive accrochés aux arbres.

Renonçant à la maîtrise, on tente alors de détourner ses colères en construisant dans le val des déversoirs propres à soulager les grandes crues (dites « crues centennales », car, selon les probabilités, elles ne surviennent que tous les siècles). Une façon pour les hommes d'avouer leur échec. Mais les déversoirs restèrent inutiles : la Loire s'est calmée (1).

Jusqu'au 21 septembre 1980. Ce jour-là, en plein midi, en moins d'une demi-heure, elle monte de 4,50 mètres à Brives-Charensac, dans la banlieue du Puy. Deux vieilles dames tentent de rentrer chez elles pour sauver leurs économies : on ramènera leurs corps dans le hall de la mairie. Et puis encore trois campeurs et trois passants. Huit morts, au total, sans parler de la destruction d'un bâtiment en préfabriqué servant de cantine scolaire, qui va s'écrouler contre les arches du pont. Heureusement, on est dimanche.

C'en est trop. A la résignation séculaire succède la fureur. Un grand bâtisseur se révèle. Qui a trouvé là une œuvre à sa mesure : Jean Royer, maire de Tours et ancien candidat à l'élection présidentielle de 1974. « Si 1856 se reproduisait, Saint-Pierre-des-Corps serait rayé de la carte », explique-t-on en Touraine. Le souvenir des grandes crues s'estompant, on a beaucoup construit, c'est vrai, dans les zones inondables du Val-de-Loire. Et si n'y avait que les menaces de crue ! Mais le fleuve, l'été, est si indigent que Tours, certains jours, n'a que quarante-huit heures de réserves d'eau potable. Tout au long du cours, il faut parfois interdire d'arroser les jardins et de laver les voitures.

Sous l'impulsion de Jean Royer, les communes, départements et régions du bassin de la Loire se regroupent dans l'EPALA (Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents), qui, en février 1986, signe avec l'Etat — représenté par Hugues Bouchardet, alors ministre de l'Environnement — un protocole d'accord portant sur la construction, dans les dix ans, de quatre grands barrages visant à écarter les crues de la Loire et, l'été, à soutenir ses étiages. Ainsi espère-t-on resserrer ses étiages de niveau. Ils sont actuellement de 8 000 mètres cubes/seconde à 11. On voudrait les ramener entre 6 000 et 60.

Depuis le début, Jean Royer porte l'EPALA à bout de bras. Faut-il reconstruire pierre à pierre une maison menacée par la retenue d'eau ? On la reconstruit,

promet-il. Qu'il s'agisse de convaincre des ministres ou des paysans, il est là, accrocheur, ardent, comme habité par l'immensité de l'œuvre, aussi opiniâtre que lorsqu'il dat, naguère, affronter les moqueries après avoir interdit les Pulpeuses dans sa bonne ville.

Cette opiniâtreté paie : on attend aujourd'hui, d'une semaine à l'autre, la signature par le préfet de la Haute-Loire de la déclaration d'utilité publique du premier de ces barrages, à Serre-de-la-Fare, à quelques kilomètres en amont de Brives-Charensac.

Mais si le préfet montre, pour déclarer l'utilité publique, une

prudence qui chagrine fort M. Royer, c'est parce que tout le programme de l'EPALA suscite une opposition, tardive et minoritaire, mais farouche, qui s'est pour l'instant cristallisée sur ce barrage. « Les gens ont demandé un barrage écrêteur de crues pour préserver Brives-Charensac, mais par là s'est engouffré tout un projet d'aménagement », résume Christine Jean, de SOS Loire vivante.

Sourçons et craintes

A la fonction initiale du barrage — protéger Brives — s'en est bientôt ajoutée une autre : fournir en étiage, les mois d'été, toutes les communes de l'aval, tout demandant d'une « chasse d'eau » pour évacuer les déchets de toutes sortes qui empuantissent le lit du fleuve. Fournir de l'eau, aussi, pour irriguer les grandes exploitations de la plaine du Forez, toutes converties, dans les vingt dernières années, au maïs, gros buveur.

Les écologistes soupçonnent en outre les aménageurs de desseins inavoués : Serre-de-la-Fare servirait aussi — surtout ? — de bidon de secours pour les quatre centrales nucléaires implantées sur les rives du fleuve. « Faux, rétorque l'EPALA. C'est le barrage de Villers, en amont de Roanne, et lui seul, qui assure l'eau pour le refroidissement des centrales. »

Les plus désemparés par la construction du barrage sont sans doute les pêcheurs, que la retenue

culées 42 sur cette partie de la Loire. Des Stéphanais, des gens de la plaine. Pas un seul 43.

La retenue de Serre-de-la-Fare va noyer 14 kilomètres de gorges magnifiques, dont le village de Colompe. Une quinzaine de foyers seront transplantés à quelques kilomètres. Mais les maires des cinq communes concernées ont été conquis par les répercussions touristiques éventuelles du barrage : l'opération prévoit rien moins qu'un golf (à 800 mètres d'altitude) à proximité du futur plan d'eau.

Ce dernier, lorsqu'il sera en position « basse », ne risque-t-il pas de laisser à découvert des rives boueuses, peu engageantes pour les touristes ? Pour bien convaincre du contraire, l'EPALA a fait réaliser un très efficace montage vidéo, montrant comment on pouvait planter des saules installés dans des sillons, et capables aussi bien de subsister à sec que dans l'eau. Le montage a produit une grosse impression sur tout le monde, à commencer par le préfet et par Jacques Barrot, président (CDS) du conseil général, mais ce procédé constituant une première mondiale, chacun est bien obligé d'en attendre les résultats.

Si ce barrage ne soulève pas d'opposition organisée des rivières, il n'en va pas de même du second sur la liste, projeté au Veureur, sur l'Allier, et qui va stériliser des hectares de bonnes terres destinées à l'embranchement des charolaises. Un comité de défense

s'y est formé, d'agriculteurs peu désireux d'être sacrifiés au confort de « ceux du Val-de-Loire ».

Plus généralement, les adversaires de l'aménagement soulignent que les crues sont nécessaires à l'écosystème de la Loire. De nombreux végétaux et animaux ne peuvent se développer que dans les « plaines alluviales » créées par les débordements. Trop brutales, les « lèches » — des barrages perturbent la procréation des poissons, en dispersant les œufs. Quant aux oiseaux... Déjà, depuis que Villers a commencé — timidement — de réguler le débit du fleuve, bergeronnettes, rousserolles et fauvettes aquatiques peinent à trouver leur pitance dans les vasières. La Loire est aujourd'hui une halte gastronomique réputée pour les oiseaux migrateurs d'Europe du Nord, sur la route de l'Afrique. « Si ce maillon saute, certaines espèces disparaîtront », prédit François Larigauderie, ornithologue d'Orléans.

Quant au saumon, le poisson-roi, symbole de l'eau vive — la Loire est le seul grand fleuve français qu'il remonte encore, au retour de sa longue migration atlantique — les aménagements projetés ne vont pas manquer de le perturber encore un peu plus.

« Il ne s'agit pas d'en finir avec les crues », réplique Jean Royer, mais seulement de les écarter au-dessus de 6 000 mètres cubes par seconde, seuil au-dessus duquel elles submergeraient les digues du Val-de-Loire. Même pour les étiages qui ne sont pas des hommes, les crues centennales sont un désastre. Quant aux lachures des barrages, Jean Royer, qui sait trouver des accents lyriques pour raconter l'émotion que lui inspire, à lui aussi, la procréation des

carpes, propose aux contestataires de venir les superviser avec les « écologistes » de l'EPALA au sein d'un comité de surveillance. Il rejoint ainsi le secrétaire d'Etat à l'environnement, Brice Lalonde, qui, sans manifester d'hostilité de principe aux projets de l'EPALA, aimerait bien que les soins d'environnement soient mieux pris en compte, et vient de convier l'EPALA et ses contestataires à une table ronde, prévue pour le début de l'année.

Les problèmes posés par les barrages, c'est vrai, sont nombreux. Ainsi, nul aujourd'hui ne sait comment vidanger le barrage de Grangent, en aval de Saint-Etienne, dont toutes les industries métallurgiques de la région se sont servies comme d'un égout à huiles usagées. Il est exact aussi que l'EPALA s'est lancé dans son programme sans avoir entrepris une étude d'impact globale, pour déterminer les répercussions sur le cours du fleuve de tous les aménagements prévus. « Cette étude sera prête dans un an, se défend Jean Royer. Mais pour tous les élus locaux qui nous financent, il fallait que les réalisations sortent de terre très vite. » La grande œuvre, en souffrance depuis tant de siècles, ne pouvait-elle vraiment attendre encore quelques mois ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) D'ailleurs, les paysans menacés par les déversoirs n'auraient sans doute pas permis qu'on les utilisât. Lire à ce sujet *Une histoire de la Loire*, sous la direction de Marc Ferro, Editions Ramsay.

REPÈRES

Déchets toxiques

Prison à vie au Nigéria

La prison à vie, telle est la sanction que risquent désormais au Nigéria les personnes reconnues coupables d'avoir jeté à la décharge des déchets toxiques. Elles ne pourront ni remplacer leur peine par le versement d'une amende ni se couvrir de l'impunité diplomatique. Cette sévère décision fait suite à la découverte, dans le village de Koko, d'une décharge contenant 4 000 tonnes de résidus toxiques arrivés illégalement d'Italie. Une douzaine de douaniers et d'hommes d'affaires impliqués dans cette affaire sont actuellement en prison et les autorités nigériennes, qui ont repris leurs déchets, décontaminent le site.

Education

M. Patrick Boucley président de l'université de Rouen

M. Patrick Boucley, professeur de pharmacie, a été élu, mardi 20 décembre, président de l'université de Rouen, en remplacement de M. Dominique Gambier, récemment élu député PS, qui ne pouvait remplir conjointement ces deux mandats. M. Boucley a été élu, au troisième tour de scrutin, par 88 voix contre 33 à M. Jean-Baptiste Marcellesi, cinquante-huit ans, professeur de linguistique, qui était soutenu par le SNE-Sup. M. Boucley, qui était premier vice-président de l'université bénéficiait de l'appui de l'ancien président. — (Corresp.)

[Né le 23 octobre 1946, à Rennes, M. Patrick Boucley est docteur et agrégé en pharmacie (en 1979). Il a été professeur à l'université de Lille-II et, depuis 1981, à celle de Rouen. Il dirige la section pharmacie de l'université, ainsi qu'un groupe de recherche de pharmacochimie.]

Environnement

La Terre

« planète de l'année »

Pour la deuxième fois de son histoire, le magazine américain *Time* n'a pas désigné « l'homme de l'année ». Il avait en 1982 choisi l'ordinateur, ses rédacteurs ont désigné pour 1988 la Terre « planète de l'année ». La publication rappelle que le globe a connu cette année une sécheresse sans précédent, une importante pollution marine aux Etats-Unis, un ouragan dévastateur dans les Caraïbes, de dramatiques inondations au Bangladesh et un terrible tremblement de terre en Arménie. « Chacun doit être désormais conscient de sa vulnérabilité et de la nécessité urgente de préserver la Terre. Nous ne devons pas seulement cela à nous-mêmes et à nos enfants, mais aussi aux générations à venir », écrit l'hebdomadaire.

Parmi les phénomènes qui semblent les plus menaçants *Time* énumère la destruction des forêts tropicales, la réchauffement de l'atmosphère, les rejets de déchets toxiques et radioactifs, la diminution de la couche d'ozone et la surpopulation. « Le monde a besoin de leaders pouvant inspirer à leurs concitoyens une passion non pas pour le nationalisme mais pour une croisade universelle visant à sauver la planète », estime le magazine. Il suggère aux Etats-Unis de renforcer les mesures en faveur de la défense de l'environnement et de mettre ces questions en tête de l'ordre du jour du prochain sommet des pays industrialisés qui aura lieu en juin 1989 à Paris.

Tauromachie

Mort du matador

Pierre Pouly

Un des plus grands toreros français, Pierre Pouly, qui s'était produit dans les arènes espagnoles au cours des années 20, est décédé, dimanche 25 décembre, à Arles (Bouches-du-Rhône) à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Pierre Pouly avait reçu l'alternative le 7 août 1921 à Barcelone des mains du mexicain Juan Silvetti, avec Camarero de Moleja pour témoin. Torero brevis plus qu'artiste, il fut durement blessé au cours de sa carrière. De 1950 à 1984, le matador français a été directeur des arènes d'Arles, où les plus grandes épiques — notamment Luis-Miguel Domínguez et El Cordobes — s'étaient illustrées. A la fin de son « règne », la plaza des bords du Rhône connut un déclin certain que son successeur, l'éleveur camarguais Hubert Yonnat s'efforce, depuis 1985, d'enrayer.

Premier matador français à être inscrit aux cartels d'arènes espagnoles, il a aujourd'hui pour successeur Christian Monbouquiel, Richard Millan et Denis LORE.

Pierre Pouly avait pris une part active à la Résistance et avait été nommé président de la délégation municipale d'Arles à la Libération.

Plan européen de stimulation des coopérations et des échanges de chercheurs en sciences économiques (SPES) 1989-1992

Le Conseil des Communautés européennes a adopté le 17 novembre 1988 une position commune pour un plan de stimulation des sciences économiques (SPES) 1989-1992.

Après décision finale du Conseil, la Commission des Communautés européennes lancera ce plan afin de :

- stimuler la mobilité des économistes de la Communauté, ainsi que la coopération sur des projets ou réseaux de recherche communs à des chercheurs des pays membres de la Communauté,
- améliorer la formation en incitant les doctorants et les chercheurs européens à poursuivre leurs travaux dans des universités ou centres de recherche de la Communauté autres que ceux de leur pays d'origine,
- encourager les jeunes économistes européens à revenir dans la Communauté après un certain temps dans des centres d'excellence de pays non communautaires,
- favoriser ou soutenir l'échange des connaissances et des informations entre les chercheurs en science économique des pays membres de la Communauté.

Sous réserve de confirmation du Conseil, 6 millions d'écus seraient alloués à des interventions telles que :

- bourses, allocations de recherche, subventions à des réseaux ou des projets de recherche multinationaux,
- séminaires permettant l'organisation de cours de formation de haut niveau organisés en collaboration avec les communautés scientifiques concernées, et facilitant la réalisation d'enquêtes et d'études ainsi que l'accès à des banques de données.

Seront prises en considération les candidatures qui satisfont à chacun des critères suivants :

- excellence scientifique,
- aspect multinational européen (coopérations transnationales ou activités en dehors du pays d'origine),
- intérêt européen du contenu de la recherche, soit en termes de valeur scientifique générale, soit en termes de contenu analytique appliqué,
- contribution à la cohésion économique et sociale de la Communauté européenne.

Un guide pour candidats et toute information sur le plan SPES peuvent être obtenus jusqu'au 31.3.1989 auprès de la Commission des Communautés européennes, DG XII-H-1-SPES, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Sports

AVENTURE : le onzième raid marathon Paris-Dakar

Le Français qui roule pour le Niger

Le départ du onzième raid-marathon Paris-Dakar a été donné, dimanche 25 décembre au matin, par Jean-Marie Ballestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. 472 véhicules étaient engagés : 241 automobiles, 155 motos et 76 camions d'assistance (selon le nouveau règlement les camions ne participent plus à la course).

Cette première journée a été marquée par deux accidents. René Ferrio, quarante-six ans, motocycliste du groupe « Honda Twin », a été blessé, dimanche après-midi, à la sortie de Brive, après avoir manqué un virage en raison d'une épaisse

nappe de brouillard. Il souffre d'une fracture du fémur.

Peu avant, un autre motard, Jacques Langlois, cinquante-six ans, accompagnateur bénévole, a également perdu le contrôle de son véhicule et a dû être hospitalisé pour un traumatisme crânien. Tous les autres participants sont arrivés, dimanche dans la soirée, à Barcelone (Espagne) où ils devaient prendre part, lundi 26 décembre, au prologue.

Le mardi 27 décembre, ils traverseront la Méditerranée à destination de Tunis (Tunisie) pour la prochaine étape, le 28 décembre. L'arrivée à Dakar (Sénégal), est prévue le 13 janvier après 10 381 kilomètres de course.

grand panneau publicitaire. Entre le titre *Le Niger dans la course* et une liste complète des sponsors, sa moto est dessinée grandeur nature roulant dans les dunes, au soleil couchant.

Thierry Doria devrait arriver devant ce panneau le 7 janvier. En cas de nouvel échec, il renoncera à participer à la course l'an prochain : « Je ne veux plus passer pour un rigolo ! », avoue-t-il, avant d'ajouter : « Ces gens me font confiance. Ce sont des hommes d'honneur et de parole. Je n'ai pas le droit de les décevoir. » Et le jeune homme de lâcher, au détour d'un sourire timide : « C'est vrai, quelque part, je me sens africain... D'ailleurs, il m'est souvent arrivé d'être dégoûté par le comportement hautain et prétentieux de certains concurrents vis-à-vis des populations. Cela dit, il est faux de dire que les Africains ne savent pas conduire. Que les n'aiment pas. Dakar. Que les apprécie. Je rendrai à Niamey le 7 janvier, ils verront bien que ce n'est pas le cas... »

PHILIPPE BROUSSARD.

Sa première participation, en 1987, s'achève dans le désert, 1000 kilomètres avant Niamey : « Je ne m'attendais plus, j'étais vidé ! ». L'an dernier, la deuxième tentative se termine à Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie. Thierry Doria est épuisé et n'a plus une seule pièce de rechange pour sa moto déjà mal en point : « Je n'avais toujours pas atteint Niamey ! »

Cette année, pourtant, il récidive. Fort du soutien du maire, M. Sidi Koukou, malgré les difficultés de la capitale après la sécheresse, des inondations et l'invasion des criquets, — il s'est adressé aux diverses sociétés françaises ou étrangères de la ville nigérienne afin de boucler son budget de 200 000 francs : « Mes différents sponsors ne me donnent pas d'argent mais ils m'aident pour le matériel ou les pièces d'auto. Cette année encore j'en serai de ma poche... Je reste un concurrent artisanal : j'ai vendu des tricots à mon nom et j'ai dû régler tous les problèmes à distance, depuis chez moi, avant de prendre des vacances pour participer. Quant à ma moto, je l'ai découverte quelques jours avant le départ ! Enfin, je suis complètement lassé. J'aimerais de dormir à Barcelone et sur le bateau. L'essentiel est d'arriver à Niamey. Je n'ai pas le choix... »

Pour Thierry Doria, ce Paris-Dakar se résume donc à un Paris-Niamey. La population locale l'a d'ailleurs bien compris. En quelques années, le jeune homme, aujourd'hui président du Moto-club nigérien et fondateur d'un club de vélo tout-terrain pour les enfants, est devenu un véritable héros dont les aventures sont fréquemment filmées par la télévision nationale : « Les gens me reconnaissent dans la rue, les gosses appellent ma femme « Madame Belmondo », et pour eux, je suis un super-champion. Ils ne connaissent ni Cyril Nègre ni Gaston Rahier, ni les autres vedettes, et dans leur esprit je serai le premier arrivé à Niamey et je vais gagner ce rallye ! »

Dans son quartier du Vieux Plateau où, le soir venu, les bergers en tenue traditionnelle passent encore avec leurs troupeaux, tout est prévu pour accueillir l'inévitable vainqueur. Plus loin, face à l'hôtel de ville, Thierry Doria a lui-même planté dans le sable de la piste un

TENNIS : l'Orange Bowl à Miami

Cadets de Noël

Pour le tennis français, qui attend le relâche des Noëls, Leconte ou Forget, le Père Noël est passé avec un peu d'avance, samedi 24 décembre, à Miami Beach (Floride), où Fabrice Santoro et Sylvie Sabas ont remporté les Orange Bowls cadets qui réunissent les meilleurs jeunes joueurs mondiaux. Déjà demi-finaliste l'an dernier, Fabrice Santoro a assuré son rôle de favori en ne concédant que quinze jeux en cinq rencontres pour parvenir en finale, où son étonnant jeu à deux mains pour les coups droits et les revers a été un peu moins efficace contre l'italien Manuel Gasbarri, battu 6-7 (4-7), 7-5, 6-2.

Le jeune Toulonnais, qui a fini ses seize ans le 9 décembre, s'entraîne au centre national de Roland-Garros. Ce succès individuel vient compléter la victoire par équipes remportée avec Guillaume Riaux dans la Sunshine Cup Junior disputée la semaine précédente à Boca-Raton (Floride). Les deux joueurs ont gagné leur place en première série française la saison précédente.

La victoire de Sylvie Sabas qui a triomphé en finale de la Néerlandaise Marlene Reinders (6-3, 6-0), après avoir éliminé quatre têtes de série lors des tours précédents, est plus surprenante. Avant de venir en Floride, cette Angevine de seize ans, qui s'entraîne aussi à Roland-Garros, ne comptait à son palmarès que des places de finaliste aux championnats de France benjamins et minimes. Sylvie Sabas, qui dis-



Fabrice Santoro : un style original et un talent prometteur.

pose d'un solide jeu de fond de court et d'un remarquable coup droit, a complété son triomphe dans l'épreuve de double où, associée à Noëlle Van Lottum, elles ont battu en finale les Américaines Ericka Delone et Alexandra Creek (6-4, 6-2).

Pour ces jeunes espoirs français, le plus dur reste cependant à faire s'ils veulent confirmer et suivre les traces des Björn Borg, Ivan Lendl ou John McEnroe, qui ont été avant eux couronnés en Floride.

Automobilisme : le défi Lamborghini en formule 1

Le taureau dans l'arène

sportifs remportés dans le monde entier, n'étaient pas des étrangers à ce choix. Mais l'attente de tous ces tifosi devait être comblée en 1989 avec la toute première apparition de Lamborghini dans une compétition automobile. Et qui plus est, en championnat du monde de formule 1 !

Avant de se retrouver pour la première fois dans une arène sportive sur le circuit de Jerez (Espagne) le 26 mars prochain pour le Grand Prix du Brésil, le taureau et le petit cheval cabré ont, certes, connu bien des vicissitudes. Le second, déjà contrôlé par Fiat depuis 1969, a perdu cette saison son créateur et est passé sous le contrôle quasi exclusif (90%) du géant italien de l'automobile.

Le premier a été racheté en 1987 par Chrysler, le troisième construc-

teur américain. L'affrontement n'en sera que plus titanesque.

Pour les tifosi, cette aventure prend un tour plus passionnel encore avec le transfert de Mauro Forghieri. Avant de se lancer dans la conception du moteur V12 atmosphérique Lamborghini, cet ingénieur italien venait, en effet, de passer vingt-sept ans chez Ferrari où il dirigeait le célèbre 12-cylindres boxer qui devait permettre à Niki Lauda (1975 et 1977) et à Jody Scheckter (1979) de devenir champions du monde. Ecarté de la « gestion sportive », le département compétition de la « Scuderia » lors du passage aux turbines, Mauro Forghieri a une belle revanche à prendre chez Lamborghini avec le retour aux moteurs atmosphériques.

La « furie »

Depuis les premiers contacts établis en juillet 1987 entre Emilio Novaro, président-directeur général de Lamborghini, et Gérard Larrousse, directeur de l'écurie française, la « Furie », surnom donné à Mauro Forghieri, a été fidèle à sa réputation en respectant scrupuleusement toutes les échéances d'un calendrier difficile à tenir : premiers dessins du moteur en septembre 1987. Présentation de la machine du V12 de 3 500 centimètres cubes ouvert à 80 degrés, en février 1988 dans la nouvelle usine Lamborghini ingénierie (soixante personnes) achevée de construire trois mois plus tôt dans la banlieue de Modène. Premiers tests au banc en juin et premiers essais sur circuit le 13 décembre sur le circuit de Misano.

Pour l'écurie Larrousse-Calmels, dont les deux voitures seront équipées en exclusivité du nouveau moteur Lamborghini la saison prochaine, le Père Noël est arrivé d'Italie avec quelques jours d'avance pour faire oublier de gros soucis. Après une première saison très encourageante, puis une année 88 très décevante avec les multiples accidents de Philippe Alliot et de Yannick Dalmas, l'écurie française misera gros en 1989.

Ses principaux commanditaires (Rhône-Poulenc, BP, Camel, Elf, Hochtief) sont restés fidèles. Le budget devrait même passer de 40 à 65 millions de francs. L'ingénieur Gérard Ducarouge est venu

renforcer une équipe technique dont les effectifs sur la piste augmentent de vingt-cinq à quarante personnes. Mais dès son arrivée en novembre, dans l'écureuil française, l'ingénieur transfuge de Lotus a estimé que le nouveau châssis L91 préparé à l'usine d'Huntington, près de Cambridge, n'était pas satisfaisant. Depuis, il s'efforce, avec deux autres ingénieurs français et les techniciens de Lola, de concevoir un autre châssis plus étroit et à l'emplacement plus court pour abriter le V12 et sa nouvelle boîte transversale à six vitesses, également conçue à Modène. Ce contretemps ne devrait pas permettre de disposer du châssis 89 avant la fin février.

Le bruit strident du V12 Lamborghini résonnant dans les collines bourgeoises pour sa présentation officielle sur le circuit de Dijon-Prenois, le 19 décembre, a momentanément fait oublier ce contretemps. Dès les premiers tours de piste, sur un châssis modifié mais encore mal adapté, Philippe Alliot s'est déclaré très impressionné par le nouveau V12 : « Son couple est phénoménal et sa plage d'utilisation plus favorable que celle du Ford dont nous disposions en 1988. »

« Ce moteur a un bruit magnifique, estime Gérard Larrousse. Il tourne très bien mais il y a encore beaucoup de travail. » Avant le Grand Prix du Brésil, Philippe Alliot et Yannick Dalmas devraient se relayer pour parcourir quelque 10 000 kilomètres. Même bien né, le Lamborghini accuse en effet un important retard par rapport à d'autres moteurs atmosphériques apparus et testés avant lui : le V10 Honda depuis plus d'un an, le V12 Ferrari en juin, le V10 Renault en septembre. « L'important maintenant est de stabiliser au mieux ce moteur afin de terminer les Grands Prix du début de saison », disait encore le directeur de l'écurie française.

Pour Lamborghini, la grande entrée dans l'arène est fixée au 26 mars. Ce jour-là, l'ennemi héréditaire, le prestigieux petit cheval cabré, aura peut-être le comportement inépuisable des picaresques face à ce taureau féroce. Mais tous deux devront sans doute laisser encore le beau rôle, celui du matador, aux deux McLaren-Honda d'Ayrton Senna et d'Alain Prost.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : le contentieux franco-africain sur la double nationalité

Maillots non réversibles

Depuis l'indépendance des pays africains, les relations avec la France, concernant le football, ont été compliquées par les règlements en matière de nationalités. Pour y remédier, le président de la Fédération française, Jean Fournet-Fayard, a rencontré, jeudi 22 décembre à Clairefontaine (Yvelines), les représentants du football africain.

Lettres de sortie, naturalisations, double nationalité : les sujets abordés lors de la réunion qui a eu lieu entre dirigeants des fédérations africaines et françaises auraient justifié la présence d'un juriste. Mais de juriste point, au domaine de Clairefontaine, le centre technique national du football, où se déroulent ces premières assises franco-africaines. La délégation française était conduite par Jean Fournet-Fayard, le président de la Fédération de football, assisté notamment de deux présidents de clubs représentant la Ligue nationale, Jean-Pierre Hureau (Le Havre) et Louis Nicollin (Montpellier). Du côté africain, onze fédérations s'étaient déplacées sous la houlette du nouveau président de la Confédération africaine de football (CAF), le Camerounais Issa Hayatou, à l'origine de cette rencontre.

Ce contentieux franco-africain était complexe, et il le reste. Mais le principal mérite de la réunion de Clairefontaine aura été d'exister. « La première chose à faire était de se rencontrer et de discuter, notait Jean Fournet-Fayard, à l'issue de la journée de travail. Je crois que jamais un tel échange de vues n'aurait encore eu lieu. »

C'est que, jusqu'en 1982, les relations entre dirigeants africains et français étaient quasiment inexistantes. Le football africain commençait seulement à naître à une ambi-

tion internationale. Et, surtout, la CAF interdisait aux joueurs évoluant hors de leur pays de jouer en sélection nationale. Une règle simple, quoique sommaire, qui évitait pendant longtemps les litiges. En France, le nombre d'étrangers autorisés dans chaque équipe de première division était fixé à deux depuis 1971. Mais la plupart des Africains bénéficiaient du statut exceptionnel d'« assimilés » et n'étaient pas soumis aux règles concernant les étrangers. Au départ étaient assimilés « les joueurs dont un parent ou au moins était né dans une colonie française, les territoires ou les départements français d'outre-mer. »

Mais pour remplacer ce statut, les dirigeants de club eurent recours à la naturalisation. « Des naturalisations de complaisance souvent appuyées par des hommes politiques locaux », souligne Jean Fournet-Fayard. « Le jeu paradoxal est, alors que le football français avait volontairement limité le nombre d'étrangers évoluant dans ses équipes, que les dirigeants de club ne songaient qu'à contourner le règlement », ajoute Issa Hayatou. Le problème se pose au niveau africain après 1982 quand certains commencent à soulever la question de la mise à disposition de leur sélection nationale des joueurs africains évoluant en Europe. La plupart des fédérations africaines n'avaient pas pris le soin de demander à leurs joueurs expatriés de faire assortir leur contrat d'une clause leur permettant de disputer les matches officiels sous le maillot national.

Ainsi, lors de la Coupe d'Afrique des nations 1984, disputée en Côte d'Ivoire, le gardien camerounais Thomas N'Kono fut appelé par son club, l'Espanol de Barcelone, après son second match. Il ne devait pas retrouver sa place, prise par Joseph Antoine Bell. Ce dernier vécit à son

tour, en 1988, une Coupe d'Afrique, au Maroc cette fois, des plus épuisantes, traversant à cinq reprises la Méditerranée entre le Maroc et son club de Marseille.

En 1986, l'article 3 du règlement de la Fédération internationale de football (FIFA) déclencha une nouvelle polémique entre la France et la Côte d'Ivoire. Un alinéa de cet article précise que « dès qu'un joueur a été aligné en équipe nationale ou représentative du pays (dont il possède la citoyenneté), il ne peut être aligné dans de tels matches par un autre pays. »

Le conflit concernait l'Ivoirien d'Auxerre Didier Drogba qui ne voulait pas mettre à la disposition de son homologues ivoirien, préférant le réserver pour ses propres sélections. La FIFA donna finalement raison à la Côte d'Ivoire après avoir constaté qu'« Otokoré avait joué avec une sélection ivoirienne lorsqu'il était cadet. »

Le chemin sera long

Sans doute est-ce en pensant à ce type d'affaire, concernant les joueurs binationnels de la double nationalité, que les instances dirigeantes françaises ont décidé, au printemps dernier, que les jeunes joueurs intégrés au centre de formation devaient dorénavant s'engager à ne jouer au niveau international que sous les couleurs françaises et à ne plus répondre aux sollicitations de leur pays d'origine.

Le contentieux n'est encore aggravé quand elles ont institué qu'à partir de la saison prochaine (1989-1990) les équipes françaises ne pourront plus compter dans leur effectif total plus de quatre joueurs non sélectionnables en équipe de France (encore excluait-on de cette catégorie les joueurs bénéficiant de la double nationalité et ayant signé

leur contrat avant le terme de la saison 1987-1988, cas de figure dans lequel rentre Joseph-Antoine Bell).

La réunion de Clairefontaine n'aura donc pas suffi à épuiser ces motifs de discorde, chacun campant sur ses positions. Tout juste les participants sont-ils parvenus à se mettre d'accord sur le fait qu'il faudrait veiller à ce que tous les nouveaux contrats contiennent une clause de mise à disposition du joueur pour sa sélection nationale. Cette mise à disposition sera effective entre deux et cinq jours avant les rencontres de compétitions internationales reconnues par la FIFA : Coupe du monde, Jeux olympiques, Coupe d'Afrique des nations. Mais aucun texte n'obligera une fédération africaine peu regardante (obligatoirement concernée puisque c'est elle qui délivre une lettre de sortie à ses joueurs) et un club français sans scrupules à respecter cette déclaration d'intention.

Le chemin sera donc long avant que les questions en suspens soient réglées. D'autant que les Africains seraient plutôt partisans du libéralisme total en matière de nombre d'étrangers admis et que les dirigeants français songent plutôt à « protéger l'identité et la qualité des sélections nationales ». Au besoin au prix d'une « priorité aux Français », dont Guy Roux, l'entraîneur d'Auxerre, s'est fait le chantre ces temps derniers au nom de l'UNECATEL (Union nationale des entraîneurs et cadres techniques du football).

Ces débats se déroulent en marge des principes du code de la nationalité et du droit international. Au point qu'Issa Hayatou se déclare prêt à faire appel auprès des pouvoirs publics français s'il estime à l'avance que les dirigeants du football français ne lui laissent pas d'autre choix.

GILLES VAN KOTE.

Les résultats

Athlétisme

CORRIDA

DIESEY-LES MOULINEAUX

Après s'être imposé au « Grand Vannes » et au « Grand de la Bretagne », Jean-Louis Priano a remporté, samedi 24 décembre, le douzième « Grand de la Bretagne ». Au premier, Jean-Louis Priano a remporté, samedi 24 décembre, le douzième « Grand de la Bretagne ». Au premier, Jean-Louis Priano a remporté, samedi 24 décembre, le douzième « Grand de la Bretagne ».

Rugby

COUPE DES PROVINCES

POULE A

Avignon et Lyon ont gagné, samedi 24 décembre, la Coupe des Provinces. Avignon a battu Lyon 16-9. Lyon a battu Avignon 23-19.

LE BILAN ÉCONOMIQUE 1988

On attendait la récession. Ce fut le rebond. Contrairement aux sombres prévisions des experts émises au lendemain du krach du 19 octobre 1987 — on se souvient du cri d'alarme, en décembre, de trente-trois économistes internationaux — la croissance n'a pas disparu, ni même fléchi. Son rythme s'est même accéléré, passant pour les vingt-quatre pays membres de l'OCDE de 3,3 % en 1987 à 4 %.

Heureuse méprise. Les explications, après coup, sont multiples, y compris les effets positifs du krach, dans la mesure où les firmes ont préféré investir leurs capitaux plutôt que de les placer. Cependant l'effet de patrimoine, tant évoqué à l'époque, qui devait entraîner un recul de la consommation à la mesure des pertes en bourse, n'a pas joué, au prix de l'endettement sans doute. La bulle spéculative s'est dégonflée au profit de l'économie réelle.

Les spécialistes avaient aussi, en 1987, sous-estimé la santé de l'économie mondiale, notamment le redressement des entreprises, de même qu'ils avaient minoré les conséquences, à retardement, du contre-choc pétrolier de 1986. Enfin, pour éviter le pire — certains ne parlaient-ils pas d'une crise à la 1929 ?

Rebond

— les gouvernements ont injecté force liquidités dans les circuits et rendu plus facile l'accès au crédit.

Résultat : la sixième année consécutive d'expansion, après le résultat négatif de 1982 (-0,5 %), une conjoncture « plus porteuse qu'elle ne l'a jamais été depuis le début des années 70 », est-il souligné dans le dernier rapport de l'OCDE, et un « moral » en hausse dans la plupart des pays. Bonne année donc, mais l'optimisme n'est-il pas aussi excessif que le pessimisme de naguère ?

Les investissements productifs ont certes augmenté de 10 %, ce qui est d'augure favorable, alors même que les échanges internationaux progressaient pratiquement à la même allure. Et ce regain d'activité est intervenu sans que les prix n'augmentent trop, à peu près 4 %, grâce aux gains de productivité. Le capitalisme a retrouvé du souffle, même à l'Est ou ailleurs dans le monde...

Toutefois, le paysage n'est pas aussi radieux qu'une lecture des chiffres pourrait l'indiquer. Le chômage a continué certes de reculer depuis son sommet de 1983, revenant de 8,9 % à 7,2 de la population active ; mais les emplois nouveaux n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances. La précarité persiste et il y a encore plus de vingt-huit millions de chômeurs dans la zone de l'OCDE.

Outre les déséquilibres commerciaux et financiers internationaux, dont la réduction dépend de la nouvelle présidence américaine, deux dangers menacent : la dette du tiers-monde (1 300 millions de dollars) qui, malgré l'esquisse d'une nouvelle stratégie, pèse lourd sur les pays latino-américains et africains ; le protectionnisme qui grandit avec la menace d'une régionalisation des échanges.

Sortie de crise ou parenthèse ? Après le boom — avec des risques de surchauffe — un « atterrissage en douceur », c'est-à-dire une expansion ralentie sans dérapage inflationniste, paraît possible, moyennant un réglage en finesse. Mais il ne faut pas oublier que, sous les statistiques, il y a l'humanité.

Le boom

DANS tous les grands pays industrialisés, la croissance économique a été beaucoup plus forte qu'il n'avait été prévu à la fin de 1987.

Le taux moyen des productions nationales — exprimé en termes de PIB — s'est finalement établi en 1988 (sous réserve de nouvelles corrections) à 4 % pour l'ensemble de l'OCDE (au lieu des + 2,2 % prévus par l'OCDE fin 1987) et même à 4,2 % pour les sept plus grands pays (1) contre 2,5 % prévus.

L'élément remarquable de la croissance en 1988 a été sa composante industrielle. La production manufacturière s'est accrue de 5,5 % en moyenne dans l'ensemble des pays industrialisés et même de 5,7 % pour les sept principaux partenaires occidentaux.

Aux États-Unis, dont la croissance s'est installée depuis six ans sur le taux extrêmement élevé de 4 % l'an en volume, l'activité a continué de progresser fortement. Le taux de croissance moyen pour 1988, estimé fin 1987 à 3,7 % (+ 3,4 % en 1987) et à 5,5 % pour la production industrielle (+ 3,8 % en 1987), dissimulait un léger ralentissement de l'expansion au second semestre.

Mais ce ralentissement a été faible, la demande des ménages étant restée élevée pendant la seconde partie de l'année, alors que les dépenses d'équipement continuaient de croître fortement — à un rythme seulement un peu inférieur à celui du début 1988. D'une façon générale, l'appareil américain de production paraissait fin 1988 à la limite de la surchauffe dans bien des domaines (le taux de chômage est tombé au niveau structurellement bas de 5,3 % de la population active), malgré un gros effort d'investissement et des gains de productivité importants qui ont permis de contenir les pressions inflationnistes.

Au Canada, champion de la croissance en 1987 (+ 4 %) avec le Japon (+ 4,3 %), 1988 a continué à la même allure rapide (+ 4,2 % pour l'ensemble de l'année) avec cependant une tendance au plafonnement — à un haut niveau — au second semestre. Ce plafonnement a eu pour cause un léger tassement de la construction de logements, après un boom sans précédent induisant d'inquiétantes tensions inflationnistes, que les autorités monétaires ont dû juguler en relevant à plusieurs reprises les taux d'intérêt. Mais les dépenses d'investissement (+ 20 % environ en volume) continuaient sur leur très forte lancée.

Au Japon, champion toutes catégories de l'année 1988, le taux de croissance s'est inscrit à 5,7 %, après déjà 4,3 % en 1987 (+ 9 % pour la production industrielle). Un léger ralentissement

s'est produit au cours de la seconde partie de l'année, mais celui-ci apparaît peu significatif. L'investissement productif ayant très fortement progressé (+ 16,2 % sur l'ensemble de 1988).

C'est en RFA que l'expansion aura le plus déjourné les pronostics faits à la fin de 1987. Le taux de croissance aura frisé les 4 % (3,7 % selon les calculs de l'OCDE), alors qu'il était prévu 1,5 % seulement. Cette très bonne performance allemande a eu pour cause un rythme élevé des investissements productifs (+ 7,5 % en volume) et des exportations (+ 5,5 %) ainsi que la constitution de stocks.

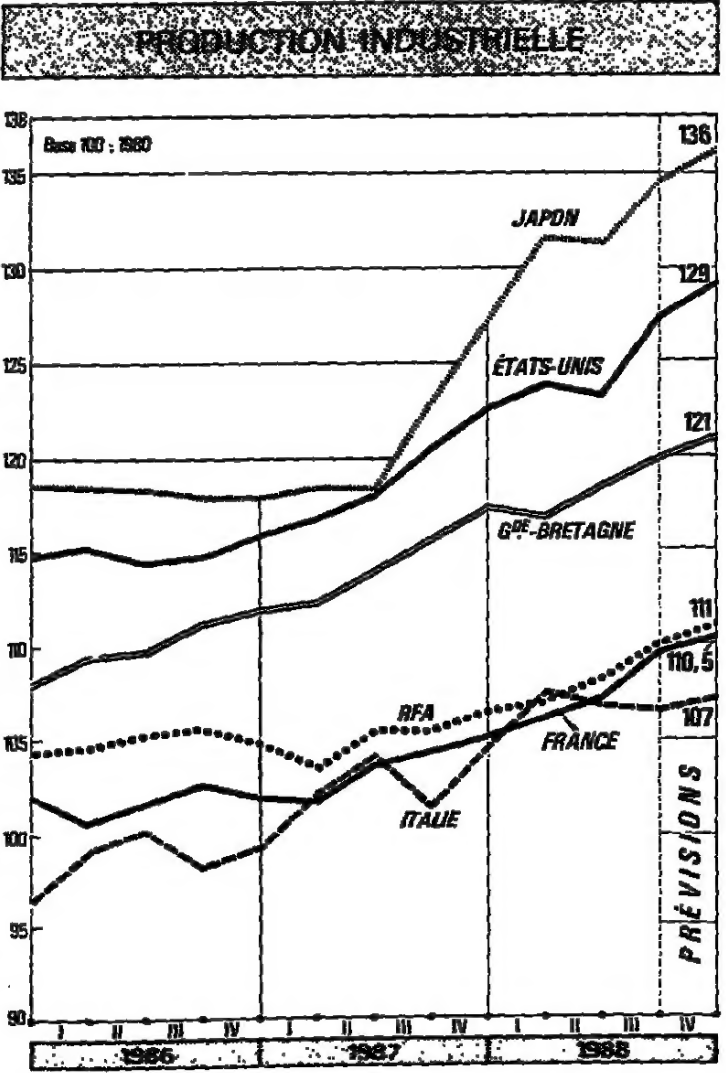
La Grande-Bretagne a continué son chemin périlleux, fait de forte croissance (+ 4,2 %, après déjà 4,3 % en 1987) et de déséquilibres importants (inflation et paiements extérieurs) traduisant un état de surchauffe grandissant. Malgré des taux d'intérêt très élevés résultant d'une politique monétaire visant à augmenter systématiquement le coût de l'argent, la demande des ménages est restée très forte (+ 5,7 % en volume) de même que l'investis-

sement des entreprises (+ 13,2 %).

En France, la croissance a avoisiné 3,5 % en 1988, soit beaucoup plus que ce qui avait été prévu un an auparavant (1,5 % selon l'OCDE). Ce dynamisme, prolongeant celui de 1987, est venu principalement de l'investissement industriel, qui a littéralement bondi (plus de 10 % par rapport à 1987) sous l'effet notamment des dépenses des petites et moyennes entreprises.

En Italie, le score réalisé en 1988, proche de 4 % en volume (+ 3,7 % selon les estimations faites fin 1987 par l'OCDE), a eu pour causes tout à la fois l'investissement industriel (+ 7,5 %, après déjà 11,5 % en 1987), la consommation des ménages (+ 4 %) et les exportations (+ 6,5 %). Cette conjonction heureuse renforcée par une politique monétaire et budgétaire plus stricte (un plan d'assainissement fiscal à moyen terme a été annoncé à l'été) a permis aux Italiens de stabiliser l'inflation, à un haut niveau toutefois.

(1) États-Unis, Canada, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France, Italie.



INVESTISSEMENT

Un grand saut

L'INVESTISSEMENT productif — et tout spécialement l'investissement industriel — a été le principal moteur de la forte croissance.

Il s'agissait pour de nombreux pays de rattraper le temps perdu sept ou huit ans plus tôt. Entre 1980 et 1983, les entreprises, appauvries par le second choc pétrolier et manquant de confiance en l'avenir, avaient peu investi.

Pour les seules années 1981 et 1982, qui ont marqué le creux de la vague, les sept principaux pays industrialisés ont vu leurs dépenses d'équipement baisser de presque 5 % en volume. Le recul avait même été de presque 10 % pour les États-Unis en 1982 et 1983.

Cette période morte a eu pour conséquence non seulement de voir stagner le stock de capital productif, mais très probablement de le voir se réduire en volume et en efficacité. Chaque année en effet beaucoup de machines mises en service dix ou quinze ans plus tôt sont déclassées ou devraient l'être. En France, la baisse de l'investissement a ainsi duré quatre années (1981-1984).

Un mouvement de reprise des investissements s'est amorcé à partir de 1984. Il a été tout de suite très fort dans plusieurs pays (États-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Italie), s'est interrompu en 1986, puis s'est étendu peu à peu partout dans le monde pour culminer en 1988 avec un taux de progression d'environ 10 %.

Tous les gouvernements des pays « capitalistes » ont — après l'avoir freinée entre 1974 et 1978 — favorisé le profit des sociétés au détriment des salariés. Ce choix s'est fait directement par le moyen de politiques fiscales et budgétaires, indirectement en permettant aux entreprises de déterminer librement leurs politiques de prix et de salaires.

De bons, voire d'excellents, résultats financiers ont finalement conduit les entrepreneurs — un moment très tentés par les spéculations et placements de toute sorte — à investir. Cela a été fait d'autant plus massivement qu'une deuxième condition se réalisait fortuitement en 1986 à la faveur de la baisse des prix pétroliers : le « pouvoir d'achat » des pays

industrialisés augmentait brusquement et fortement dans l'exacte mesure où baissaient les factures énergétiques.

Ainsi s'est enchaîné un cycle vertueux qui pourrait durer un certain temps, notamment en Europe (sauf peut-être en RFA) et au Japon, où le stock de capital semble insuffisant par rapport à la demande potentielle et risque de limiter la production. Toujours est-il qu'en 1988, dans presque tous les pays industrialisés, les usines ont tourné à plus de 80 % de leur capacité de production, ce qui est exceptionnellement élevé.

L'année 1988 aura d'une certaine façon marqué la revanche de l'industrie sur les services : c'est surtout celle-ci qui — contrairement aux années précédentes — aura été à l'origine du boom des investissements. Des investissements non plus destinés à rationaliser ou à économiser de la main-d'œuvre mais à accroître les quantités produites. Un peu partout on a recommencé à entendre parler de grands projets industriels : pâte à papier, verre, aluminium, acier. Il y a dix ans, on fermait. La roue tourne...

COMMERCE INTERNATIONAL

Vigueur, mais...

OUBLIÉES les craintes de récession nées du krach boursier d'octobre 1987, la vigueur des échanges a prouvé la capacité de rétablissement de l'économie mondiale. En volume, leur progression a atteint 9 % en 1988 contre 5 % l'année précédente. Mais si les produits manufacturés sont redevenus, dès 1987, l'élément moteur du commerce mondial et si la forte demande des pays industriels recouvre une saine et encourageante poussée des investissements productifs, l'amélioration de la conjoncture n'a pas permis d'apaiser les tensions.

Le ralentissement de la correction entre les déficits américains et les excédents de la RFA, du Japon et des nouveaux pays industriels l'a illustré. L'échec des discussions de Montréal, où une session ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devait dresser, du 5 au 9 décembre, le « bilan à mi-parcours » des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay round, en a confirmé les enjeux.

L'affrontement a été particulièrement rude entre les États-Unis et la Communauté européenne sur l'agriculture. Un dossier dont les implications politiques dépassent de très loin la réalité économique.

L'agriculture ne représente plus que 3 % du revenu des nations industrielles, alors qu'elle assure 20 % de celui du tiers-monde. Quant au poids des produits agricoles dans les échanges mondiaux, il est tombé de 46 % en 1950 à 13 % en 1987.

Alors que les partenaires des États-Unis attendaient l'arrivée, le 20 janvier 1989, à la Maison Blanche du président George Bush, les sujets d'inquiétude dépassaient le seul volet de l'agriculture. La nouvelle législation américaine, le *trade bill* signé le 23 août 1988 par le président Ronald Reagan, constitue un véritable arsenal de mesures de rétorsion.

L'habillage unilatéral du libre-échange a pris une importance grandissante en 1988. La victoire de M. Brian Mulroney aux élections canadiennes permettra de mettre en œuvre, au 1^{er} janvier 1989, le traité de libre-échange signé avec Washington un an plus tôt. Les États-Unis étendent les moyens de renforcer le cadre de leurs relations commerciales avec le Mexique et envisagent un pacte nippo-américain.

Le grand marché de 1993 de la CEE participe à ce renouveau du

régionalisme, alors même que Tokyo n'exclut pas, à terme, la création d'une zone commerciale Asie-Pacifique. Si elles s'amplifiaient, ces alliances croisées pourraient marquer la fin du multilatéralisme qui a dominé la scène internationale depuis la dernière guerre et dont le GATT s'est fait le garde-fou. Elles marginalisent d'ores et déjà nombre de pays du tiers-monde.

En dépit d'un rebond dû au redressement des cours, en dollars, des matières premières, la part des pays en développement n'a cessé de diminuer dans le commerce international pour représenter 19,2 %. Toutefois, hors combustibles, ce phénomène a été inversé grâce à un effort constant de diversification des ventes à l'étranger.

L'ouverture la plus spectaculaire aura été celle de l'URSS. Chacun reconnaît qu'il faudra du temps avant que Moscou soit admis au sein d'instances comme le GATT ou le Fonds monétaire international. Mais, à la fin de 1988, les États-Unis, jusqu'à présent franchement hostiles, semblaient prêts à assouplir leurs positions pour conforter la perestroïka menée par l'équipe de M. Mikhaïl Gorbatchev.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

PRIX

Aucun dérapage

Si les années 1982-1983 ont marqué le début d'une longue période de désinflation dans le monde, les années 1987-1988 ont marqué la fin de cette phase de freinage. Dans les sept plus grands pays industrialisés, la hausse moyenne des prix était revenue de 10 % en 1981 à 2 % en 1986. En 1987, l'inflation est remontée à 2,8 %, et aux alentours de 3,2 % en 1988.

Cette accélération des hausses de prix aura coïncidé avec une phase d'expansion économique, que le monde n'avait pas connue depuis le début des années 70. Tout naturellement, des tensions se sont manifestées un peu partout : les prix des matières premières industrielles, au plus bas à la mi-1986, ont beaucoup augmenté par la suite.

Ce mouvement ne s'est arrêté qu'à l'été 1988, pour repartir en fin d'année sous l'effet notamment des métaux non ferreux. En conséquence de la sécheresse, les prix des matières premières agricoles (volailles et céréales) ont également beaucoup augmenté, avant de se stabiliser fin 1988.

Des tensions se sont également manifestées en ce qui concerne les capacités de production. Dans tous les pays industrialisés, les entreprises ont tourné au maximum — ou presque, — malgré les nouveaux

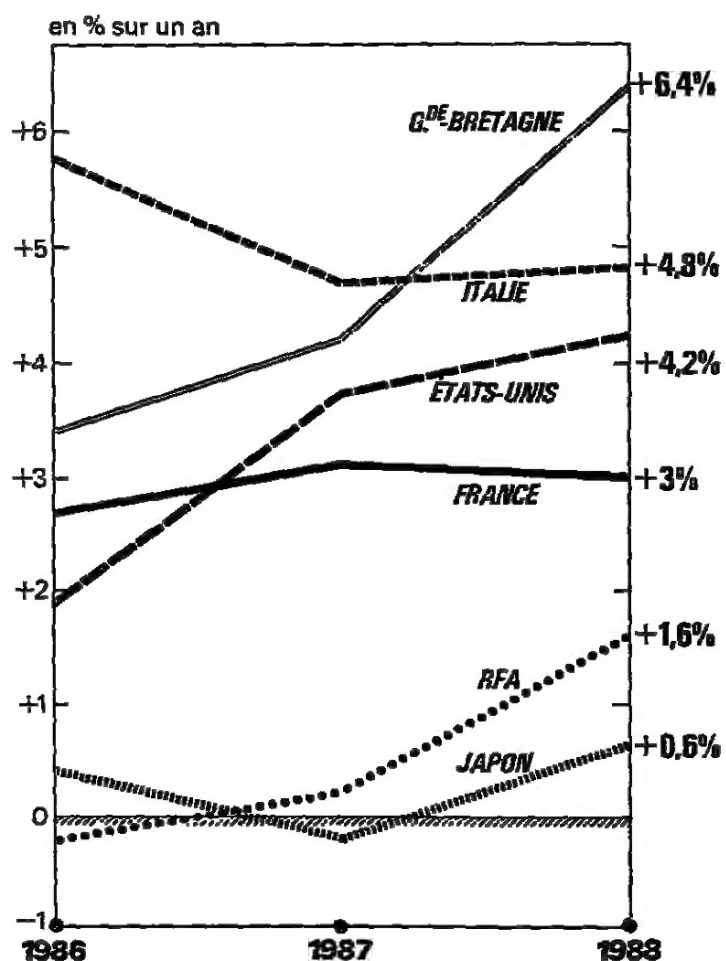
début de l'année. Aucun dérapage digne de ce nom ne s'est pourtant produit, sauf en Grande-Bretagne, qui reste un cas très particulier.

Aux Etats-Unis, la hausse des prix avait atteint 4,4 % entre décembre 1986 et décembre 1987 ; elle a été de 4,2 % entre octobre 1987 et octobre 1988. Au Japon, les chiffres correspondants ont été respectivement de 0,8 % et 1,1 % ; en RFA, de 1 % et 1,3 % ; en Italie, de 5,2 % et 5,5 %.

Cette faible accélération d'ensemble a eu pour cause des augmentations salariales modérées, presque toujours compensées par des gains importants de productivité (cas des Etats-Unis et du Canada, notamment), mais aussi des politiques monétaires relativement strictes, compensant les largesses qui avaient suivi le krach boursier de fin 1987. Pour sa part, la baisse des prix du pétrole a compensé les hausses des prix des matières premières. Enfin, dans le monde entier, les entreprises se trouvant dans des situations financières favorables ont pu investir sans trop augmenter leurs prix.

Début 1989, une accélération des hausses de prix devrait se produire, du fait — et cela peut sembler paradoxal — d'un durcissement des politiques économiques. Mais il est vrai que celles-ci prendront la forme de

Prix à la consommation



équipements mis en service depuis deux ans un peu partout dans le monde.

Signe des temps : les grandes sidérurgies ont eu du mal à répondre à une demande en pleine croissance. Dans certains pays comme la Grande-Bretagne, la Suède et, dans une moindre mesure, les Etats-Unis et le Canada, la demande a été telle que des pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont apparues et que les salaires ont commencé (ou continué) à augmenter plus vite.

Tous ces facteurs, qu'on retrouve dans les phases hautes des cycles conjoncturels, auraient dû déboucher sur une accélération forte de l'inflation en 1988. C'est bien en effet ce que redoutaient — et prédisaient — la plupart des experts au

hausse de taxes indirectes en Allemagne, d'une introduction de la TVA au Japon, et que de nouveaux relèvements de taux d'intérêts interviendront probablement en Grande-Bretagne.

L'augmentation probable des prix du pétrole devrait aussi jouer un certain rôle : trois dollars de plus par baril sur un an pourraient représenter un demi-point de hausse globale des prix dans les pays industrialisés. Enfin, le dollar, s'il restait à ses cours de fin 1988, aurait pour effet de renchérir les achats américains et donc d'importer de l'inflation. Par la suite, ces tensions devraient retomber, sous le double effet d'un léger ralentissement de la croissance économique et de la mise en service de nombreux équipements très performants.

Le Monde ECONOMIE

Le Bilan économique et social 1988 a été réalisé par :

MICHEL BOYER
FRANÇOISE CROUIGNEAU
ÉRIC FOTTORINO
GUY HERZLICH
PIERRE JULIEN
ALAIN LEBEAUE
VÉRONIQUE MAURUS
FRANÇOIS RENARD
ALAIN VERNHOLES

Raffermissement du dollar

L'ANNÉE 1988 aura vu le premier raffermissement du dollar depuis le printemps 1985, époque à laquelle il avait touché le sommet de sa courbe haussière, à 3,47 DM et 10,61 F, avant d'amorcer une longue descente qui le fit chuter de 20 % en 1986 et d'autant en 1987.

Ce raffermissement, de l'ordre de 11 % à 12 % à Paris et à Francfort, a été provoqué par la diminution du déficit extérieur des Etats-Unis, ramené, à fin 1988, à une moyenne de 10 milliards de dollars par mois contre 13 à 14 milliards antérieurement. C'est à partir du mois de juin que le dollar a véritablement amorcé sa remontée, sur l'annonce, à la mi-juin, d'un déficit commercial américain de 9,8 milliards de dollars pour le mois d'avril, le plus faible depuis décembre 1984 et le premier sous la barre des 10 milliards depuis août 1985. La dévaluation du « billet vert », de l'ordre de 50 % à l'égard des grandes mon-

naies occidentales, commençait donc à exercer ses effets, en favorisant les exportations, qui enregistraient un véritable boom, en dépit du rythme soutenu des importations, dû à la persistance d'une forte consommation des ménages.

Pendant l'été, la confirmation de l'amélioration relative du commerce extérieur américain poussait à la hausse le dollar, qui culminait au mois d'août, atteignant 1,9250 DM à Francfort, retrouvant et dépassant à Paris la barre des 6 F, avec une pointe à 6,50 F. Par la suite, toutefois, quelques doutes s'élevaient sur la poursuite du redressement de la balance commerciale des Etats-Unis, et les cours du dollar

reflueaient, retombant un peu au-dessus de 1,70 DM et glissant au-dessous de 6 F à Paris. En fin d'année, néanmoins, le relèvement des taux d'intérêt à New-York entraînait une légère remontée du

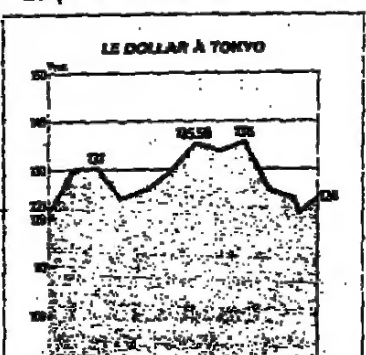
dollar, qui repassait la barre des 6 F.

L'évolution du cours du mark a été, très logiquement, l'inverse de celle du dollar. A partir du printemps, la devise allemande s'affaiblissait sensiblement, victime de la fuite des capitaux. Au dernier trimestre 1987, la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), pour contribuer au soutien du dollar, avait abaissé ses taux directeurs à leur plus bas niveau historique, et par là même réduisait sensiblement les rémunérations

offertes sur le marché de Francfort, ce qui provoqua la fuite précipitée de capitaux. La Bundesbank, très préoccupée par la dépréciation du mark, à ses yeux génératrice d'inflation, n'eut de cesse de relever ses taux, avec, pour conséquence, au dernier trimestre, un net redressement de sa devise.

Le yen japonais a remarquablement résisté à la remontée du dol-

lar, malgré un affaiblissement passager pendant l'été, le cours de la devise américaine culminant à 136 yens contre 121 yens au début de 1988 et terminant l'année aux environs de 124 yens. La persistance d'un énorme excé-



dent pour la balance commerciale et la balance des paiements nippons ont rendu plus attrayante que jamais la devise du pays du Soleil-Levant.

La livre sterling, enfin, a fait preuve d'une grande fermeté, en dépit de la dégradation catastrophique de son commerce extérieur et de sa balance des paiements, passant à Francfort de 2,95 DM à environ 3,20 DM et à Paris de 10 F à 10,85 F après une pointe au-dessus de 11 F. La vigueur de l'expansion britannique et surtout le relèvement massif des taux d'intérêt à Londres, portés de 7,50 % à 13 %, ont attiré les capitaux du monde entier, dopant ainsi la devise britannique.

La rechute

Après une brève année de répit en 1987, les prix du pétrole ont de nouveau chuté en 1988, sapant la confiance fragile des milieux énergétiques, désormais convaincus que l'instabilité restera la règle, et ce pendant de longues années. Contrairement au « contre choc » de 1986, qui avait totalement perturbé les équilibres du secteur, la rechute de 1988 a eu un effet beaucoup moins déstabilisateur et n'a pas fondamentalement remis en cause les stratégies ou les tendances de fond observées depuis trois ans.

Bien que le prix moyen du brut sur l'année ait retrouvé grosso modo le même niveau qu'en 1986, à 14 dollars par baril, la glissade a été, proportionnellement, moins forte. Le niveau de départ était en 1986 de près de 30 dollars, alors qu'au début de 1988 il n'atteignait que 17,50 dollars (niveau moyen de 1987).

De plus cette rechute n'a pas été vraiment une surprise, tant paraissait fragile l'entente de l'OPEP, minée dès l'été 1987 par des querelles politiques liées à la guerre du Golfe. L'arrêt des combats entre l'Irak et l'Iran en août 1988 a précipité une crise largement prévisible. Instruits par l'expérience des dernières années, les observateurs ont d'ailleurs

accueilli avec une grande prudence la réconciliation « finale » du cartel.

Après trois mois de crise aiguë, l'OPEP s'est enfin entendue le 28 novembre 1988 pour réintégrer l'Irak et pour limiter sa production en 1989 à 18,5 millions de barils/jour, soit un cinquième de moins que le niveau record atteint au cours du dernier trimestre de 1988. La plupart des opérateurs doutaient que puisse être atteint rapidement l'objectif qui s'était fixé les treize pays : ramener le prix du brut à 18 dollars le baril.

Enfin la rechute de 1988 ne marquait pas réellement une rupture par rapport aux années précédentes. La plupart des acteurs de la scène énergétique ont depuis longtemps digéré le choc initial et se sont adaptés depuis 1986 à un nouvel environnement fait d'incertitudes et de prix bas des hydrocarbures. Les compagnies, restructurées, amalgamées, ont depuis trois ans réduit leurs coûts ainsi que leurs effectifs et diminué les investissements à risque, préférant s'appuyer sur le raffinage-distribution, de nouveau bénéficiaire après une longue traversée du désert, et sur la chimie, première bénéficiaire de la baisse des prix du brut.

La progression spectaculaire des bénéfices des grandes sociétés

pétrolières en 1988 a montré que les majors ont déjà fait leur mue, quitte à s'allier avec les compagnies nationales des pays producteurs anxieuses de développer leurs capacités d'écoulement. Signe des temps : l'ARAMCO saoudienne a, en 1988, pour la première fois depuis 1985 (alors qu'elle avait chuté de 2 % par an pendant les sept années précédentes),

Autre indice : la production pétrolière de l'OCDE (Etats-Unis, mer du Nord, etc.), qui avait augmenté régulièrement de 2,5 % par an, a diminué depuis 1985 au rythme de 0,4 % par an, tandis que celle des pays en développement hors OPEP (Mexique, Égypte, Syrie, Colombie, Chine, etc.) ne progressait plus que de 2 % par an (contre 8 % en moyenne de 1979 à 1985). En conséquence, la production de l'OPEP, après avoir chuté sans interruption de 10 % par an, a recommencé à se redresser de plus 6 % par an depuis 1985.

Dernier signe et non des moindres : les importations américaines de pétrole ont massivement augmenté en 1988 (+ 8 %) pour atteindre, en novembre, presque 8 millions de barils/jour, leur plus haut niveau depuis 1980, à peine moins que la production américaine de brut (8,13 millions de barils/jour) en baisse, elle, de 2,6 % sur l'année.

Une reprise sélective

Si les matières premières non énergétiques ont connu en 1988 un « train de hausses » plus rapide encore qu'en 1987, tous les compartiments n'ont pas reçu la même impulsion. Certains ont même littéralement « décroché », interdisant aux professionnels de parier autour d'une résurrection improbable du petit monde des ressources naturelles.

Sur fond de croissance retrouvée, les matières premières industrielles ont certes enregistré des progressions spectaculaires : doublement des prix du nickel, reprise de l'aluminium, fortes tensions sur le cuivre et sur le zinc, rebond prometteur des cours de la gomme. Autant de percées qui tiennent, ici, à la santé retrouvée de la sidérurgie ou au retour en force de l'automobile, là, aux

bonnes dispositions du bâtiment et du secteur de biens de consommation.

Surpris par l'afflux soudain de la demande, les industriels ont dû remettre en marche des capacités de production que la crise du début de la décennie les avait forcés à paralyser. Si l'extraction minière a pu être parfois insuffisante (notamment au Pérou où des grèves ont interrompu les productions de plomb et de zinc), c'est surtout au stade de la transformation que le goulet d'étranglement a été très fort. Dans les industries de l'aluminium, du cuivre et du nickel, on a manqué de métal de qualité immédiatement disponible, et les cours ont reflété cette « faim de métaux » inassou-

Mais en fin d'année, la réouverture d'unités de production et la programmation de nouveaux investissements dans le secteur des non-ferreux, dans les grands pays industriels, laissent craindre un retour possible aux excédents, pour peu que la croissance attendue au premier semestre 1989 ne soit pas au rendez-vous.

Les difficultés de l'étain à refaire surface et la baisse des prix du caoutchouc à partir du printemps ont montré que la reprise des matières premières industrielles pouvait être sélective et capricieuse.

Sur les champs céréaliers, la sécheresse qui a touché les Etats-Unis mais aussi le Canada, la Maghreb et une partie de l'URSS a permis un assainissement des stocks mondiaux de grain, que la

AGRICULTURE

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

EMPLOI

Le chômage en recul

On avait fini par l'oublier. Non seulement le chômage diminue dans la plupart des pays occidentaux, mais la création d'emplois paraît vigoureuse à peu près partout. L'OCDE, pourtant réservée d'ordinaire, fait observer que « la reprise en cours », démarrée en 1983, est « aujourd'hui la plus longue qui ait été enregistrée depuis la deuxième guerre mondiale ».

Globalement, l'ensemble des pays de la zone OCDE ont connu une croissance de l'emploi évaluée à 1,6 % en 1987 et à 1,5 % en 1988. Les mauvais élèves, au nombre de quatre seulement en 1987 (Irlande, Grèce, Finlande et la Nouvelle-Zélande), ne devaient plus être que deux (Irlande et Nouvelle-Zélande) à la fin de 1988. Au sein de la Communauté européenne, l'Espagne, le Portugal et l'Italie créent de l'emploi, eux aussi.

Certes, on aura totalisé environ 28,5 millions de demandeurs d'emploi dans la zone OCDE en 1987, mais le résultat demeure significatif en comparaison des 32 millions comptabilisés quatre ans plus tôt. Cela n'empêche d'ailleurs pas le retour de difficultés que l'on ne connaissait plus. Ici ou là, on constate une augmentation du nombre des emplois proposés qui ne sont pas pourvus. « Déconcertant », écrivent les experts de l'OCDE, le phénomène signifie que les chômeurs « ne semblent pas avoir les compétences voulues pour occuper les emplois disponibles ».

On renoue donc avec d'anciens maux, alors qu'il paraît toujours aussi difficile de résorber le chômage. Tant et si bien que, malgré la reprise évidente, une part importante de la population est durablement tenue à l'écart de l'activité. La masse des chômeurs de longue durée pourraient s'enkystrer et faire figure de victimes, sinon d'exclus.

A l'évidence, les Etats-Unis profitent des effets de la dérégulation. D'une certaine façon, la Grande-Bretagne touche les dividendes de son extrême flexibilité, comme en témoigne le fait que le chômage y baisse depuis vingt-sept mois, grâce à de mirifiques programmes d'aide, cependant.

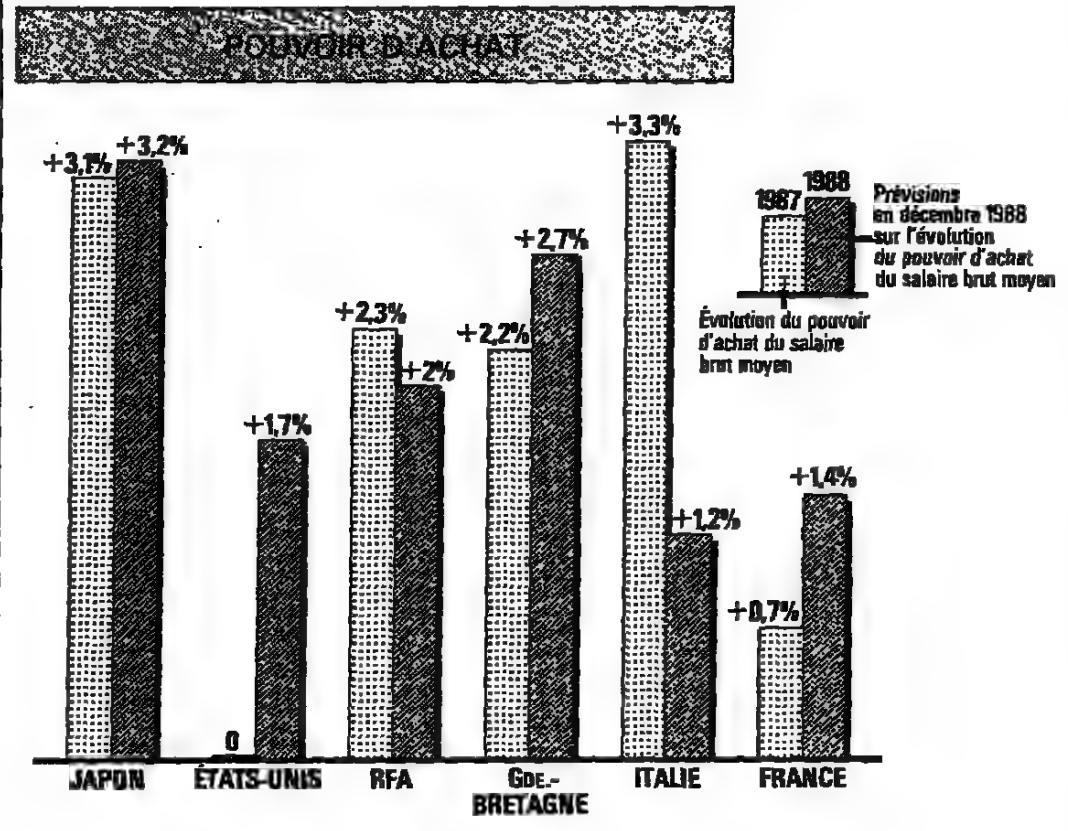
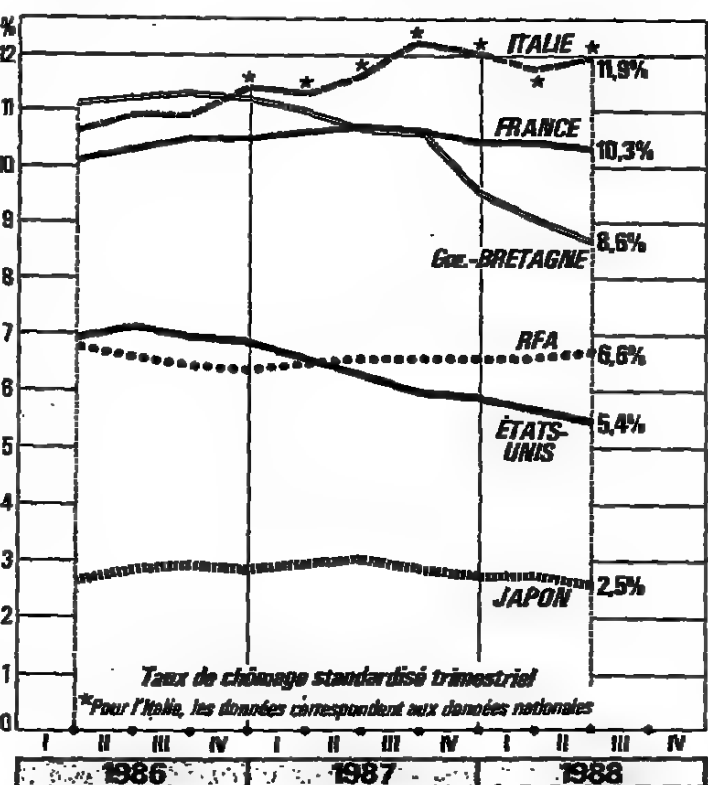
Avantagée (?) par la diminution de sa population active, sensible depuis 1986, l'Allemagne fédérale peut réussir ses restructurations et améliorer sa compétitivité. Mais des pays très rigides et à protection sociale forte, comme la Suède, s'en sortent tout aussi bien. Seule la France présente un cas différent puisque la création d'emplois ne peut pas logiquement absorber le volume excédentaire de nouvelles arrivées sur le marché du travail qui se maintiendra jusqu'en 2005 ou 2010, en raison de l'évolution positive de la population active.

Au-delà, ce sont les services qui ont le plus souvent fourni les cohortes d'emplois et plus spécialement les activités marchandes destinées aux particuliers tels que restaurants, garages ou menus travaux. La qualification et les salaires s'en sont ressentis, ainsi

que la nature même de ces emplois, à temps partiel, féminisés et relativement précaires. Les statuts sont moins protecteurs qu'ils n'étaient et le travail indépendant tend à se développer, parfois sous des formes proches d'un « faux salariat ».

Ces tendances, très fortes dans les pays anglo-saxons, montrent bien que le type de développement de l'emploi est en train de changer. Les emplois masculins de salariés traditionnels stagnent ou régressent tandis que les gains proviennent des femmes employées à mi-temps.

Quand l'emploi des femmes, en Grande-Bretagne, progresse de 2,9 % entre 1979 et 1986, celui-ci baisse de 4,4 % pour le travail à temps complet et augmente de 7,3 % pour le travail à temps partiel. Le même phénomène s'observe en France, en RFA, au Japon et aux Pays-Bas. En revanche, il ne se produit pas dans les pays qui se rapprochent du plein emploi comme la Suède, la Norvège, et maintenant les Etats-Unis. Un mouvement d'adaptation, en profondeur, est apparemment en cours qui entraînera une recomposition de l'emploi. Et du chômage.



Occasion manquée

UNE fois encore, les grandes puissances se sont affrontées sur le terrain des subventions qu'elles versent pour favoriser leurs exportations agricoles. L'idée américaine d'une « option zéro », visant à supprimer toutes ces aides dans les dix ans, n'a pas trouvé le moindre début de consensus, comme l'ont montré l'échec cuisant des négociations du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), et l'affrontement entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne.

Cet antagonisme a révélé les profondes mutations enregistrées ces dernières années par les échanges agricoles. En 1987, ils ne représentaient plus que 13,5 % du commerce mondial, contre 46 % en 1950. Une telle marginalisation doit être corrigée par les sommes en jeu : entre 1950 et

1987, les échanges agricoles mondiaux ont passé de 27 milliards de dollars à 340 milliards de dollars.

En 1987, les Etats-Unis ont, toutes aides confondues, versé 27 milliards de dollars de subventions à leurs fermiers et au négoce, tandis que la CEE, en contrepartie de mesures restrictives (quotas laitiers, plafonds fixés aux productions de céréales et d'oléagineux) apportait un soutien global de 23 milliards de dollars. Ces chiffres voisins cachent de grandes disparités entre une Amérique qui ne compte plus que 2,5 millions de paysans, et l'Europe verte qui en recense encore 11 millions.

La sécheresse qui a touché les grandes plaines des Etats-Unis pendant l'été, provoquant une baisse supérieure à 20 % de la

production céréalière américaine, aurait pu être l'occasion d'un assainissement des relations agricoles mondiales. Les Etats-Unis auraient en effet pu mettre à profit la hausse des prix qui a suivi pour réviser à la baisse leurs programmes de subventions et s'engager sur une voie plus raisonnable.

Les incidents climatiques qui ont suivi au Canada, dans le Maghreb et en Union soviétique, n'étaient-ils pas un « signe du ciel » ? Il n'en a rien été, même si la Chambre des représentants américaine a voté, en septembre, un plafonnement – à 8,8 milliards de dollars ! – des fonds alloués à la Commodity Credit Corporation, l'un des organismes habilités à distribuer les subventions en nature pour les exportations agricoles, vers les pays méditerranéens et les pays de l'Est en particulier.

Cette occasion ratée ne se représentera pas de si tôt. Malgré les besoins d'importations croissants manifestés par l'Inde et surtout la Chine (qu'on a cru à tort sur la voie de l'autosuffisance), le marché céréalière se contracte. Pour nombre de pays développés, l'heure est venue de ne plus asséoir leurs échanges agricoles sur des produits bruts comme le blé, le maïs, le soja, la viande ou le sucre, qui sont soumis à une concurrence croissante.

Il est temps de miser sur les produits transformés et souvent très élaborés de l'industrie agro-alimentaire, ou la valeur ajoutée est synonyme de devises. Actuellement, en Europe comme aux Etats-Unis, les excédents agricoles dépendent trop des produits de la terre pour que la course aux subventions s'arrête sans heurt.

FINANCES PUBLIQUES

Manque de coordination

EN apparence, l'année 1988 tranche par le recul assez substantiel des déficits publics exprimés en pourcentage de la production nationale. On a le sentiment que les années de rigueur paient. Mais les progrès réalisés résultent essentiellement du dynamisme imprévu de la conjoncture, qui se traduit par une croissance inespérée des recettes et par d'appréciables économies, notamment sur l'indemnisation du chômage. Que l'expansion s'affaiblisse et les choix difficiles ne pourront plus être éludés.

En outre, on peut s'inquiéter de voir les politiques budgétaires des principaux pays tourner progressivement le dos aux impératifs internationaux. La nouvelle administration américaine refuse à son tour, malgré un endettement extérieur difficilement tenable, de relever les impôts. En Allemagne et au Japon, les réformes fiscales, certes courageuses, s'inscrivent dans une optique d'assainissement budgétaire et négligent plus ou moins la stimulation interne. L'esprit des accords du Louvre ne souffle plus.

● **Etats-Unis : blocage.** — Malgré une conjoncture brillante, le déficit fédéral a cessé de se réduire en 1988 et une amélioration semble improbable l'année prochaine.

L'année budgétaire 1988, close le 30 septembre dernier, s'est soldée par un déficit de 155 milliards de dollars contre 151 milliards en 1987. Les recettes ont pourtant progressé vivement (+ 6,4 %) malgré l'application des allègements d'impôts sur le revenu votés en 1986. De plus, la sécheresse a fait monter les prix

agricoles, réduisant les subventions, et un relèvement des cotisations a gonflé l'excédent du régime des retraites. Mais, la hausse en valeur des dépenses s'est aussi accélérée sensiblement (+ 5,9 %), surtout pour le social (+ 6,5 %) et les versements d'intérêts (+ 6,7 %), qui absorbent respectivement 48 % et 14 % des crédits.

Les économies péniblement adoptées après le krach boursier n'ont donc pas empêché une nouvelle aggravation du découvert fédéral dans un contexte de quasi plein emploi. Certes l'excédent des collectivités locales limite le déficit public global à quelque 2 % du PNB. Comme cela représente encore le tiers de l'épargne privée, il faudra bien réactiver l'assainissement budgétaire.

● **Japon : consolidation.** — Après l'intermède dépensier de 1987, le cap a été remis sur la réduction de la dette et la modernisation fiscale.

L'exercice 1988, achevé le 31 mars prochain, est marqué par un freinage des dépenses de l'Etat, malgré une progression encore sensible des crédits militaires (+ 5 %) et des travaux publics financés par la privatisation de NTT. Compte tenu d'une réduction de l'impôt sur le revenu, le budget est globalement à peu près neutre, et c'est la vigueur inattendue de l'expansion (5,7 %) qui devrait ramener le déficit de l'Etat de 2,7 à 2,4 % du PNB. Le solde des administrations publiques serait presque équilibré.

● **Allemagne : resserrement.** — Après un léger assouplissement l'année écoulée, on s'oriente vers un tour de vis fiscal dont l'opportunité peut sembler discutable.

La loi de finances 1988 a été marquée par un allègement de 14 milliards de marks des impôts directs, décidé sous la pression internationale. Conjoint à un certain dérapage des dépenses, il a fait craindre une forte aggravation du déficit. En réalité, grâce au gonflement cyclique des rentrées fiscales et aux dernières privatisations (Volkswagen et Viag), il est seulement passé de 28 à 36 milliards de marks (1,7 % du PNB). Un creusement entièrement imputable aux pertes de change subies par la Bundesbank.

● **Royaume-Uni : paradoxe.** — Bien qu'elle ait réussi à concilier baisse prolongée des impôts et restauration de l'équilibre budgétaire, la stratégie financière des conservateurs apparaît mal adaptée à une conjoncture de plus en plus inflationniste.

Le budget de l'exercice 1988, clos le 31 mars 1989, reposait sur l'hypothèse erronée d'une modération de la croissance justifiant de nouvelles largesses fiscales. Le nombre de taux d'imposition sur le revenu a été réduit à deux (25 % et 40 %) et la discipline sur les dépenses quelque peu relâchée. Mais on estime maintenant l'expansion à 5 % au lieu des 3 % projetés initialement.

L'excédent du secteur public atteindrait 10 milliards de livres (2 % du PIB), et non 3 milliards comme prévu, à cause de la réévaluation des recettes et de la chute du chômage. En fait, le surplus hors privatisations se limite à 4 milliards de livres, ce qui est insuffisant pour contrebalancer le dérapage de la demande intérieure et des importations.

DETTE

Une nouvelle stratégie

POUR les pays endettés, l'année restera celle d'une lassitude tempérée d'une lueur d'espoir. Si les statistiques faisant état d'une dette globale du tiers-monde de 1 320 milliards de dollars ne sont guère encourageantes, un consensus s'est dégagé entre les créanciers sur une nouvelle stratégie de réduction de l'endettement.

Les deux grands groupes posant problème, les pays surendettés – en majorité latino-américains – et les pays africains, restent confrontés à une situation explosive. En dépit d'une croissance de 2 % chez les premiers, de 3 % chez les seconds, le revenu par habitant n'a toujours pas retrouvé son niveau de 1980.

Les investissements ont encore accumulé les retards, alors que les remboursements représentaient toujours une part insupportable des recettes tirées de l'exportation : 35,5 % pour les nations à revenu moyen, 20,5 % pour l'Afrique subsaharienne. Encore ce dernier chiffre sous-estime-t-il la réalité. S'ils avaient réglé toutes leurs échéances, les Africains auraient dû consacrer 47 % de leurs ressources extérieures.

Cette réalité est masquée par les chiffres globaux : un service de la dette de 21,5 % en moyenne en 1988 contre 22,6 % l'année précédente, sur fond de croissance ferme, soit 4,4 % pour l'ensemble du tiers-monde. En dépit d'efforts d'assainissement passant par plus de rigueur budgétaire, des mesures de privatisation ou de déréglementation, les pays endettés restent extrêmement vulnérables, alors que les banques commerciales répugnent toujours à leur accorder de nouveaux crédits.

L'« argent frais » octroyé par la communauté bancaire internationale en 1988 n'a représenté que 7,5 milliards de dollars. Un effort marginal si l'on exclut les 5,2 milliards de dollars dont a bénéficié le seul Brésil après avoir abandonné le moratoire imposé en février 1987. Les pays latino-américains qui jouent toujours la carte de la concertation ont, en

outre, quelque raison de s'inquiéter des tensions sur le loyer de l'argent.

Près des trois quarts des crédits aux plus lourdement endettés sont assortis de taux d'intérêt flottants. Une hausse d'un pour cent du Libor (taux interbancaire de Londres) se traduit par un renchérissement automatique de quelque 5 milliards de dollars des remboursements annuels. Or le Libor a augmenté de 1,6 point entre janvier et novembre 1988. Ce poids est d'autant plus lourd de conséquences que les pays à revenu intermédiaire ont encore remboursé 30 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu.

Conscients des dangers accumulés, créanciers et débiteurs n'ont cessé d'affiner leur approche. Les réajustements de dettes comportent désormais des choix d'options multiples pour les banques. Après avoir eu recours à l'échange de créances, ces dernières utilisent de plus en plus les systèmes de conversion en actifs ou acceptent, comme dans le cas de la Bolivie, puis du Chili, que ces pays rachètent une part de leur dette au prix du marché parallèle, avec une décote.

Ce type de transactions a représenté quelque 30 milliards de dollars en 1988 contre 12 milliards un an auparavant. L'idée longtemps intangible du remboursement total de la dette abandonnée, l'imagination se concentre désormais sur les moyens d'en annuler purement et simplement une partie.

Les gouvernements créanciers ont ouvert la voie en s'attaquant au problème des pays africains dont l'essentiel de l'endettement extérieur est garanti. Les propositions françaises présentées lors du sommet des nations industrielles à Toronto en juin 1988 ont trouvé de premières applications au sein du Club de Paris, qui réunit les créanciers publics du tiers-monde. Ces derniers peuvent, au choix, opter pour une annulation de 30 % des remboursements, réduire les taux d'intérêt ou allonger les délais de paiement.

هكذا من الأصل

L'ÉTAT DE LA FRANCE

PRODUCTION

Un grand élan

La production industrielle a fortement progressé : d'un peu moins de 5 % en glissement (décembre 1987 à décembre 1988) : d'un peu plus de 5 % en moyenne annuelle (1988 comparée à 1987). Ainsi s'est confirmé un redémarrage manifeste des 1987, après six années de totale stagnation.

Le décollage s'est produit au printemps 1987. Il s'est accéléré au début de 1988 grâce à un hiver particulièrement doux et à un nombre de jours travaillés plus élevé que d'habitude. Après un léger ralentissement aux deuxième et troisième trimestres, la fin de l'année a été marquée par une nouvelle accélération qui faisait très bien augurer du premier semestre 1989.

Année brillante donc pour toutes les branches. Les industries produisant des biens intermédiaires ont été les plus sollicitées, progressant de 6 % en moyenne, ce qui est remarquable, grâce à une forte demande mondiale (l'acier lui-même est redevenu un bien difficile à trouver) et à une activité très soutenue de la construction et des travaux publics.

Les industries produisant des biens d'équipement ont un peu moins profité de la très bonne conjonction, progressant tout de même de 4,3 %, exportant beaucoup mais ne satisfaisant que très partiellement l'impressionnant effort d'investissement des entreprises françaises dont beaucoup ont dû acheter à l'étranger. Enfin, si les industries de biens de consommation ont elles aussi participé au grand élan de 1988, ce fut dans une moindre mesure (+3,9 % en moyenne), malgré une demande mondiale forte.

La palme est revenue à l'industrie automobile dont la production a réalisé des scores étonnants : +7,4 % en glissement, +8,4 % en moyenne annuelle, après déjà +7 % en 1987 et +6 % en 1986. A la fin de l'année 1988, le marché intérieur se resserrait, mais la demande étrangère semblait redoubler de vigueur.

L'excellente conjonction mondiale explique en grande partie le regain industriel français : la demande de produits manufacturés adressée à la France par l'étranger a augmenté de 8,5 % en moyenne, après déjà +6,7 % en 1987. Ce stimulant extérieur est plus de deux fois plus important qu'entre 1980 et 1986 (+3 %).

La reconstitution des stocks a également joué un rôle important dans le boom de 1988, même si son influence a été un peu moindre qu'en 1987. Elle a été très importante au début 1988 dans le commerce en général, et plus particulièrement pour l'automobile, montrant qu'une fois encore les chefs d'entreprise qui ne croyaient pas à la poursuite d'une forte croissance ont été pris de court par la vigueur de la demande.

Cependant, la pénétration du marché intérieur français s'est encore accrue pour atteindre 34 %. Pour les seuls biens d'équipement - très demandés par les entreprises françaises, - 60 % de la demande supplémentaire ont été fournis par l'étranger. L'insuffisance des stocks n'explique sûrement pas à elle seule cette perte pour les entreprises françaises.

Malgré des efforts récents, l'industrie nationale n'est toujours pas capable de fournir en qualité et en variété les productions actuellement demandées par le marché.

INVESTISSEMENT

Forte accélération

APRÈS des années de recul, les dépenses d'investissement des entreprises françaises ont recommencé à croître à partir de 1985. Cette reprise, d'abord timide, s'est affirmée par la suite pour déboucher sur l'excellente année 1988.

Toutes les entreprises ont participé à ce mouvement, y compris les grandes firmes nationales qui avaient réduit leurs dépenses d'équipement - et de façon importante - depuis plusieurs années. En 1988, leurs investissements ont progressé de 3 % en volume du fait surtout de la montée en puissance des travaux du TGV atlantique, du fait aussi des nombreux achats d'Air France et d'Air Inter, qui ont renouvelé leur flotte.

Toutefois, les plus belles performances ont été accomplies par l'industrie concurrentielle (privée et publique), qui, après avoir augmenté ses dépenses de plus de 7 % en volume en 1987, les a fait croître de 12 % en 1988. L'automobile a largement participé à ce mouvement, qui laisse bien augurer de l'avenir, mais également les industries fabriquant des biens de consommation (exception faite pour le cuir et la chaussure), les industries agro-alimentaires et celles produisant des biens intermédiaires, sauf la métallurgie. Une seule exception, surprenante compte tenu de la vigueur de la demande : les industries de biens d'équipement professionnels, qui, fin 1988, avaient tout juste commencé à accélérer la cadence.

Ce sont finalement les petites et moyennes entreprises qui se sont révélées les plus dynamiques, et de loin. Les grandes firmes qui avaient relancé le mouvement en

1985 et qui appartenaient aux secteurs lourds (sidérurgie, métallurgie) ont hésité jusqu'au bout à se lancer dans des programmes importants.

En fin d'année, pourtant, Pechiney sautait le pas en annonçant la création d'une usine d'aluminium à Dunkerque ; Peugeot associé à Fiat en faisait autant, projetant d'investir 3 milliards de francs près de Valenciennes pour la fabrication de véhicules utilitaires ; Saint-Gobain s'apprêtait de son côté à créer une unité de production de verre dans le Sud-Ouest. Et l'on attendait la sidérurgie pour 1989.

Les entreprises, gênées par des « goulets d'étranglement » qui les empêchent de produire davantage, s'équipent maintenant pour accroître leurs capacités, utilisées fin 1988 à 85 %. Les taux d'intérêt très élevés n'ont pas été une gêne : les firmes françaises autofinanciant fin 1988 leurs dépenses d'investissement à plus de 90 %. Cette indépendance nouvelle vis-à-vis des financements externes - bancaires surtout - a été rendue possible par des coûts salariaux unitaires en baisse qui ont permis de dégrader - malgré les prix croissants des matières premières - des taux de marge de plus en plus confortables.

Ce très important effort d'équipement ne portera ses fruits que lentement sur le commerce extérieur (moindres importations) et sur les prix (moindres tensions). Le stock de capital en France n'augmente en effet depuis 1987 qu'à raison de 2 % l'an, un nombre croissant d'équipements installés il y a une douzaine ou une quinzaine d'années étant progressivement déclassés.

EMPLOI

Embellie

PERSONNE, il y a un an, n'aurait imaginé que 1988 s'achèverait avec mieux qu'une « croissance zéro » du chômage. Et c'est pourtant ce qui s'est produit au cours d'une année fertile en rebondissements. Michel Rocard, peut-être par excès de prudence, ayant notamment annoncé deux cent cinquante mille chômeurs supplémentaires pour prix de l'héritage chiraquien.

« L'embellie » est intervenue en août. Après un premier recul, à la fin de ce mois, les chiffres officiels enregistrèrent, en septembre, la plus forte décade de chômage jamais connue depuis 1978 (-2,1 %). Différents pour cause de grève des PTT, les résultats d'octobre et de novembre confirment ce vaste repli avec des baisses de 0,8 % et de 1,2 %, respectivement. Depuis le début de l'année, on compte 65 200 chômeurs de moins (-2 %).

Brusquement, les bonnes nouvelles s'accumulent. On a bien créé de l'emploi en 1987, après la relative stabilité de 1985 et de 1986 : avec soixante-dix mille ou cent mille salariés de plus, selon les estimations de l'INSEE ou de l'UNEDIC. Mieux, il apparaît que, loin d'être une divine surprise, l'envoie se poursuit en 1988.

A la fin du troisième trimestre, l'INSEE affichait une augmentation de 0,9 % des effectifs salariés depuis janvier, soit 120 000 emplois supplémentaires. Plus optimiste, l'UNEDIC constatait une croissance de 1,5 % sur la même période, et comptabilisait donc 190 000 personnes de plus avec un emploi. A ce rythme, prévoyait-on, les 260 000 seraient atteints en décembre.

Pour le chômage, d'abord, la peine arrivait au pouvoir, les

ministres du travail ont aussitôt relancé la machine du traitement social et vite gommé les effets négatifs de l'interruption. Pour autant, ils n'ont pas conjuré les menaces qui pèsent sur l'avenir avec les abus inhérents à cette méthode. Surtout, et cela était imprévisible, les arrivées nouvelles sur le marché du travail ont été moins importantes que ne le laissait craindre une tendance naturelle. 100 000 personnes supplémentaires se sont présentées, au lieu des 180 000 attendues, notamment parce que les jeunes, redoutant le chômage, suivent plus longtemps des études.

Pour l'emploi, ensuite. Longtemps imperceptible, le mouvement commencé au second semestre de 1986 n'a cessé de s'enfler, sans qu'on y prenne vraiment garde. Habitués à mesurer l'évolution du salariat traditionnel, les instruments statistiques ont imparfaitement saisi le changement qui s'opère dans les formes d'emploi et les statuts. Car, s'il y a eu création de postes de travail, ceux-ci sont marqués par la précarité : trois embauches sur quatre sont réalisées avec des contrats limités dans le temps.

Cette double conjonction d'événements offre une opportunité dont s'est saisi le gouvernement Rocard avec son plan pour l'emploi de septembre 1988. Proclamant l'urgence, il se propose de revoir le dispositif de traitement social en le moralisant et cherche de nouveaux outils, plus simples mais durables. Ainsi sont nées les exonérations de charges pour les créateurs d'entreprises, les employeurs d'un premier salarié et l'abaissement du taux de cotisation pour les allocations familiales, toutes mesures qui visent à abaisser le coût du travail.

ÉCHANGES

Espoirs

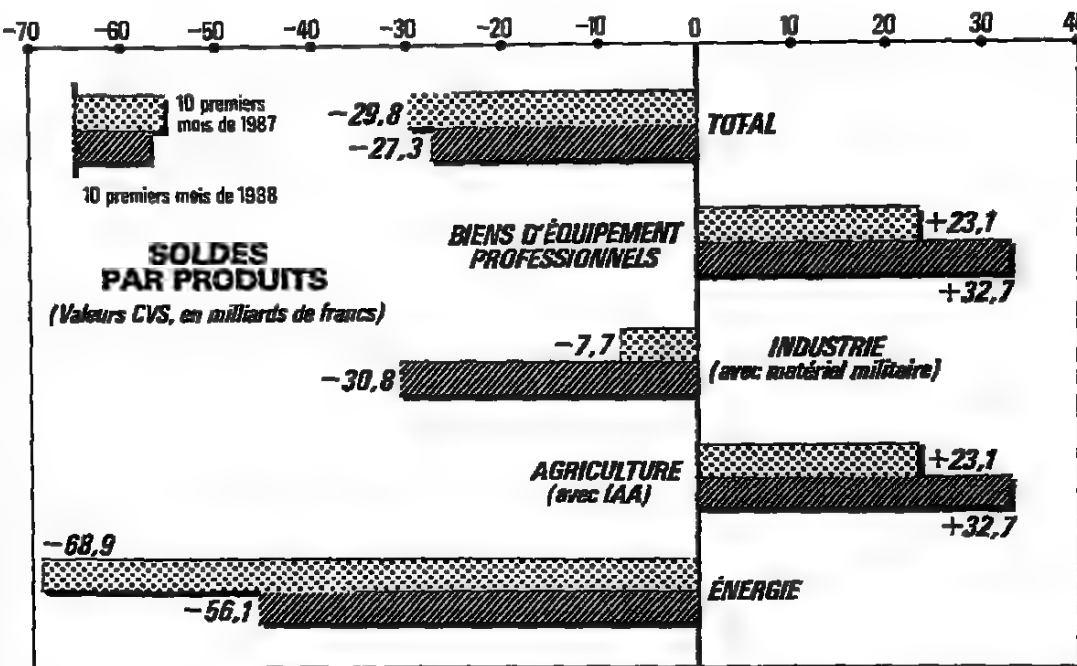
Le déficit des échanges commerciaux - environ 30 milliards de francs - aura été plutôt inférieur à celui creusé un an auparavant (31,5 milliards en 1987). Ce résultat médiocre, mais sûrement pas dramatique, a finalement justifié les hésitations du gouvernement. Celui-ci, tenté de rétablir la situation en freinant des importations dévastatrices, ne s'est pas résolu à durcir la rigueur afin de préserver ce qui lui paraissait l'essentiel : une forte croissance économique créatrice d'emplois.

Cependant, depuis 1987, la compétitivité des prix français s'est stabilisée et, en 1988, l'industrie a cessé de perdre des parts de marché dans un monde en pleine euphorie. Les entreprises françaises en ont profité pour réorienter leurs ventes en direction des pays industrialisés. La part de l'OCDE (CEE comprise) dans les exportations nationales a augmenté d'un point en un an, et représente maintenant 80 % (70 % en 1980).

Enfin, si l'effondrement du solde des échanges de produits manufacturés pose un gros problème dans l'immédiat - la tenue du franc, notamment - certaines des causes de cette détérioration sont positives à terme. Les chiffres montrent en effet que, depuis la mi-1987, la France exporte de plus en plus à l'étranger (+8 % en volume en rythme annuel), profitant, certes, d'une très bonne conjonction mondiale, mais démontrant que les produits français sont appréciés pour leur qualité et acceptables pour leurs prix.

C'est un premier motif d'espoir. De plus, la très forte poussée des importations (+11,5 % entre le troisième trimestre 1987 et le troisième trimestre 1988), qui a perturbé très fortement les échanges commerciaux de la France, s'explique, pour moitié environ, par des achats de biens d'équipement professionnels, qui sont le gage d'exportations futures.

La hausse probable des cours du pétrole au premier semestre 1989 pourrait annuler la montée en puissance des ventes aéronautiques et stabiliser le déséquilibre commercial aux niveaux de 1987 et 1988. Reste que deux à trois milliards de déficit par mois sont supportables pour une économie en vive croissance, investissant beaucoup et préparant l'avenir.



PRIX

Modération maintenue

LES bons résultats obtenus ces dernières années en matière de désinflation n'ont pas été remis en cause, même si l'on n'a pas accompli de nouveaux progrès.

Les prix à la consommation ont augmenté de 3 % entre le début et la fin de 1988, soit à peu près comme en 1987 (+3,1 %). En moyenne annuelle cependant, le score 1988 est meilleur que celui de 1987 : +2,7 % contre +3,1 %. Si l'on ne tient pas compte de l'énergie dont les prix fluctuent amplement au fil des années pour des raisons échappant en partie aux mécanismes du marché, la désinflation se stabilise en glissement (+3,3 % en 1988 contre l'année précédente), mais s'accroît en moyenne annuelle (+3,1 % après +3,8 %).

Le fait nouveau apparaît en 1988 est l'accélération très nette des prix des produits alimentaires, malgré la baisse de la TVA (de 18,6 % à 5,5 %) sur les boissons non alcoolisées, intervenue le 8 juillet. Le rythme des hausses dans l'alimentation a doublé, passant de 0,8 % au premier semestre à 1,5 % au second.

Ce résultat traduit la forte augmentation des cours des produits tropicaux - ceux des corps gras notamment - mais aussi les consé-

quences de décisions de politique européenne - les quotas laitiers - qui au travers des abattements ont renchéri les prix de la viande et des produits laitiers. Les intermédiaires (pour les fruits) et les lois cycliques de la production animale (pour le porc) ont fait le reste.

Ces tensions, qui risquent de se prolonger en 1989, ont été heureusement compensées par la sagesse avec laquelle ont évolué les prix des produits manufacturés du secteur privé : +2,2 % en glissement, après +2,1 % en 1987 et +4,5 % en 1986 (+2 % en moyenne annuelle, après +3,3 % en 1987 et +5 % en 1986). En suivant les prix hors taxes, c'est-à-dire en éliminant les baisses des taux de TVA, la hausse des prix des produits manufacturés a été moins forte en 1988 (+2,5 %) qu'en 1987 (+2,7 %).

Les prix des services privés, complètement libérés début 1987, ont continué d'augmenter rapidement (+5,3 % en glissement, +5,6 % en moyenne annuelle), moins vite tout de même qu'en 1987 (+7,8 % quel que soit le mode de calcul). L'écart de hausse avec la moyenne des prix manufacturés est donc réduit de presque moitié.

BUDGET

Aisance

TRÈS à la mode il y a quelques années, quand M. François Mitterrand s'était engagé à les réduire, les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations de sécurité sociale) n'ont pas beaucoup fait parler d'eux en 1988. Ils sont pourtant restés à des niveaux qui les situent parmi les plus élevés des pays industrialisés.

Ce soudain désintérêt n'a rien de surprenant : en 1988, la croissance économique a été très vigoureuse, prolongeant la forte reprise qui s'était manifestée dès le printemps 1987. Les prélèvements fiscaux et sociaux ont été beaucoup moins ressentis qu'il y a quelques années, comme c'est toujours le cas quand l'activité est forte.

On paie plus à l'Etat, non parce que les taux d'imposition s'alourdissent, mais parce qu'on gagne davantage d'argent (effet d'assiette). Telle a été l'explication du haut niveau des prélèvements obligatoires de 1987 et 1988, malgré les baisses de taux de nombreux impôts (impôts sur les sociétés, impôts sur le revenu, TVA).

L'abondance des rentrées fiscales a eu comme effet de réduire notablement les besoins de financement des administrations publiques - leur déficit, revenus de 2,7-2,8 % en 1985-1986 à 1,8 % en 1988 et qui, selon les comptes officiels, devraient encore baisser en 1989 à 1,6 % du PIB.

Le budget de 1988, voté à l'automne 1987, par une assemblée majoritairement de droite, avait prévu un déficit de 114,9 milliards de francs, après 120 milliards de francs l'année précédente. Les charges de la dette publique augmentaient de 4,1 % : les dépenses civiles de fonctionnement (salaires des fonctionnaires) et d'intervention (aides de l'Etat en matière économique et sociale) s'accroissaient de 0,3 %, et les dépenses d'investissement de 0,6 %. Quant au budget militaire, il augmentait de 2,5 %.

Au total, les dépenses de l'Etat progressaient officiellement de

3 %, en fait sensiblement plus vite, un certain nombre de dépenses (20 milliards de francs) étant financées hors budget général par les fonds tirés des privatisations. Ce budget prévoyait 17,2 milliards de francs de baisse d'impôts pour les particuliers et 14,5 milliards de francs pour les sociétés.

Fin 1988, la charge de la dette publique se révélait nettement plus lourde que prévue : 112 milliards de francs au lieu de 104 milliards ; les dépenses de fonctionnement et d'intervention dépassaient de 15,7 milliards de francs les chiffres fixés au plus tôt. Les dépenses civiles en capital, elles aussi, étaient plus élevées de 8,5 milliards de francs.

Au total, les charges de l'Etat se révélèrent supérieures de 32,8 milliards de francs à ce qui avait été prévu à l'automne 1988. Pourtant, le déficit budgétaire restait fixé à 114,9 milliards de francs, grâce à des recettes fiscales beaucoup plus abondantes que prévu (une quarantaine de milliards de francs).

Le RMI

MARQUÉE par d'importants conflits catégoriels dans les services publics, motivés par des revendications salariales, la fin de l'année 1988 a connu aussi une innovation majeure dans la lutte contre la pauvreté, l'instauration d'un revenu minimum, financé par un « impôt de solidarité sur la fortune » (ISF) - tandis qu'on retardait encore, grâce à la bonne conjonction, les décisions sur le financement difficile des retraites. La loi votée le 30 novembre permet d'attribuer à toutes les personnes de plus de vingt-cinq ans, français ou étrangers ayant un titre de séjour de trois ans au moins, un « revenu minimum d'insertion » (RMI) de montant variable selon leurs ressources et la taille de leur famille.

L'allocation, accordée pour trois mois à un an, s'accompagne d'un « contrat » prévoyant des « activités d'insertion » (travail ou formation notamment) pour le bénéficiaire : elle peut être suspendue si celui-ci ne respecte pas ses engagements. Ce « RMI » pourrait à terme être versé à 500 000 ménages et coûterait 6 milliards de francs à l'Etat.

Certains, notamment à droite, souhaitent que les « activités d'insertion » soient une « contrepartie » à l'allocation, d'autres qu'elles soient un droit pour le bénéficiaire, mais qu'on tienne aussi compte de ses possibilités et qu'on évite le « contrôle social ». Mais le débat le plus vif a porté sur le rôle des collectivités locales.

L'allocation est attribuée conjointement par le préfet et le président du conseil général qui coproduisent un « conseil départemental d'insertion » ; les conseils généraux doivent consacrer à l'insertion une somme égale à 20 % du montant des allocations versées dans le département. Si l'Assemblée nationale a adopté le projet gouvernemental presque à l'unanimité, le Sénat l'avait profondément modifié en remettant à partir de 1992 la responsabilité du RMI aux départements et en plafonnant les dépenses de ceux-ci, enfin en donnant la majorité aux élus dans les commissions d'insertion, ce que le gouvernement a refusé.

MUSIQUES

« La Favorite » mise en scène par Pavarotti à Venise

Message en creux

Le ténor italien assure la régie d'une œuvre de Donizetti qui fut l'un de ses grands succès. Il ne s'est pas trouvé de vrai successeur dans le rôle du héros.

Maestro Pavarotti, cette *Favorite* que vous avez tant et tant chantée, où vous fûtes un Fernando aux ailes de feu et au legs impeccable (1), cet opéra de Donizetti où chaque rôle est une victoire à gagner et que (bien qu'il fut créé à Paris) les Français ne se risquent jamais à monter, oui, monsieur Pavarotti, pourquoi avoir choisi la *Favorite* de Donizetti pour changer de casquette et faire à Venise, la veille de Noël, vos débuts dans la mise en scène ?

La réponse donnée par le « *temprissimo* » dans le programme de la Fenice (et dans le *Monde* du lundi 20 décembre) est un régal pour l'aficionado un peu sensible aux messages codés. « Cette règle, répond-il, j'ai choisie de l'assumer parce que (dans l'ordre) : la grandissime artiste Shirley Verrett m'avait promis d'en exécuter la *ré-écriture* ; parce que la distribution pouvait être complétée par quelques jeunes chanteurs italiens de talent. »

Ah ! le dépit qu'a dû éprouver Pietro Ballo en se retrouvant ainsi noyé dans la vague des petits jeunes qui montent ! Alors qu'il n'est plus tout à fait au bercail, qu'il est même assez avancé dans le métier pour avoir voyagé, par exemple, jusqu'au palais Garnier (comme remplaçant de Neil Shicoff dans *Rigoletto* en 1988). Mais chez Ballo, si les aigus sont là, manquent le legato et le rubato.

Ce que Pavarotti n'a pas dit, mais ce que chacun a compris, c'est qu'à

part lui, Luciano, il n'existe plus en Italie de ténor dont la voix ait à la fois assez de corps, assez de fruit et assez de liant pour faire fondre les foules dans ce Donizetti de série B. Non qu'il n'ait cherché bien, et un peu plus loin de lui, il n'est pu trouver quelques honorable remplaçant. Un Plácido Domingo par exemple. Mais la présence d'une telle star au casting eût sans doute exagérément alourdi la production.

La *Favorite* n'aura, au demeurant, jamais cessé de subir des alégements. A la version originale en français, créée en 1840 dans notre Opéra, succéda trois ans plus tard, pour la Scala, une version en italien considérablement écourtée, à une seule et notable exception près : les a-parte de la grande scène de l'acte II, annonciateurs incontestables du meilleur Verdi.

Intermède obligé du grand opéra à la française, mais fort peu dans la veine italienne contemporaine, comme l'avait prouvé Rossini dans son *Guillaume Tell* (le *Monde* du 13 décembre), le ballet fut également, dès cette époque, proprement supprimé. Ajouter à cela l'omission « traditionnelle » de la dernière scène (l'ultime tirade du héros étant elle-même réduite à un pleur suivi d'un cri) : la *Favorite*, telle qu'on peut l'entendre (en italien) aujourd'hui, reprend allègrement des révolutions en trébuchet et d'antennes en pampolons, à un rythme digne d'un thriller à l'américaine.

Deux mariages, l'un cassé, l'autre célébré ; deux entrées dans les ordres, l'une différée, l'autre réalisée ; un retour de bataille, un conflit entre pouvoir temporel et séculier, le tout en quatre actes de moyenne durée, sans le moindre repère chronologique ni éclaircissement psychologique : chaque spectateur est libre de son exégèse. A tel point que lors-



Shirley Verrett et Paolo Coni

que Léonore meurt sans sommation sous la croix de Saint-Jacques-de-Compostelle, certains n'ont vu d'explication à sa retraite précipitée que la comédie hystérique ou le raptus psychotique.

Entasse désespérée

Et pourtant, la *Traviata* n'est pas loin ! Sous les ors de l'Espagne du quatorzième, entre les piliers ouvragés des palais de style maures-

que, sous la défroque déjà un peu usée du grand opéra historique façon Meyerbeer, se cache, ici le thème autrement moderne de l'amoralité. Exclusion obligée de la « femme éternelle » par la société qui ne l'accueille que pour la tuer. Léonore est « une *Jezebel* », dit encore plus clairement que chez Verdi, le livret de la *Favorite*. Et c'est la chrétienté, par la voix du moine Balhazar, qui ordonne au roi d'Espagne de la répudier. Ainsi

passé en filigrane le thème de l'intolérance radicale, évoqué de façon curieusement semblable dans un roman comme *la Juive de Tolède* (2).

Quelle *Favorite* que Shirley Verrett ! D'emblée « excommuniée » par sa peau noire, par sa voix d'une tout autre beauté que celle que l'on enseigne dans les conservatoires. Le rôle (que Donizetti écrivait à l'intention de la mezzo Rosine Stolz, envers et contre tous les usages de l'étrange-soprano) couvre une étan-

due exceptionnelle. Les graves poitrinés sont réservés à l'expression du désespoir, les aigus à celle d'une certaine extase désespérée. Ce rôle morbide est frappé musicalement d'étrangeté, comme le signale son accompagnement au troisième acte par la harpe et les cors.

Verrett, loin d'y souffrir vocalement, montre qu'elle est faite pour ces emplois démesurés, que le grave est son domaine. La révélation de la soirée, ce n'est donc pas la mise en scène, involontairement égayée par des éclairages vieillissants de la Fenice et par l'épée que Fernando sortant toute tordue de son fourreau — mise en scène de chanteur, qui ne demande rien d'autre aux protagonistes que de chanter tranquillement à l'avant-scène, tandis que la foule des courtisans s'écoule sagement sur les côtés et que les hommes d'armes tiennent leur garde crispée dans une symétrie parfaite.

La vraie révélation, c'est le roi. Un baryton, tout jeune celui-là. Une voix puissante et aérée, à la fois tour de scélérat et d'équité (c'est toute la difficulté du rôle écrasant d'Alfonso XI), une voix qui ne demande qu'à oser. Celle de Paolo Coni qui va, lui, beaucoup voyager.

ANNE REY.

* Les 29 décembre, 10 et 13 janvier à 20 heures. Les 27 décembre et le 12 janvier à 18 h 30. Le 15 janvier à 16 heures. Théâtre de la Fenice. Tél. : (09) 39-41-52-10-161. L'orchestre et les chœurs viennent sont placés sous la direction de Gabriella Ferro.

(1) L'enregistrement en trois microsillons avec Pavarotti, Consorto, Berio, Gheorghiu et Corubas, direction Boynag, reste disponible chez Decca. (2) Ce roman de Lion Feuchtwanger (l'auteur du *Juif Süss*), dont l'intrigue évoque curieusement celle de la *Favorite*, a été réédité en format de poche dans la collection « Grands romans historiques » chez Presses Pocket.

Bruckner par Barenboim

Dans la forêt romantique

Un des bienfaits de Daniel Barenboim à l'Orchestre de Paris, qu'il va quitter l'été prochain, est d'avoir familiarisé ses musiciens avec l'œuvre colossale de Bruckner pendant ces quinze dernières années.

Barenboim est pleinement à l'aise dans la forêt romantique de la *Symphonie*, débarrassant les cerfs et les biches, voire les mammoth ou les rhinocéros... Avec une gestuelle vigoureuse, mais qui fait corps avec la musique, il trouve infatigablement les bons temps, qui parfois le fuient dans Schubert ou Beethoven, il dégage les vastes perspectives, dynamise les puissants alliages de cuivres, illumine les grandes transitions qui nous font accéder de la sombre rumination à la splendeur radieuse de la foi.

Et dans le finale, l'entasse avec enthousiasme, blocs sur blocs, des octaves titaniques au milieu de cet immense panorama d'une nature comme réconciliée avec l'homme, où se mêlent les marches, les chants agrestes, les prières et les actions de grâce, en une extraordinaire mosaïque de thèmes.

S'il n'a pas encore les profondeurs abyssales et les transparences de la Philharmonie de Berlin ou de Vienne, l'Orchestre de Paris, aujourd'hui, respire déjà à pleins poulmons sur les cimes de cette musique qui exalte ses couleurs somptueuses.

Auparavant, c'était le Bruckner le plus simple, le plus dépouillé, malgré sa science, que faisait revivre le très beau chœur de l'Orchestre de Paris. Arthur Oldham, le gentleman à la barbe de prophète, avait choisi cinq *Motets* à capella, tendres, limpides, naïfs, aux polyphonies plaquées, qui glissaient délicieusement enure ces voix veloutées, si bien polées et harmonisées par ses soins, jusqu'aux aulxieux érudits puis très doux du *Virga Jesse*.

JACQUES LONCHAMPT.

« Mort de la reine du disco », Sylvester James. Le chanteur de disco et de soul américain Sylvester James est mort du SIDA, le 18 décembre, à San Francisco. Ce travesti, surnommé la « reine du disco », avait atteint la notoriété dans la seconde moitié des années 70, avec la vogue du rock décadent. Il avait notamment chanté *Loverman*, *Sleep Two*, *You Make Me Feel*. Il avait fait une apparition au Palais en 1979.

Rencontre avec Alain Lévy, de Polygram International

Le show-biz s'emballe

Nouveau vice-président exécutif de Polygram International, Alain Lévy est le premier Français appelé à la responsabilité des variétés internationales au niveau mondial d'une société phonographique multinationale considérée comme la troisième des « majors » après Warner et CBS. Cette nomination dans l'équipe dirigeante d'un groupe d'origine hollandaise et à sensibilité européenne, se produit à un moment où certains signes semblent indiquer des changements dans le comportement de ce grand public, principale clientèle de l'industrie discographique.

Cette année, dit Alain Lévy, des chanteurs de renom n'ont pas rempli les salles. Ces chanteurs sont en pleine maturité, ils ont vendu parfois plusieurs centaines de milliers d'albums dans les douze derniers mois. Mais ils n'ont pas eu la chance d'avoir un 45-tours figurant au TOP 50. Le public semble de moins en moins fidèle à un artiste et de plus en plus exigeant d'immédiateté.

C'est une situation malsaine, et qui semble se produire un peu partout en Europe. En Grande-Bretagne, il y a eu récemment un problème éditorial avec les hit-parades où les titres entrent et sortent comme une étoile filante : à peine une présence moyenne de trois semaines, contre dix il y a quatre ans et vingt encore en France. Dans ces conditions, on n'a plus le temps de « sentir » un artiste. Il y a une sorte de terrorisme de l'éphémère. Le système roule à une telle vitesse qu'à peine le disque est-il arrivé en France qu'en Grande-Bretagne il a déjà subi la loi de la saturation.

Les jeunes sont passés à autre chose. Leur intérêt se fixe davantage aujourd'hui, et sur un temps très court, sur une chanson, sur un phénomène, que sur un artiste. C'est inquiétant pour les auteurs-compositeurs et interprètes qui ont l'ambition naturelle de développer une longue aventure. C'est dangereux pour les efforts à long terme d'une industrie qui ne peut se contenter d'un marché composé uniquement de marchands. Ce serait trop triste.

Combien coûte la fabrication d'un album aujourd'hui ?

Entre 500 000 et 1 million de francs en moyenne.

Et combien faut-il d'exemplaires pour atteindre le seuil de rentabilité ?

Tout dépend évidemment du travail de marketing accompagnant l'album. En règle générale, la rentabilité commence à cent mille. Il

y a en France, entre cinquante et cent albums, qui vendent cent mille exemplaires et plus. Le marché, avec une industrie plus rigoureuse, plus performante et avec la baisse de la TVA, s'est beaucoup amélioré. Et Polygram France est la société multinationale qui a le plus développé ses produits locaux : 60 % à 70 % de nos ventes concernent à présent des artistes de variétés français contre 50 % il y a trois ans.

Aujourd'hui, je rencontre souvent à l'intérieur d'une multinationale le comportement typique qui faisait dire à tel ou tel responsable : « Fermez les yeux, fermez les oreilles quand ça ne vient pas de Londres ou de New-York ». C'était pénible, injuste et idiot.

Aujourd'hui, fait nouveau, les investissements sur les produits français sont devenus rentables. A nous de travailler l'exportation. Par exemple, il n'est pas acceptable qu'un artiste français fasse un succès en France et en Italie et pas en Espagne. Il y a entre ces trois pays une espèce de triangle où l'on retrouve les mêmes sensibilités, la même construction de chansons. Par contre, avec l'Allemagne qui prise actuellement un certain charme français, des chansons et des soporifiques type *Joe la taxi* et *Elle l'a, Elle*, les concordances sont temporaires.

La chanson, dit encore Alain Lévy, n'est peut-être pas la forme d'échanges culturels la plus souhaitée dans nos ambassades mais c'est celle qui correspond à la jeunesse.

Un des nouveaux éléments importants de l'industrie musicale va être la possibilité de vendre en même temps l'image et le son.

Déjà en 1988, précise Alain Lévy, pratiquement tout a été « clipé ». Il y a eu à peu près 500 clips réalisés.

Mais s'il n'y a pas l'instrument de diffusion en « prime-time » pour les jeunes, c'est-à-dire entre 17 h 30 et 20 heures sur une chaîne musicale et si le vidéodisque est surtaxé, comme il le commence déjà à l'être en France au taux de 33 %, il y aura ni vidéodisque français ni chanson française dans une vingtaine d'années.

Disneyworld, dit encore Alain Lévy, est considéré comme une entreprise économique. De l'autre côté, l'exploitation d'une chaîne musicale est prise comme quelque chose de culturel. Sans voir qu'il y a derrière ce support l'exportation de la chanson et donc un enjeu économique aussi.

Propos recueillis par CLAUDE FLÉOUTER.

Retour du Grand Orchestre du Splendid

Inusable

Ex-champion du « rétro » parodique, le Grand Orchestre du Splendid revient, un peu assagi. Tant pis.

Il y a une dizaine d'années, de jeunes musiciens et comédiens élaborèrent une charge branquignolesque des orchestres à sketches des années 30 et 40. Les gags survinrent en forme d'interpellation ou de dialogue dans la chanson, intervenant dans la musique elle-même et dans la gestualité. La formule de « rétro » parodique (*Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? Summertime*) rencontre le succès. Et le Grand Orchestre du Splendid affine un style où le comique de dérision et de subversion cohabit avec l'esprit du vaudeville.

Le voici aujourd'hui à l'Olympia, célébrant le retour en son sein de l'auteur-compositeur et chanteur Jacques Desportes, son élément le plus perturbateur, faisant « sonner »

la formation comme un grand orchestre façon Glenn Miller ou Ray Ventura, développant une fois encore son sens de l'humour et le rythme de la comédie spontanée (Superman, l'opérette, le Grand-Guignol, le boogie-woogie, le rock, le jazz, Michael Jackson, l'exotisme) avec une belle vivacité. Le Grand Orchestre du Splendid fait preuve, désormais, d'une folie sans doute un peu assagie mais qui fait plaisir à voir dans le climat indulgent des fêtes de fin d'année : titres rétro, caricature de la chanson africaine, reprise en biguine zoukée d'un petit coin de parapluie, de Brassens, alternant avec un pot-pourri des succès de Ray Ventura et de Jacques Hélian et d'anciennes chansons de l'orchestre comme *Macao*, *les Explorateurs* et l'inusable *Salsa du démon*.

G. F.

* Olympia, du mardi au samedi, 20 h 30, troisième dimanche 17 heures. Tél. : 47-42-25-49.

CALENDRIER

Jazz

L'orchestre de Count Basie au Club Lionel-Hampton. — Un bar de grand hôtel. Deux concerts tous les soirs. La plus belle section de sax de l'histoire des big bands, la plus forte section de trompettes, voilà pour la réputation. Cette fois, ce sont les trombones qui étonnent. Count Basie n'est plus là, non plus que l'énigmatique Freddie Green. Frank Foster maintient intact le style de l'orchestre et son âme. Dans la proximité d'un club, là, à deux pas des tables, c'est un luxe de premier de l'an.

* Lundi 26 (jusqu'à 7 janvier), Club Lionel-Hampton du Méridien Paris-Etoile, 22 heures et 24 heures. Tél. : 47-58-12-30.

Jazz à la Bastille. — Alain Jean Marie, Mal Waldron et Marion Brown (26 et 27). « New-York à Paris », Laurent De Wilde, Ralph Moore, Sant Debriano, Sangona Everett (28). Louis Sclavis en solo, Trio Machado (29). Louis Sclavis Quartet et Septet (30).

* Café de la danse, 20 h 30. Tél. : 43-57-05-33.

Quintor de guitares au Magnétique Terrace. — Christian Escoudé, Philippe Petit, Frédéric Sylvestre et Boulon Ferré, autant dire un carré de premier ordre, pour guitaristes et pour tous publics, sont réunis autour de Vincent Courtis, Alby Collaz

(basse) et Marcel Azzola (accordéon). Une musique réellement faite pour les volutes du Magnétique : émulatoire, libre disposition du temps pour l'improvisation, proximité du public.

* Mardi 27 (jusqu'à 30), Magnétique Terrace, 22 heures. Tél. : 42-36-26-44.

Flamenco avec Los Cabales. — L'accent est mis sur les guitares le mercredi (Felipe Donier, Marino et Daniel Manzana), sur le chant le jeudi (avec Paco El Lobo, retenez ce nom-là, et El Priyayo), sur la fête le vendredi (avec d'autres invités, et comme tous les soirs Cecilia et Pablo pour la danse). La gravité mêlée de désinvolture, échos d'Andalousie pour une fin d'année flamenco.

* Mercredi 28 (jusqu'à 30), Duos, 21 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

Bal des Zhivaro à Dmois. — Dmois comme un grenier théâtral posé dans le treizième arrondissement. Un programme toute l'année surprenant. Les Zhivaro, groupe au grand complet (Leveller, Kassap, Mahieux, Marais et Barthélémy, nouveau directeur de l'ONJ), reçoivent quelques invités de poids. Le public est au champagne. C'est la nuit du 31. Ouverture de 23 heures jusqu'à l'aube.

* Samedi 31, Duos, 23 heures. Tél. : 45-84-72-00.

GALA POUR L'ARMÉNIE

JEUDI 5 JANVIER 1989

ROSTROPOVITCH

JOUE

POUR L'ARMÉNIE

PALAIS GARNIER à 20 h 30

MSTISLAV ROSTROPOVITCH

AVEC

L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

Dirigé par

ALAIN LOMBARD

ŒUVRES DE MOZART, HAYDN, VIVALDI, BOCCHERINI

Places en vente

à l'Union générale arménienne de bienfaisance

11, square Albani, 75116 PARIS. - Tél. : 45-20-03-18

PRIX DES PLACES : 100 F à 1 000 F

Bulletins de commande à retirer

auprès des hôtes, hall du Palais Garnier

L'intégralité des fonds sera distribuée

aux enfants sinistrés d'Arménie. L'achat d'une

place constitue un don déductible des impôts

هكذا من الأصل

Informations « services »

Lundi 26 décembre

CANAL PLUS
13.30 Cinéma : Certains l'aiment chaud ■■ Film américain de Billy Wilder (1959). Avec Marilyn Monroe, Tony Curtis, Jack Lemmon. **13.30 Cinéma : La Vie platine** ■ Film français de Claude Cadou (1987). Avec Souleymane Koly, Yves Zogbo Jr, Nadia du Sacramento, Pierre Gondo. **17.10 Série : Rock et loi** ■■ 17.40 **Cabon café**. **SOS Fantômes : Le piaf**. **COPS**. **18.25 Dessin animé : Virgil**.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 9 décembre à Londres) : Cadenza, de Donizetti; Festhode, de Carter; Dérives et Pièces en hommage à Elliott Carter, de Boulez; Concerto pour hautbois, de Boulez; sol, Henri Holliger; InterContemporain, dir. Pierre Boulez; sol, Henri Holliger; Cantata, de Boulez; gala des traditions, 23.07. Clotilde d'Archives, Les premiers enregistrements de la musique de de Falla; les plus belles rééditions récentes. 1.00 La dynastie Puccini, (3) Messe à quatre voix avec violon d'amor et Motet pour soprano, chanté par l'orchestre de la Scala; Magnificat pour sol, chœur et orchestre, de Michele Campanella; Concerto pour Verdi pour chœur à trois voix, alto et orchestre de la Scala Puccini.

the 1990s, the number of people in the United States who are 65 years of age or older has increased by 50% (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people aged 65 and older is projected to increase to 20% of the total U.S. population by the year 2020 (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people aged 65 and older is projected to increase to 20% of the total U.S. population by the year 2020 (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people aged 65 and older is projected to increase to 20% of the total U.S. population by the year 2020 (U.S. Census Bureau, 1997).

HORAIRE	REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,8	Amour du risque 16,7	Suede 2 9,5	Sherlock Holmes 4,1	Ce caisson 3,6	L'enfant 2,3	Graff's 1,3
19 h 45	42,8	Amour du risque 18,0	Macquy 14,2	Sherlock Holmes 4,4	Ce caisson 3,0	L'enfant 2,0	Graff's 1,3
20 h 16	48,0	Journal 21,4	Journal 12,5	Benny Hill 6,9	Ce caisson 3,2	Journal 3,6	Over the Hill 1,1
20 h 58	53,8	Suez 25,0	Magret 15,4	Scabon 1,5	Etats des héros 2,4	V 5,5	Tendrement... 4,9
22 h 8	47,5	Suez 31,4	Reins amies 4,2	Journal 3,1	Flash 2,5	V 4,4	Journal 2,6
22 h 44	27,1	Piercing 13,9	Reins amies 5,7	L'avis 3,5	Cat. Farnest... 2,7	Pony-Dakar 2,7	Maquis 2,7

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Concevoir et réaliser de nouveaux espaces commerciaux...

SCIENCES PO SUP DE CO

Fille d'un Grand Groupe Financier, nous réalisons d'importantes opérations de rénovation urbaine et plus spécialement d'implantation de centres commerciaux. Nos Porteurs sont les Investisseurs, et nos Clients, les plus grandes marques de la Distribution. Notre très forte expansion (700 000 m² déjà réalisés) s'appuie sur une équipe très soudée. Nous vous proposons d'intégrer celle-ci pour nous aider à relever notre challenge : 5 centres à ouvrir dans les deux prochaines années dans le Grand Paris.

Très rapidement opérationnel, vous mettez au point les plans de merchandising, participez à l'élaboration des études de loyers et des documents contractuels. Vous commercialisez des locaux en respectant l'image du centre et la rentabilité de l'opération. Vous saurez donc configurer la réflexion en amont et l'action sur le terrain, les plans de l'étude et ceux de la vente.

Connaître une partie de cette activité est un préalable, vos qualités humaines sont, elles, déterminantes : bien que responsable et autonome, vous développerez votre activité au sein d'équipes pluridisciplinaires. Vous maîtriserez l'anglais et serez capable de voyager.

La réussite dans ce poste, basé à Paris, est l'élément clef d'une évolution au sein du Groupe. Merci d'envoyer votre dossier complet à notre Conseiller Jacqueline ROLLIN, s/réf. O/SPO/LM.



Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS/Place Sophie-Lafitte - Sophie-Antipolis - 06580 VALBONNE

CEREP COMMUNICATION

Le développement de nouvelles activités avec l'intégration du CEPIA et le lancement de SOURCE FORMATION nous amène à recruter :

5 pros de la formation

- **2 RESPONSABLES DE FORMATION** basés à PARIS, chargés d'animer et développer :
- le département management, gestion et économie,
- le département informatique.
- **UN RESPONSABLE MARKETING** à PARIS, pour concevoir et optimiser les actions marketing en relation avec les responsables de formation.
- **UN FORMATEUR CONSEIL** à MARSEILLE, responsable de l'animation et de la conception de programmes de formation en EAO et micro-informatique.
- **UN FORMATEUR CONSEIL** basé à LYON, chargé d'animer et concevoir des programmes de formation en finances, gestion et économie.

Pour ces 5 POSTES, la trentaine, une formation supérieure et une expérience significative de formation sont impératives pour s'intégrer rapidement à une équipe fortement motivée. Jacques VUARIER traite confidentiellement votre candidature, sous réf. 4296 (précisez le poste choisi).

argos

Immeuble "Le Highway",
41 quai Fulchiron, 69003 LYON.
Tél. 78.38.31.77.

UNIVERS DE LA GESTION

SOCIÉTÉ DE BOURSE performante (Paris 2ème),
notre activité et notre rentabilité nous placent dans
le peloton de tête de la profession. Adossée à un
groupe financier prestigieux, nous cherchons notre

gérant obligataire

chargé de la gestion obligataire propre de la charge
(OPCVM, clients privés, SICAV de rémérés,...).

La trentaine, vous avez une première expérience
réussie de trois à cinq ans dans un service
obligataire de banque. Vous maîtrisez
parfaitement votre marché et vos produits; votre
gestion est prudente et performante.

Vos perspectives sont à la hauteur de votre talent,
et accompagneront notre réussite.

Notre conseil, Michaël ZARTARIAN,
vous remercie de lui écrire (réf. 5346 LM),
département "Banques et Finances".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - ORSAY - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

BANQUE
REGIONALE
EST
DE LA
FRANCE

DIRECTEUR DU CONTROLE INTERNE

pour assurer la conduite et le suivi de la politique
de sécurité de l'établissement.

Agé de 35 ans minimum, de formation DECS ou Grande Ecole de
gestion/commerce, vous avez acquis une expérience de l'audit interne
dans les milieux financiers.

Une ouverture d'esprit aux techniques informatiques et d'approches des
organisations, représentées un atout supplémentaire. Vos qualités de management, de pédagogie et de rigueur, alliées à la
diplomatie, sont les garants de votre réussite.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à AXIAL
(référence 9044) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

JEUNE COMPTABLE

de formation BTS pouvant
justifier d'un minimum de
2 années d'expérience
professionnelle.
Adr. lettre manuscrite
à C.V. avec photo et
sous réf. 4928 à UTA,
31, bd Bonne-Nouvelle,
Paris-2^e, qui transmettra.

ATTACHÉ DE PRESSE CONTRACTUEL

pour la direction de
la communication,
poste à pourvoir
immédiatement.
Expérience souhaitée.

Envoyer lettre + C.V. à
M. le Maire,
BP 201, 92110 Cligny-Code.

THÉÂTRE BANLIEUE OUEST
RÉSEAU THÉÂTRE/CINÉMA
disponible immédiatement
Adresser C.V. + prétentions,
sous le n° 8088
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

SON RESPONSABLE COMMERCIAL

pour secteur revues pour
enfants et jeunes.
Envoyer curriculum vitae
et prétentions sous le n° 8088
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

MAGAZINE

cherche
PIGISTES
ou poste fixe, style vivant
pour articles et, éventuellement,
travaux.

Joindre article et photo à
S.O.F., 18, bd Saint-Denis,
75010 PARIS.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Pour vend. Renault 21TD
(blanche, modèle 88,
1.650 km, v. très soignée,
s. 5 vit.)
Prix 77.000 F.
Tél. : 33-69-01-47
de 8 h à 21 h 30.

FORD ESCORT livraison
blanche, mod. 88,
25 000 km, 1^{er} main, en
tr. très soignée.
Prix 18.500 F. après 18 h :
64-33-28-92.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE DIRIGEANT

Ingenieur-gestionnaire, double nat. suisse/CEE, français, anglais, espagnol,
allemand et italien courants. Très large connaissance des affaires dans les
pays de la CEE, au Japon et en Amérique latine. Préparé à négocier les
grandes marchés de 1992. Création de sociétés suisses et étrangères,
marketing, ventes, finances, contrats, joint-ventures, know-how.
Technologies de pointe : projets clés en mains, biens d'investissement et
produits grande série.

Disponible rapidement en Suisse ou dans la CEE. Participation non exclue.

Ecrire sous le n° 7 091
Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ASSISTANTE SECRÉTAIRE. - Cadre de directeur général de
s. allemandes, suisses. Parfaitement bilingue allemand (3 ans
R.F.A.). Bon anglais. 19 ans expérience. 10 ans administration per-
sonnel. Dynamique, autonome, sens relationnel. Excellente présen-
tation. 45 ans.

RECHERCHE poste haut niveau à responsabilité avec relations
ext. Salaires motivants. Basileuse Ouest, Sud-Ouest, Nord-Ouest,
Paris.

DIRECTEUR FINANCIER ayant expérience animation commer-
ciale et administrative, audit de gestion.

RECHERCHE sur Paris ou moitié en I.D.F. poste existant ou à
créer spécialiste étude analytique et financière. Connaissance info-
matique éprouvée par création logiciels comptables et analytiques.
(Section BCO/DDS 1288.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

IMPORT-EXPORT

Jeune femme 35 ans, gde
exp., responsable de rela-
tions commerciales, banque,
chargée de dossier, trans-
porteurs. Connaissances
sérieuses, clientèle. Trilingue
français, anglais, espagnol.
cherche poste équivalent.
Après 17 h : 89-21-61-47.

STATISTICIEN-ISUP

+ maîtrise de maths, 4 ans
exp. de l'industrie, possédant
un 386 à domicile, études
toutes propositions.
M. Moutiers. 39-11-20-86.

MBA-INSEAD

maître sc. éco., 31 ans,
bilingue franc-angl.
Camarade d'origine.
Très expérience d'audit
en cabinet anglo-saxon de
Banque et Marketing
France, étranger et Afrique.
Tél. : 43-49-00-08.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
PRÈS MOSQUE. Tout s.
jard. 2 pos. 37 m², calme sol.
820 000 F. 46-44-88-07.

PANTHÉON
5 pos. soleil, état 4^e ét.
calme, sol. 3 200 000 F.
43-84-30-41.

7^e arrdt
CHAMP-DE-MARS
Belles, neuves, 4^e ét. acc.
belle livr. 2 chbres, bss. cab.
sol. A. sol. 46-34-13-18.

10^e arrdt
CANAL ST-MARTIN (près
Loft à aménager, 65 m²,
42-72-40-19.

95- Val-d'Oise
CERGY
CENTRE-VILLE
A 5^e GARE. RER
Part. vend. de résidence
calme, standing, F. 5, 74 m²,
cuis. équipée, cave, parking
en sous-sol, chauffage indiv.
740 000 F. - 30-35-07-13.

**appartements
achats**
Recherche 1 à 3 pièces
PARIS, préférence RIVE GAU-
CHE avec ou sans travaux,
PAILLE COMPT. ch. notaire,
46-12-44-07 relève le soir.

**maisons
de campagne**
Particulier à particulier vend
PETITE MAISON
Idéal retraite ou résid. sac.
Landes, 10 km Puy. Atlant.,
15 km Orthez, 30 km Dax.
Prix : 180 000 F.
Tél. : 60-20-15-28

pavillons
VENDES A ANGUY (GISE)
BON SITUÉ
Noëlles 7 km - Paris 60 km
Maison, 3 pièces, séj., sal.,
ch., cuis., s. de bain, wc,
chauf. él. (table vivr.),
cave, cour, gran. arbr. (mûr).
Tout confort - parfait état
240 000 F. - 34-12-01-49

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, Paris-8^e,
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
Belle réception avec
minimum 3 chbres.

Tél. : (1) 45-62-78-99.

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr. BANQUES, STES
MULTINAT. et DIPLOMATES
GDE APPRTS de stand.
5-6-7 PCES. 42-60-20-42.

Collaboratrice journal. rech.
3 pos. proche banlieue. Max.
2 500 F. net ch. com.
46-60-91-02, porte 4146,
apr. 20 h. 46-46-37-39.

propriétés

SUPER AFFAIRE
Prie de cesser. Sud Sarthe,
ste c., 3 ch., s. de séj., sal.,
chem. marbre bl. par.
terr. 600 m² av. ruis.
et lavoir, 11 ch.
850 000 F.
M. et M^{me} Royoux, conf.
48, av. Abel-Trans.
72250 Pargnol-L'Évêque.
(16) 43-75-81-84.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarques et tous serv.
Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMICILIATION DEPUIS 50 F.
AN. CH-ELYSEES ou rue SAINT-
HONORE ou bd DES ITALIENS
ou PARIS-5^e, 13^e et 15^e.
INTER DOM. 43-40-46-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, tél.
CONSTITUTION STES
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION 8^e
Bureaux, élév., ménage
AGECO 42-94-95-28.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

Dix mille dossiers instruits

Le kaléidoscope du revenu minimum

Parl tenu : pour Noël ont été attribués les premières allocations de revenu minimum d'insertion (RMI). Mille cinq cents avances ont été versées avant la fin de la semaine dernière, et un nombre équivalent d'allocations « définitives » était en cours de paiement. Près de dix mille dossiers visés par les préfets sont déjà parvenus aux caisses d'allocations familiales ou de mutualités sociales agricoles...

On a donc satisfait au désir du président de la République, qui tenait à ce cadeau de Noël symbolique. Le ministre de la solidarité, M. Claude Evin, qui avait annoncé le démarrage du RMI pour le 15 décembre, n'a pas été démenti, même si la mécanique, à connu, les premiers jours, quelques ratés. Dans certaines villes, il a fallu du temps pour que les dossiers soient disponibles partout. Ainsi, à Amiens, une quarantaine de candidats sont revenus bredouilles le 15 décembre : dans plusieurs préfectures, les dossiers de demandes sont parvenus avec un ou deux jours de retard, comme à Marseille, grève des tris postaux aidant. Mais, au début de la semaine dernière, tout était en place.

La demande a cependant été inégalement rapide. A Tourcoing, on avait reçu 150 personnes dès le premier jour ; à Roubaix, 300 ; à Lille, où toutes les mairies de quartier avaient ouvert des guichets, 250 ; à la veille de Noël, 6 000 dossiers avaient été remplis dans le département du Nord, et 3 000 déjà transmis pour paiement. A Metz, depuis le 15 décembre, le centre communal d'action sociale, qui avait constitué une équipe ad hoc, en a rempli 50 à 60 par jour, alors qu'à Hayange, comme dans la Loire, on n'a compté que quelques demandes les premiers jours.

A J-7 encore, la carte de France du revenu minimum apparaissait singulièrement bigarrée. D'après les demandes de paiement et d'avances reçues par les CAF (caisses d'allocations familiales), les zones les plus avancées ont été le Nord-Pas-de-Calais, les Ardennes, la Lorraine, le Bas-Rhin, mais aussi la Vienne (Poitiers) et la Haute-Vienne (Limoges). L'Allier, la Haute-Garonne et le Var. En revanche, encephalogramme plat dans le Rhône, les Pyrénées-Atlantiques et même à Montbéliard : dans cette dernière ville, peut-être ne s'est-on pas pressé en raison de l'existence d'un minimum local municipal. A Paris, sur les 1 100 demandes reçues, 500 avaient été transmises à la caisse d'allocations familiales.

Cet état disparate traduit des différences de méthode, en même temps qu'un inégal degré de préparation et d'implication. Dans la Moselle, à côté du réseau des trois centres communaux d'action

sociale et des centres médico-sociaux, trente-quatre points d'accueil ont été ouverts par des associations agréées. Dans le Nord, on a assisté à une « mobilisation générale », selon M. Pierre de Saintignon, directeur de l'Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. Bien qu'aucune association n'ait été agréée, beaucoup avaient reçu des formulaires de demande et avaient fait circuler l'information auprès des familles : de même que les services sociaux, bien avant la date du 15 décembre. A l'office social du logement de Lille, sur 1 000 familles considérées comme susceptibles de toucher le revenu minimum, 650 ont été contactées, afin de leur expliquer le « contrat d'insertion ». Des élus s'y sont mis aussi.

Pas de précipitation

Pour certains services, la mise en route avait commencé bien avant. Pour les caisses d'allocations familiales, par exemple, seules habilitées à verser les allocations, il fallait que tout fût prêt. En même temps qu'on préparait les programmes informatiques, deux personnes par caisse ont été formées par des stages spéciaux de façon à pouvoir répondre à toutes les questions susceptibles de surgir en cours de route. Plusieurs caisses se sont entendues avec les services préfectoraux pour anticiper les paiements, avant même l'envoi de dossiers complets, ou bien ont fourni des formulaires, voire ont accepté de les remplir avec les demandeurs, lorsque ceux-ci se présentaient aux guichets, alors qu'ils n'avaient pas à le faire.

Ailleurs, en revanche, des cafouillages ou des bavures se sont produits. A Montpellier, par exemple, des travailleurs sociaux ont adressé directement les demandes aux CAF, sans le visa préfectoral ; dans certaines permanences, on s'est contenté de renvoyer les demandeurs avec une liste de documents à fournir. Reste que certains bénéficiaires potentiels ne se sont pas précipités. « Nous n'avons eu qu'une trentaine de demandes depuis le 15 décembre », dit M. Michel Lefèvre, de l'Association Emmaüs, agréée à Paris. « Dans un de nos centres d'hébergement d'urgence, deux ou trois personnes seulement ont paru intéressées par l'information. Est-ce le dossier qui fait peur ? » « Ceux que nous recevons ont typiquement droit au RMI », souligne, de son côté, M. Pierre Meunier, qui dirige La Mie de pain dans le 13^e arrondissement de Paris, un centre qui héberge chaque nuit plus de cinq cents personnes sans domicile fixe. « Mais il n'est pas sûr qu'il se sentent concernés ; il leur faudra fournir des papiers, alors que nous n'en demandons pas et que beaucoup de ces gens se sentent hors des lois ». La composition des bénéficiaires potentiels du RMI varie, en effet,

selon les départements. Dans les Bouches-du-Rhône, selon une étude du département, 80 % des dix à quinze mille personnes susceptibles de recevoir une allocation seraient des chômeurs de longue durée non indemnisés, et l'on pense y trouver aussi nombre de femmes seules avec enfants. A Paris, en revanche, il y a sans doute un pourcentage important de « sans domicile fixe », estime M. Jacques Vivès, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à la préfecture. Cette présence, comme le nombre d'isolés, sont une des caractéristiques de la pauvreté dans la capitale, un phénomène fort ancien, rappelle M. Vivès. « Il y a deux siècles, les gens habitaient pas de domicile fixe ».

D'autre part, plusieurs grandes associations humanitaires, comme le Secours catholique ou ATD Quart-Monde, n'ont pas voulu assurer l'instruction des dossiers du RMI. « Nous voulons bien servir pour l'élection de domicile ; nous avons aussi demandé des formulaires pour que les candidats au RMI puissent en trouver chez nous, s'ils en ont besoin ; on les remplira avec eux et on les accompagnera aux guichets », explique M. Jean-Pierre Bultez, du Secours catholique. « Mais nous ne voulons pas désemparer le service social de ses tâches au jour le jour de circuit parallèle. La fonction des associations, c'est aider ».

Faire du sur mesure

Du côté d'ATD, on se préoccupe de préserver les intérêts des usagers du revenu minimum. « Nous ne voulons jamais rien distribuer », dit M. Bruno Couderc. Nous accompagnons les gens en maintenant une action culturelle et une action d'insertion à travers des projets populaires. Le RMI n'est que le début d'un combat plus long et un élément de lutte contre la pauvreté. « Faire trop de propagande pour le RMI risque d'entraîner des déceptions : « Certains, notamment parmi les familles nombreuses, s'attendaient à recevoir de 2 000 à 3 000 F, alors qu'ils n'auront droit qu'à 500 ou 600 F », souligne M. Bruno Couderc. Un des responsables du centre communal d'action sociale de Lille y fait écho : « Lorsqu'ils sont venus faire leur demande, certains pensaient recevoir un chèque à la sortie ».

Des responsables d'associations craignent aussi que les commissions locales d'insertion ne soient submergées par un afflux rapide de demandes. « Il faut résister à l'idée que tout le monde doit le faire », dit M. Bultez. « L'insertion demande du « sur mesure », insiste M. Guy Di Chiori, directeur de cabinet du préfet de la Moselle. Dans ce département, on n'a pas voulu être pris de court : avant même que les textes réglementaires aient été publiés, on a mis en place

les douze commissions locales d'insertion.

La plupart du temps, on a moins avancé. Mais on a souvent, comme à Marseille, cherché à anticiper les besoins. A Paris, en notant le niveau de formation, l'expérience de travail et de recherche d'emploi, les besoins exprimés ou non (insertion sociale, alphabétisation, formation professionnelle, etc.) des personnes reçues par les assistants sociales depuis plusieurs semaines, on a cherché à établir des sortes de profils pouvant servir de base à un premier programme départemental d'insertion. Dans le Loiret, on a conçu des permanences d'orientation-insertion, associant un travailleur social et un spécialiste de l'Agence pour l'emploi, afin de préparer les contrats d'insertion avec les bénéficiaires du RMI.

A Lille, si les commissions locales d'insertion ne sont pas encore désignées, les groupes de travail ont été constitués à l'initiative de la municipalité avec l'administration et les travailleurs sociaux sur le logement, la formation professionnelle, le suivi individuel ou bien les relations avec la mission locale pour l'insertion des jeunes. On entend s'inspirer de l'expérience de programmes de réinsertion professionnelle des femmes, menée avec l'association Retraiver ou bien de celle de l'Office social du logement qui, depuis trois ans, discute avec les familles en retard de paiement les moyens d'une remise à niveau. « Un des enjeux du RMI », dit M. Pierre de Saintignon, « ce sera de réussir à établir d'authentiques contrats, c'est-à-dire compris de ceux qui le signeront et que ceux-ci pourront réaliser. Il faudra faire un bilan avec chaque famille, connaître son histoire, tenir compte de son cadre de vie, des relations parents-enfants, etc. ».

Et un syndicaliste lorrain qui, depuis dix ans, a participé à des opérations de reconversion, affirme : « La première tâche, c'est de rendre confiance ».

GU YHERZLICH
(avec Jean-René Lore à Lille, Jean-Louis This à Metz et Jean Contrucci à Marseille).

(Publié)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE

Sous-direction de la prévention

5^e bureau - Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 7 novembre 1988, la société **ELF-FRANCE** dont le siège est à la tour Elf, 2, place de la Coupole - LA DÉFENSE 6 - 92400 COURBEVOIE a été autorisée à procéder à l'extension des installations de distribution de liquides inflammables de la station-service « Relais du Périgord » située à Paris (19^e), 1, place de la Porte-de-Pantlin.

Cette extension porte essentiellement sur l'installation de 8 volucompteurs doubles affectés à la distribution par carte de liquides inflammables notamment de gazole et supercarburant sans plomb.

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 5 avril au 5 mai 1988 inclus au commissariat du quartier Amérique, 25, rue du Général-Brunet à Paris (19^e).

L'arrêté définit les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que les installations seraient susceptibles d'occasionner.

Des dispositions particulières ont donc été prises notamment en matière de circulation de façon à tenir compte de l'augmentation du mouvement des véhicules.

La protection contre l'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques selon les recommandations du Bureau Prévention de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris.

Des prescriptions ont été également prévues pour éviter les rejets d'eau polluée dans les réseaux et dans l'environnement.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'extension de ces installations peut être consulté au commissariat précité ou à la préfecture de police, 12-14, quai de Gesvres à Paris (4^e), Direction de la Prévention et de la Protection Civile - sous-direction de la prévention - 5^e bureau.

P. LE PRÉFET DE POLICE,
et par délégation
**LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PROTECTION CIVILE.**

Signé : **MARCEL BURLLOT.**

La réforme fiscale japonaise va favoriser les revenus élevés

Le Parti libéral démocratique, au pouvoir au Japon, a réussi à faire adopter par le Parlement, samedi 24 décembre, une réforme fiscale qui constitue une première, par son ampleur, depuis trente-huit ans. Ainsi prennent fin dix années de tentatives avortées pour moderniser la fiscalité et établir un impôt indirect à la consommation.

Le même jour, le premier ministre, M. Noboru Takeshita, confirmait la désignation de M. Tatsuo Murayama comme ministre des finances en remplacement de M. Kiichi Miyazawa, amené à démissionner de son poste, le 9 décembre, en raison du scandale Recruit-Cosmos.

TOKYO
correspondance

Une redistribution inégalitaire

La disparition - au profit de cette version nipponne de la TVA - ou l'aménagement - comme dans le cas déjà cité des boissons alcoolisées - de nombreuses taxes indirectes spécifiques aura le même effet de redistribution inégalitaire de la richesse.

Les simulations du ministère des finances confirment au demeurant que les foyers de salariés à revenus élevés seront les principaux bénéficiaires de la réforme. Pour un couple avec deux enfants, dont seul le mari a un emploi à plein temps, le gain fiscal net sera de 232 000 yens pour un revenu annuel de 10 millions de yens. Il ne sera plus que de 78 000 yens si le revenu est de 6 millions (proche de la moyenne nationale) et de 15 000 yens seulement pour les ménages du bas de l'échelle (3 millions de yens).

Attendue depuis près de dix ans par le ministère des finances, la création d'une taxe à la consommation, au taux initial de 3 %, sur la quasi-totalité des biens et services produits et échangés dans l'archipel ne va pas seulement permettre de ramener de 73 % à 67 %, la part des impôts directs dans les recettes de l'Etat dès l'année fiscale 1989, commençant en avril prochain. Elle autorise aussi une réduction importante de la progressivité de l'impôt sur le revenu, au bénéfice des salariés dont le pouvoir d'achat est le plus important.

Mais ces prévisions officielles, selon lesquelles tout le monde sera gagnant, même de très peu, sont contestées par nombre d'experts privés. Selon l'Union des coopératives de consommateurs, un couple avec deux enfants touchant deux salaires (un cas de figure de plus en plus fréquent, même au Japon) et bénéficiant d'un revenu annuel de 8,4 millions de yens paiera en fait 17 181 yens d'impôt supplémentaire. Parmi les ménages de ce type, seuls ceux dont le revenu annuel dépasse les 10 millions de yens seraient bénéficiaires.

L'union accuse le ministère des finances d'avoir sous-estimé le fardeau moyen de la taxe à la consommation pour les ménages japonais. Elle le situe à 1,7 % des dépenses contre une estimation officielle de 1,1 %.

Cependant, si on oublie le panier de la ménagère japonaise pour considérer l'impact macro-économique de la réforme, son adoption est certainement bien venue. Le plateau de la balance penche en effet nettement en faveur de l'allègement du fardeau fiscal. Les réductions d'impôts (revenus des personnes physiques et des entreprises, droits de succession, taxes indirectes, etc.) représentent au total 9 200 milliards de yens en année pleine. Les recettes nouvelles (TVA, plus-values boursières, etc.), se montent à 6 600 milliards de yens seulement. Solde net : 2 600 milliards d'allègements fiscaux.

Une prime aux exportations

Le Nomura Research Institute, tenant compte des incertitudes sur le transfert vers les consommateurs du fardeau de la TVA, a construit deux modèles encore plus optimistes pour la seule année fiscale 1989. Si la seule consommation est intégralement répercutée dans l'indice des prix, l'apport additionnel à la croissance sera de 0,3 %. Si les consommateurs ne supportent directement que la moitié de la TVA, le PNB gagnera jusqu'à un demi-point de croissance, et la hausse supplémentaire des prix serait limitée à 0,6 %.

Bien que la taxe à la consommation, comme la TVA européenne, ne doive pas être prélevée sur les produits exportés, le ministère des finances affirme que la réforme bénéficiera surtout aux importations, notamment les vins et spiritueux et les voitures de luxe européennes. Sans être négligeable, l'impact sur l'excédent commercial du Japon sera limité : une réduction de 2 milliards de dollars à l'horizon 1991.

L'introduction de la TVA, après les échecs successifs des gouvernements Ohira en 1979 et Nakasone en 1987, n'est en fait qu'une étape. Il est certain que le taux de 3 %, fixé au plus bas pour tenter d'apaiser une opinion publique hostile à la réforme, sera augmenté dans l'avenir afin de permettre de nouvelles réductions des impôts directs sur les entreprises et les revenus des ménages. La demande en a été formulée par le Keidanren, la principale organisation patronale, dès que le vote de la réforme a été connu.

BERNARD HAMP.

A Rive-de-Gier, sinistrée par la crise Le malheur, sans impatience

De notre bureau de LYON

Avec ses portes vitrées, ses bureaux paysagers, ses couleurs vives, le centre communal d'action sociale de la mairie de Rive-de-Gier (Loire) a un petit air pimpant qui tranche sur le tout-venant misérabiliste des bureaux d'aide sociale.

New-look ou pas, c'est pourtant bien toujours le malheur qu'on gère ici, avec une efficacité souriante. Pas de files d'attente, pas de piétements las, ni colère sourde, ni vraie impatience. Pour remplir une demande de revenu minimum d'insertion (RMI), institué par la loi du 1^{er} décembre 1988, dira qu'on ne se bouscule pas relève de la loterie. En une semaine, entre le jeudi 15 décembre, date à laquelle le secrétaire général de la mairie a pu retirer les formulaires de huit pages à la préfecture de Saint-Etienne, et le jeudi 22 décembre vingt-cinq personnes seulement sont venues constituer un dossier.

Pourtant, à mi-distance de Lyon et de Saint-Etienne, Rive, comme toute la vallée du Gier, a été plus que frappée par la crise, sinistrée. La déconiture de Creusot-Loire, la fermeture d'une grosse usine d'aluminium, l'essoufflement de l'unité de verrerie VMC (ex-BSN), le laminage de la sous-traitance, sont loin d'avoir été compensés par les initiatives de reconversion, l'implantation de quelques PMI et les premiers frémissements d'une reprise trop tardive. La ville n'est pas morte mais en coma presque dépassé. Malgré une enveloppe d'aide sociale directe de 1,3 million de francs, sur un budget de

fonctionnement de 56 millions, la municipalité ne parvient plus à calmer les brèches.

Mais justement l'Etat s'est enfin décidé à ordonner une charité qui commence par l'insertion des autres. RMI, ce nouveau sigle, rime bien à quelque chose pour les rares qui l'ont déjà revêtu.

257 francs par mois

Daniel, quarante-deux ans, célibataire, se présente dans son dossier : « sans vrais revenus depuis 1984 ». Fin de droits absolue, à l'exception d'un stage de maçonnerie de six mois. « J'ai travaillé longtemps au rayon poissonnerie d'un supermarché, et puis il y a eu une compression de personnel. Si la ville ne me prêtait pas un logement HLM, je serais sous les ponts. Pour retrouver du travail, j'ai un gros handicap : je n'ai pas le permis de conduire, et, faute de transports en commun, j'ai dû refuser un boulot à Vienne, dans l'Isère. Malgré le soutien moral de ma famille, je suis prêt à partir d'ici, mais avec un contrat à durée indéterminée ».

Daniel repart du CCAS avec un bon d'alimentation de 100 F : il ne manque aucune des distributions de produits de première nécessité organisées par la municipalité ; il voudrait faire comprendre qu'on ne peut pas vivre sans argent liquide. « Pas avoir de quoi s'acheter un pull, un pantalon, des cigarettes, c'est pas une vie... Le RMI pourrait vraiment m'enlever une grosse épine du pied ».

Henri, cinquante-sept ans, s'est lui aussi précipité pour remplir son dossier. Depuis des

années, il survit avec... 257 F par mois. Une pension que lui verse l'armée parce que, en 1985, il a été blessé par une bombe « qui visait le pacha de Marrakech et le général Guillaume ». Atteint d'une maladie ganglionnaire qui le fait classer invalide de première catégorie en 1970 - avec une pension de 4 000 F par mois - il s'est vu déclaré apte au travail en 1980.

Depuis, cet ancien ouvrier des laminoirs, maçon à ses heures, homme de peine des « adolécences », est inscrit comme demandeur d'emploi sans espoir mais pas sans amertume. « On ne m'a jamais fait de cadeau, ni à l'ASSEDEC, ni ailleurs, soupirait-il. Si je vivote, c'est grâce à des amis qui me nourrissent. Je garde leurs enfants, je fais leurs commissions. Dans trois ans, j'aurai une petite retraite mais, en attendant, 2 000 F mensuels, pour moi ce serait éternel, de regarder patiemment à ceux qui m'ont aidé : cela me réchaufferait le cœur ».

Dehors, dans le petit square qui borde la place de la Libération, juste sous l'affiche d'un hypermarché annonçant « champagne et caviar à prix coûtant », trois sans domicile fixe répertoriés par la commune - de vrais « clochards » d'appellation contrôlée - restent un peu en retrait des joueurs de boules retraités. Ils devraient quand même pouvoir bénéficier du RMI. La mairie se chargera de leur verser l'allocation, avant d'envisager leur très problématique insertion. Si nul n'est censé ignorer la loi, il serait peut-être urgent, en la circonstance, que les textes réglementaires aient été publiés, on a mis en place

ROBERT BELLERET.

Économie

La chronique de Paul Fabra

Paradoxes fiscaux

UN lecteur de Paris, M. Eric Boissonnas, me pose une « colle » à propos du choix de la meilleure méthode (ou, si l'on préfère, de la moins mauvaise) pour modifier les taux de l'impôt sur le revenu. Cette question, n'en doutons pas, restera d'actualité au cours des années à venir.

D'une part, la réforme Reagan — exonération pure et simple d'un grand nombre de petites et moyennes contribuables par relèvement du seuil d'imposition, rassurant de l'éventail des taux par abaissement plus fort des taux plus élevés s'appliquant aux tranches supérieures du revenu — continuera certainement à exercer son effet de contagion. Hier, c'était M. Edouard Balladur qui s'engageait dans cette voie. Aujourd'hui, c'est la Suède, où le Parti social-démocrate vient pourtant d'être confirmé au pouvoir. D'autre part, et en sens inverse, les besoins de financement du secteur public au sens large du terme ne vont pas par enchantement se faire moins pressants. En France, on envisage d'institutionnaliser le prélèvement dit « exceptionnel » sur le revenu pour financer les régimes déficitaires de la Sécurité sociale (maladie, vieillesse).

Plus précisément, l'interrogation de mon correspondant porte sur le point suivant : quel est l'effet sur les différentes catégories de contribuables les plus riches et les plus pauvres d'un abaissement uniforme du taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) ? La réponse classique, fait-il observer, est que « plus on s'élève dans la hiérarchie des taux, moins une réduction d'un nombre donné de points, 5 par exemple, profite au contribuable ».

Et de se référer à l'exemple que je citais dans une chronique (parue le 13 septembre dernier sous le titre : « L'économie de l'offre, pas morte ») : une diminution de 5 points du taux d'imposition de 56 % ramènerait celui-ci à 51 %, soit environ une réduction de 8 %, alors que la tranche frappée à 10 % serait désormais taxée à 5 %, soit un avantage de 50 %. Autrement dit, cette méthode, si elle atténue la pression fiscale, n'obtiendrait ce résultat qu'au prix d'une aggravation de la progressivité. Or cette aggravation, pensent les économistes « de l'offre », peut, dans certaines circonstances, affaiblir l'incitation à travailler et à épargner davantage. Cependant, M. Boissonnas se demande si la démonstration est vraiment probante. « Si l'on opère, écrit-il, ce que les mathématiciens appellent un changement de variable, et qu'on considère le revenu net après paiement de l'IR, on arrive à une conclusion opposée. C'est non plus le petit revenu qui serait le plus favorisé, mais la tranche la plus élevée ! Et mon correspondant d'illustrer, sur le même exemple, son propos : « Le contri-

buible à 56 % conservait 44 % de son revenu. Après réduction du taux à 51 %, il en conservait 49 %. Son revenu réel aura augmenté de 5/44 = 11 %. Le contribuable à 10 % conservait 90 % de son revenu. Après réduction du taux de 5 % il en conserverait 95 %, soit une augmentation de son revenu réel de 5/90 = 5,6 %. » Raisonnons comme si ce calcul correspondait à la réalité, alors qu'il en est fort éloigné. Le taux de 56 % s'applique non pas à la totalité du revenu, mais à la tranche supérieure seulement. M. Boissonnas, si je comprends bien, voudrait savoir comment il convient d'analyser la mesure ici envisagée par hypothèse. A qui profite-t-elle le plus ? Le problème n'est pas seulement théorique car, selon que l'on retient l'une ou l'autre réponse, le changement proposé aura politiquement une connotation différente. Dans un cas, on dira qu'on veut accentuer le caractère « social » de la politique ; dans l'autre, que l'allègement profitera surtout aux mieux lotis.

Je me bornerais ici à quelques remarques. La première consistera à envisager brièvement un autre cas, celui où, au lieu d'abaisser de 5 points chaque taux, on diminuerait chacun d'eux d'un même pourcentage de 5 %. Le taux de la tranche inférieure serait abaissé de 10 % à 9,5 %, alors que le taux de la tranche supérieure serait ramené de 56 % à 53,2 %. Le petit contribuable verrait donc son taux diminuer de 0,5 %, tandis que le gros contribuable verrait le sien se réduire de 2,8 % (5 % de 56 %). Les partisans de la progressivité se récrieraient en ce cas. Que pourrait-on opposer à leurs protestations d'injustice ?

Maurice Lauré fut l'inventeur de la TVA au début des années 50. Son passage dans la banque puis dans le grand commerce ne l'a pas éloigné, au contraire, des analyses fiscales. A propos du problème qu'on vient de soulever, il a coutume de dire : « Ceux qui soutiennent cet argument de la prétendue « injustice » d'un allègement uniforme en pourcentage refusent tout simplement d'accomplir en sens inverse le mouvement qu'ils ont accompli sans sourciller dans l'autre. »

Pour ma part, j'interprète sa prise de position de la façon suivante : il est impossible, dans tous les cas de figure (ce qui englobe toutes les hypothèses, de déterminer rigoureusement quels sont les « bénéficiaires » de telle ou telle modalité d'allègement, sans rapporter ces modalités à l'idée qu'on se fait du fonctionnement d'ensemble du système fiscal et de son incidence sur le comportement de chacun.

En particulier, les gardiens de la progressivité risquent constamment de buter sur la contradiction suivante : ils raisonnent comme si toute atténuation du caractère progressif du prélèvement fiscal devait engendrer une situation « moins juste » que la situation actuelle. Mais ils sont incapables, en sens inverse, de définir où la progressivité doit s'arrêter, sauf à poser en préalable qu'à partir d'un certain niveau de revenu (seuil ?), tout supplément doit être imposé à 100 %.

Sans pousser les choses jusque-là, remarquons encore que réclamer un abaissement symétrique du taux de l'impôt revient à bloquer à tout jamais le système. Si, par exemple, le taux applicable à la tranche inférieure de revenu est de 5 %, on ne pourra plus abaisser de plus de 5 points le taux marginal (le plus élevé), et cela quel que soit le niveau atteint par celui-ci.

REVENONS, pour conclure, sur le « changement de variable » opéré un instant de raison par M. Boissonnas pour éclaircir sous un jour nouveau l'effet d'une baisse uniforme de tel ou tel nombre de points. Notre correspondant applique le même mode de comparaison pour juger de l'effet d'une hausse de, supposons, 1 % du prélèvement sur l'ensemble des revenus (pour financer la Sécurité sociale par exemple). Cela, écrit-il, « augmenterait l'IR d'un non-négligeable dans un rapport infini, mais ne diminuerait son revenu que de 1 % ». Mais le contribuable aisé verra la tranche supérieure de son revenu diminuer de presque 2,3 % puisque, après paiement de l'impôt, il ne conserverait que 43 % du revenu initial, au lieu de 44 %. Cela ne prouve qu'une chose : une fois introduite dans le système, on a beaucoup de mal à se débarrasser de la progressivité.

Notre correspondant calculait que, en cas de réduction de 5 points du taux, le revenu réel augmenterait de 11 % pour la tranche supérieure de revenu et de 5,6 % pour la tranche inférieure (voir plus haut). Faut-il déduire de ces chiffres qu'en dépit des apparences une réduction uniforme provoque subrepticement un déséquilibre ? On ne peut le faire qu'à la condition d'admettre que le prélèvement actuel à taux élevé est, dans tous les cas, justifié. Si, au contraire, on y voit une mesure arbitraire, qu'une autre conception du bon fonctionnement d'un système fiscal peut remettre en cause, les résultats du calcul cité ne fournissent aucune information particulière, sinon la confirmation d'une banalité : si, après avoir retiré 56 % de son revenu, on en rajoute 5 %, le poids de ce sac sera proportionnellement plus augmenté que le poids d'un autre sac dans lequel j'aurais laissé 90 pourcents et dans lequel j'en rajoute 5 !

CHANGES

Dollar : 6,0650 F

Sur des marchés des changes très calmes, on s'attendait à ce que le dollar de Tokyo et de Paris soient ouverts, le dollar était pratiquement inchangé, lundi 26 décembre, sur les cours du vendredi soir à New York (6,0675 F). Son léger fléchissement à Paris n'était qu'apparent.

FRANCFORT 23 déc. 26 déc.
Dollar (en DM) ... 1,7140 1,7120
Tokyo 23 déc. 26 déc.
Dollar (en yen) ... 134,85 134,88

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (26 déc.) ... 81/81 1/81
New-York (23 déc.) ... 81/81 1/81

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-87)

22 déc. 23 déc.
Valeurs françaises ... 140 141,3
Valeurs étrangères ... 118,8 118,4
(S&P, base 100: 31-12-87)
Indice général CAC ... 482,5 487,3
(S&P, base 100: 31-12-87)
Indice CAC 40 ... 1 528,78 1 539,99
(OMF, base 100: 31-12-87)
Indice OMF 50 ... 423,46 425,87

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
Industrielles ... 2 160,36 2 168,93
LONDRES (Indice Financial Times)
Industrielles ... 1 432,4 1 436,2
Mines d'or ... 164,1 165,3
Fonds d'Etat ... 87,38 87,46

TOKYO
24 déc. 26 déc.
Nikkei Dow Jones ... 29 686,36 29 688,81
Indice général ... 2 315,17 2 340,28

Marché des options négociables
le 23 décembre 1988

Nombre de contrats : 15 630.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Décembre dernier	Mars dernier	Décembre dernier	Mars dernier
Accor	520	46	59	—	4
CEG	360	45	60	4,50	4,50
Elf-Aquitaine	320	62	68	—	8,78
Lafarge-Coppée	1 300	181	132	0,10	8
Michellin	164	28,20	25,80	0,20	2
Midi	1 500	180	—	1,58	41,50
Paribas	440	18,50	45	—	9,50
Peugeot	1 100	216	237	—	2
Saint-Gobain	520	57	70	—	4
Société générale	520	9	30	8,50	25,80
Thomson-CSF	180	43	46,50	—	0,60

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 23 déc. 1988

Nombre de contrats : 20 443.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Dernier	107	107,05	106,50
Précédent	107,50	106,90	106,30

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
106	1,47	1,70	0,40	1,16

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100: 31 décembre 1987

16 déc. 23 déc.

Valeurs franç. à rev. variable	137,5	142,4
Valeurs industrielles	140,5	150,9
Valeurs étrangères	115,4	118,3
Electricité-Energie	132,2	138,4
Chimie	128,4	135,2
Métallurgie, mécanique	153,4	164,1
Electricité, électronique	157,7	164,9
Matériaux et minéraux	130,2	135,6
Ind. de consommation, non alim.	144,9	150,8
Agro-alimentaire	156,8	164,8
Distribution	139,4	142,3
Transport, télécom, services	159,3	163,2
Assurances	139,9	138,4
Crédit banque	136,2	138,6
Social	90,9	95,5
Immobilier et financier	80,4	81,4
Investissement et portefeuille	135,5	138,7
Indice	120,7	121,8
Valeurs franç. à rev. fixe	105	105,3
Emprunts d'Etat	105,3	108,9
Emprunts garantis et assimilés	104,5	104,8
Sociétés	104,7	104,6

Base 100 en 1987

Valeurs franç. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 en 1987

Valeurs franç. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1987

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts garantis et assimilés

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1987

Indice général

Produits de base

Construction

Bière d'équipement

Bière de consommation, durable

Bière de consommation, alimentaire

Services

Sociétés financières

Sociétés de la zone franc

à l'étranger

Valeurs industrielles

BOURSES REGIONALES

Base 100: 31 décembre 1987

Indice général

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

15 déc. 1988

Total actif

dont

Or

Disponibilités à vue et à l'étranger

ECU

Avances au Fonds de stabilisation

des changes

Or et autres actifs de réserve à

compte de Fonds européen de

coopération monétaire

Concours au Trésor public

Tirages d'Etat (bons et obligations)

Autres titres des marchés moné-

taires et obligataires

Effets privés

Effets en cours de recouvrement

Total passif

dont

Billets en circulation

Comptes courants des établisse-

ments adhérents à la constitution

de réserves

Compte courant du Trésor public

Rapports de liquidité

Compte spécial du Fonds de sta-

bilisation des changes - Contre-

partie des allocations de droits

de tirages spéciaux

ECU à l'usage du Fonds européen

de coopération monétaire

Réserve de réévaluation des

avoirs publics en or

246 685

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération

sur appel d'offres

Taux des opérations à 14 jours

Taux d'escompte

Taux des avances sur titres

10,98 %

TOKYO, 26 décembre

En hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en

hausse, lundi 26 décembre, l'indice

Nikkei progressant de 181,65 yens

à 29 688,01 yens. Les investisseurs

ont été encouragés par les perspec-

tives satisfaisantes de l'économie

pour l'année prochaine.

Le marché devrait, pour le

moment, rester haussier grâce aux

signes de détente américano-

soviétique, à la stabilité du marché

des changes et à la fermeté de Wall

Street, a indiqué M. Hiroshi Ochi,

président de Kokyo Securities Co.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 15,50 % (ex 7,80 %) 1981

Les intérêts courus du 25 janvier 1988 au 24 janvier 1989 seront payables, à partir du 25 janvier 1989, à raison de 33,75 F par titre de 250 F contre détachement du coupon n° 28 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,65 F (montant brut : 43,40).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 6,20 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,86 F faisant ressortir un net de 31,69 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par le numéro 7 sorti au tirage du 17 novembre 1988, cessent de porter intérêt et seront remboursables à 330 F, coupon n° 29 au 25 janvier 1990 attaché.

Ci-après, sont rappelés les séries sorties aux tirages antérieurs : 1962, 22; 1963, 19; 1964, 15; 1965, 17; 1966, 24; 1967, 16; 1968, 27; 1969, 23; 1970, 14; 1971, 3; 1972, 12; 1973, 28; 1974, 5; 1975, 26; 1976, 8; 1977, 1; 1978, 6; 1979, 20; 1980, 21; 1981, 9; 1982, 29; 1983, 11; 1984, 18; 1985, 30; 1986, 10; 1987, 2; 1988, 25.

Ces séries ont été dématérialisées (art. 94, alinéa II, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE
DE PARTICIPATIONS (SAPAR)

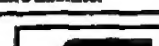
Obligations 15,70 % 1982

Les intérêts courus du 10 janvier 1988 au 9 janvier 1989 seront payables à partir du 10 janvier 1989 à raison de 70,50 F par titre de 5000 F contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 7,85 F (montant brut : 78,35 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 117,70 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,57 F faisant ressortir un net de 573,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs : 1984, 14 507 à 24 413; 1985, 164 874 à 176 335; 1986, 122 589 à 135 849; 1987, 95 005 à 110 348; 1988, 212 826 à 230 577.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.



Obligations convertibles

6,40 % août 1988

Dunelm rappelle aux porteurs d'obli-

gations convertibles 6,40 % août 1988

que la parité de conversion a été fixée à

11 actions pour 10 obligations pour la

période du 26 septembre 1988 au

31 décembre 1988.

A compter du 1^{er} janvier 1989, la

parité de conversion sera de 1 action

pour 1 obligation.

Les porteurs qui souhaitent utiliser

cette parité préférentielle doivent en

informer, avant le 31 décembre 1988,

les établissements financiers auprès des-

quels ils ont déposé leurs titres.



La société Intertechnique a reçu de la société Siemens AG une offre

d'achat d'un bloc de contrôle de la société IN2.

La qualité de la société Siemens, les conditions de son offre et les perspec-

tives de développement ouvertes à IN2, dans le cadre d'une coopération entre

ces deux sociétés, conduisent Intertechnique à accepter cette offre en considéra-

tion et à en commencer l'exécution sans délai.

Un des éléments de la décision d'Intertechnique résidera dans les possi-

bilités élargies que lui ouvrirait l'acceptation de cette offre pour son dévelop-

pement dans les domaines de l'aéronautique et de l'armement.

Une réponse sera donnée par le conseil d'Intertechnique avant le 17 janvier

1989.



L'assemblée a, par ailleurs, ratifié la nomi-

nation au poste d'administrateur de

M. René Dattola coopté à ce poste par le

conseil d'administration du 9 novem-

bre 1988.

Elle a enfin renouvelé pour une

période de six ans

le mandat d'administrateur de M. Paul

Schnabel.

Après dotation aux amortissements et

[illegible]